



REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement
Technique et de la Formation Professionnelle

PROGRAMME DECENNAL DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION
(PDEF)

*RAPPORT NATIONAL
SUR LA SITUATION DE
L'ÉDUCATION
2007*

Direction de la Planification et de la Réforme de l'Éducation

(DPRE)
Mai 2008



REPUBLIQUE DE SENEGAL
Un Peuple-Un But-Une Foi



Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement
Technique et de la Formation Professionnelle

*RAPPORT NATIONAL
SUR LA SITUATION DE
L'ÉDUCATION
2007*

ISSN 0850-1637

Direction de la Planification et de la Réforme de l'Éducation
(DPRE)
Mai 2008

SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS.....	3
Préface.....	4
La demande potentielle d'éducation	6
L'offre d'éducation	7
L'évolution des structures de prise en charge des tout-petits, selon le statut	9
L'évolution des effectifs scolaires	10
Répartition des effectifs selon l'âge.....	11
Répartition des effectifs selon la zone géographique en 2007.....	12
Répartition des effectifs selon le type de structure en 2007	13
La part du privé et du communautaire dans les effectifs	14
La participation	15
Les conditions d'enseignement apprentissage	16
Les caractéristiques du personnel enseignant du public en 2007.....	17
Les caractéristiques du personnel enseignant du communautaire en 2007.....	18
Les caractéristiques du personnel enseignant du privé en 2007	19
Répartition du personnel selon la langue d'enseignement en 2007	20
ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE.....	21
La demande potentielle d'éducation	22
Evolution du réseau scolaire	26
La diversification de l'offre éducative	27
Les équipements annexes dans des écoles publiques.....	29
L'eau et l'électricité dans les écoles publiques	31
L'alimentation dans les écoles publiques.....	33
La capacité d'accueil des écoles élémentaires	34
L'état du patrimoine scolaire	35
La disponibilité des places assises	37
L'organisation pédagogique des classes	38
La taille moyenne des classes pédagogiques	39
La disponibilité des manuels scolaires.....	40
Le corps enseignant.....	42
La répartition des enseignants selon le statut et le diplôme académique.....	43
La répartition des enseignants selon le diplôme professionnel et la fonction.....	44
Les nouveaux inscrits au cours d'initiation (CI).....	45
L'évolution des effectifs scolaires	46
La participation du privé à l'effort de scolarisation	48
Les élèves inscrits dans les écoles à cycle complet	49
L'accès à l'école élémentaire	50
L'intensité de la scolarisation	52
L'efficacité interne du système éducatif.....	54
L'achèvement du cycle élémentaire.....	57
Les résultats du Certificat de Fin d'Etudes Elémentaires (CFEE).....	59
ENSEIGNEMENT MOYEN	60
La demande potentielle d'éducation	61
L'évolution du réseau d'établissements d'enseignement moyen.....	63
Evolution de l'accès à l'enseignement moyen	64
Evolution des effectifs et de la participation féminine	65
Evolution de la part du public dans l'effort de scolarisation	66
Le niveau de scolarisation dans l'enseignement moyen	67
La taille des classes pédagogiques	69
La disponibilité des manuels scolaires dans l'enseignement Moyen.....	70

L'efficacité interne du système éducatif au niveau de l'Enseignement Moyen	71
Les résultats du Brevet de Fin d'Etudes Moyennes (BFEM)	72
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	73
La demande potentielle d'éducation	74
L'évolution du réseau d'établissements d'enseignement secondaire général.....	76
L'accès à l'enseignement secondaire général	77
L'évolution des effectifs de l'enseignement secondaire général	78
La participation	79
La taille des classes pédagogiques	80
La disponibilité des manuels scolaires.....	81
La qualification du personnel enseignant des lycées et collèges	82
Les résultats de l'examen du baccalauréat session 2007	84
FINANCEMENT DE L'EDUCATION.....	85
Dépenses publiques de l'Etat	86
Dépenses de fonctionnement de l'Etat.....	88
Dépenses publiques de fonctionnement de l'Education	89
Dépenses en capital de l'Etat sur financement intérieur	90
Dépenses publiques d'investissement allouées à l'Education	91
Dépenses publiques totales allouées à l'Education.....	92
Part des dépenses allouées à l'Education dans les dépenses de l'Etat.....	93
Répartition fonctionnelle du budget de l'Education	96
Le coût unitaire d'un élève par sous-secteur (public).....	97
Dépenses publiques d'éducation en pourcentage du PIB	98
Subvention à l'Enseignement Privé	99
Contribution par bailleurs au financement de l'Education	100

SIGLES ET ABREVIATIONS

BFEM	Brevet de Fin d'Etudes Moyennes
CAP	Certificat d'Aptitude Pédagogique
CDF	Classe à Double Flux
CE1	Cours Elémentaire Première année
CE2	Cours Elémentaire Deuxième année
CEAP	Certificat Elémentaire d'Aptitude Pédagogique
CFEE	Certificat de Fin d'Etudes Elémentaires
CI	Cours d'Initiation
CM1	Cours Moyen Première année
CM2	Cours Moyen Deuxième année
CMG	Classe Multigrade
CP	Cours Préparatoire
CPI	Countpart International
DEE	Direction de l'Enseignement Elémentaire
DIPE	Développement Intégré de la Petite Enfance
DPRE	Direction de la Planification et de la Réforme de l'Education
PDEF	Programme décennal de l'Education et de la Formation
TAMA	Taux d'Accroissement Moyen Annuel
TBS	Taux Brut de Scolarisation

Préface



Depuis 2000, à la faveur de l'alternance, le Sénégal poursuit l'ambition d'être, à l'horizon 2015, un pays émergent aux plans économique, social et politique. Pour atteindre cet objectif dans un contexte de mondialisation qui expose notre pays aux désordres exogènes de toutes natures, il est urgent de parachever la mise en place d'un cadre macro-économique viable, mettant l'accent sur l'amélioration continue de la compétitivité de l'économie, le développement humain durable et la bonne gouvernance. Il se doit également de créer pour le secteur privé un environnement plus propice à ses activités, en mettant en œuvre, entre autres, des programmes ambitieux, à moyen et long terme, visant à mettre en valeur les ressources humaines. Par là se trouve justifiée la priorité accordée par le gouvernement de l'alternance à l'éducation et à la formation qui sont devenues d'importants enjeux dans le processus de développement et auxquels sont consacrés 40 % du budget de fonctionnement.

Cette option doit se traduire par un relèvement substantiel des taux de scolarisation pour tous les niveaux d'enseignement, l'amélioration de l'efficacité interne et externe du système, l'amélioration des performances scolaires, l'augmentation significative des taux de réussite aux différents examens et concours, une gestion plus efficiente du système éducatif.

Dans le contexte que voici le suivi des performances du système éducatif constitue une préoccupation majeure, non seulement pour les décideurs et les gestionnaires du système éducatif mais aussi pour la masse de tous les autres acteurs qui gravitent autour et qui à divers titres sont concernés par son développement. Pour répondre à cette exigence le Ministère de l'Éducation a mis en place un système d'information qui collecte, exploite, organise et diffuse des informations constamment remises à jour sur divers aspects du système scolaire, utilisant principalement comme supports les annuaires statistiques faisant l'inventaire le plus exhaustif possible des données scolaires, et un rapport annuel d'indicateurs ayant comme particularité de faire le point sur la réalisation des objectifs de la politique éducative.

Le présent « *rapport national sur la situation de l'éducation en 2007* » a été conçu dans ce sens. Il s'agit d'un tableau de bord qui, à partir d'une batterie d'indicateurs, effectue des mesures d'ensemble pour déterminer le niveau de développement du système éducatif. Il se présente sur une trajectoire de continuité par rapport à ceux rendus publics entre 2000, 2005 et 2006, avec la particularité que l'étude de l'environnement scolaire y trouve une place prépondérante. Au-delà d'un inventaire des données statistiques sur le système éducatif, il renferme des données mieux élaborées, présentées sous forme de ratio, de taux, de pourcentage qui permettent une meilleure synthèse de l'information. Par ailleurs, le rapport s'est surtout concentré sur les objectifs de la politique éducative, afin de les mesurer de façon à rendre transparents et accessibles les résultats enregistrés dans le sous-secteur de l'éducation formelle. Les différents indicateurs, faisant référence aux données démographiques, ont été recalculés pour la période allant de 2000 à 2006 suite à la publication des résultats du recensement de 2002 par l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie.

Dans cette optique, il présente un double intérêt : d'une part, au plan formel, il offre un aperçu sur la dynamique du système global et de ses composantes majeures que sont l'accès à l'éducation, la qualité du service éducatif, la gestion et le financement du système. D'autre part, sur un plan plus pragmatique, il fournit des outils permettant d'améliorer le diagnostic, la programmation et le suivi du système éducatif, tant à l'échelon national que régional.

Enfin, je voudrais exprimer mes sincères remerciements à tous les partenaires techniques et financiers qui ont appuyé la réalisation de ce document qui, je l'espère, constituera un instrument précieux pour guider nos décisions dans le cadre du pilotage du système éducatif.

Pr. Moustapha SOURANG
Ministre de l'Éducation, de l'Enseignement Technique et
de la Formation Professionnelle

DEVELOPPEMENT INTEGRE DE LA PETITE ENFANCE



Source : Site ANCTP

La demande potentielle d'éducation

Entre 1999 et 2006 le nombre total d'enfants pré-scolarisables est passé de 1 218 590 à 1 331 911 sur le territoire national, soit un taux d'accroissement moyen annuel de 1,28%. La population des garçons est passée de 646 862 à 699 158 soit un Taux d'Accroissement Moyen Annuel (TAMA) de 1,09% et celle des filles de 570 728 à 632 753 soit un TAMA de 1,48%.

La part de la population pré-scolarisable dans la population totale est passée de 13,56% à 12,46% soit une baisse de 1,10%.

Sur la période 1999-2006, la part des garçons dans la population pré-scolarisable est supérieure à celle des filles pour toutes les années.

Au niveau régional, les TAMA les plus élevés ont été enregistrés au niveau de Dakar (5,00%),

Diourbel (2,33%) et Thiès (1,73%). Les régions de Ziguinchor (-1,19%), Louga (-1,06%), Kolda (-0,47%) et Kaolack (-0,14%) sont celles qui ont vu leurs populations pré-scolarisables baisser.

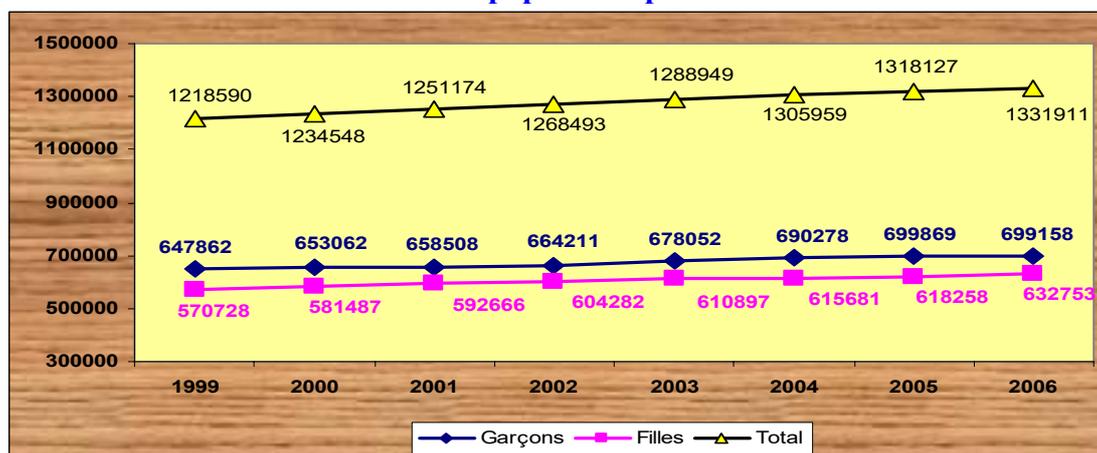
Pendant la même période, le pourcentage des filles est passé de 46,84% à 47,51%. Si dans le global la part des filles a légèrement augmenté, dans les régions de Dakar, Kolda, Matam, St-Louis et Ziguinchor elle a connu une inflexion. La plus forte baisse est enregistrée à Dakar et St-Louis (- 0,60%) et la plus faible à Matam (-0,58%)

En 2006, la part des filles dans les effectifs pré-scolarisables au niveau des régions de Louga, Dakar, Matam, St-Louis, Tambacounda et Thiès inférieure à la moyenne nationale qui est de 47,51%.

Population pré-scolarisable en 1999 et 2006

IA	1999		2006		TAMA	
	Total	% Filles	Total	% Filles	Total	% Filles
DAKAR	164266	47,98%	231190	46,07%	5,00%	-0,58%
DIORBEL	136678	45,89%	160596	47,93%	2,33%	0,62%
FATICK	78622	46,95%	86535	50,77%	1,38%	1,12%
KAOLACK	156491	47,36%	154976	48,45%	-0,14%	0,33%
KOLDA	117158	49,63%	113345	47,85%	-0,47%	-0,52%
LOUGA	98253	42,96%	91220	47,25%	-1,06%	1,37%
MATAM	58959	45,24%	62303	44,70%	0,79%	-0,17%
SAINT LOUIS	87699	48,34%	94862	46,54%	1,13%	-0,54%
TAMBACOUNDA	83138	45,71%	85899	47,29%	0,47%	0,48%
THIES	157188	44,27%	177277	47,13%	1,73%	0,90%
ZIGUINCHOR	80138	51,36%	73708	49,86%	-1,19%	-0,42%
SENEGAL	1218590	46,84%	1331911	47,51%	1,28%	0,20%

Evolution au niveau national de la population pré-scolarisable entre 1999 et 2006



L'offre d'éducation

Les structures de prise en charge de la petite enfance sont au nombre de 1 486 en 2007 contre 1 239 en 2006 soit un accroissement de 19,94%. Elles sont davantage concentrées à Dakar avec 534 et à Thiès avec 279 sur un total de 1 486, soit un taux de 54,71% pour les deux seules régions. Dakar à elle seule regroupe 57,09% des écoles maternelles et 36,98% des garderies. Thiès, par contre, détient 18,15% des cases des tout-petits (51).

Un effort particulier doit être fait envers les autres régions où les structures de prise en

charge de la petite enfance font terriblement défaut, surtout celle de Matam avec seulement 27 structures.

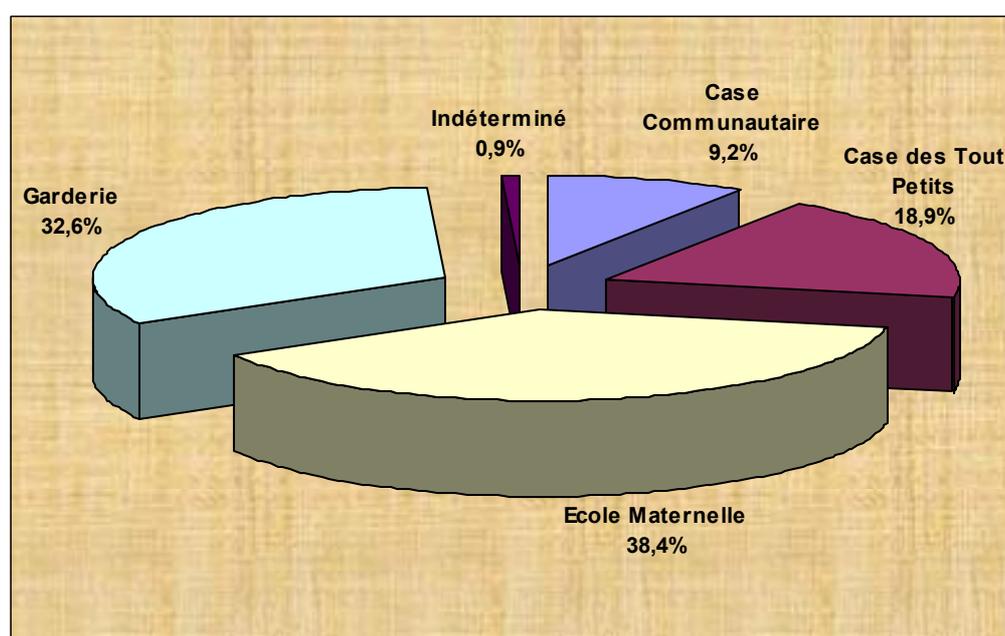
En 2007, la répartition par type des structures de prise en charge de la petite enfance se décline ainsi :

- 38% d'écoles maternelles
- 33% de garderies
- 19% de cases des tout-petits et
- 9% d'écoles communautaires

Part de chaque région dans le nombre d'écoles 2007

IA	Case Communautaire	Case des Tout Petits	Ecole Maternelle	Garderie	Indéterminé	Total
Dakar	2	20	326	179	7	534
Diourbel	2	17	17	39		75
Fatick		28	18	50		96
Kaolack		15	18	29		62
Kolda		20	17	8	1	46
Louga		29	23	19		71
Matam		12	12	2	1	27
St Louis	4	20	24	44	1	93
Tamba		49	9	18		76
Thiès	129	51	23	74	2	279
Ziguinchor		20	84	22	1	127
SENEGAL	137	281	571	484	13	1486

Répartition des écoles par type au niveau national en 2007

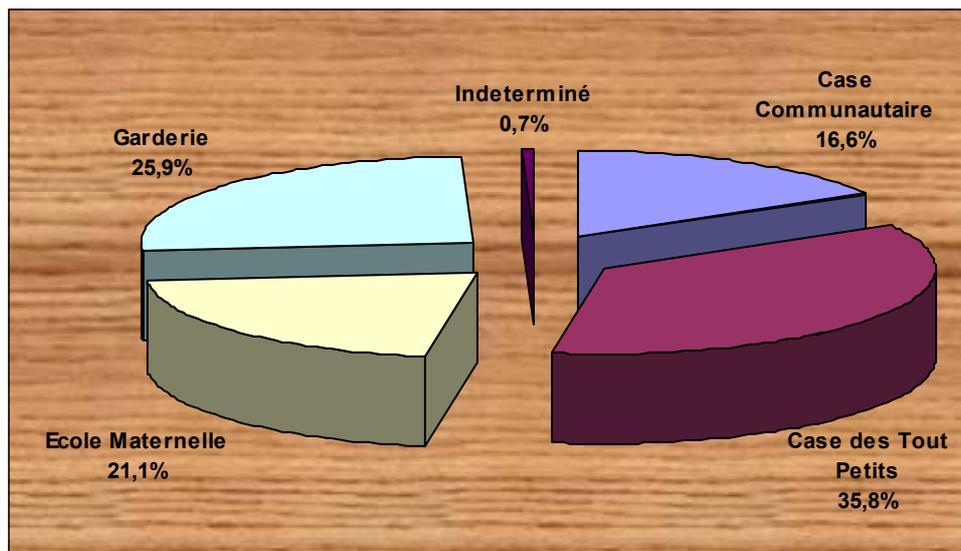


En 2007, en zone rurale, les cases des tout-petits représentent 35,8% du réseau, les écoles maternelles 21%, les garderies 26% et les cases communautaires 17%. En milieu urbain, on a respectivement 8%, 50%, 37% et 4%.

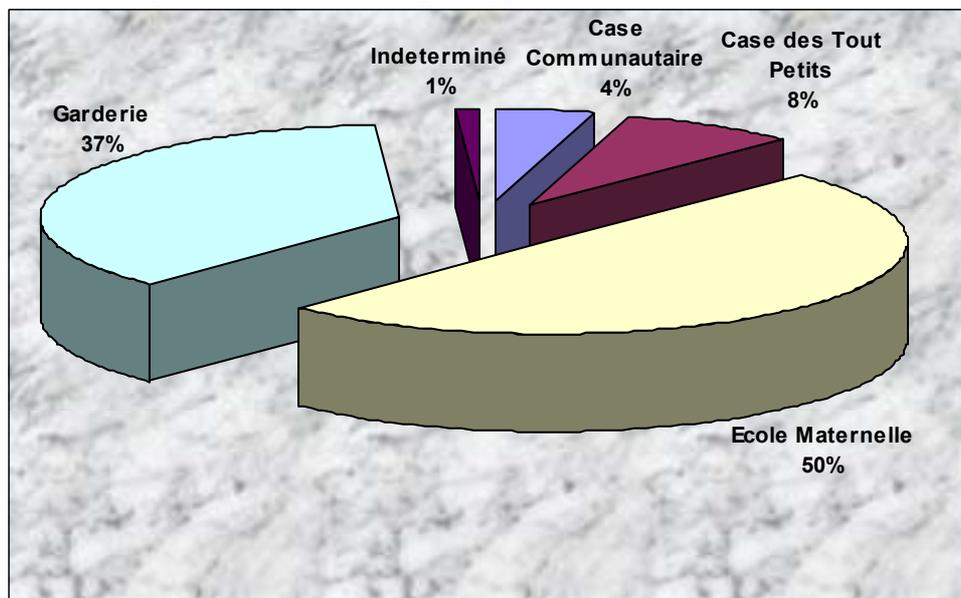
En termes de capacité d'accueil le nombre de structures existantes devrait pouvoir accueillir,

en tenant compte de la prévision de 90 enfants par structure, 133 740 enfants au lieu des 99 038 recensés en 2007. Cet effectif correspondrait à un taux brut de préscolarisation de 10,04% au lieu des 7,44% enregistrés cette année.

Répartition des écoles par type en zone rurale en 2007



Répartition des écoles par type en zone urbaine en 2007



L'évolution des structures de prise en charge des tout-petits, selon le statut

Entre 2000 et 2007, la part du privé dans le total des structures de prise en charge de la petite enfance est passée de 73,9% à 53,2% en 2006 et 51,41% en 2007 ; et celle du public de 26,1% à 21,1% en 2006 et 16,89% en 2007. Les baisses enregistrées sont dues, surtout, à l'avènement du communautaire qui, de 25,7% en 2006, est passé à 31,70% en 2007.

En 2007, la part du privé est répartie entre le privé catholique (6,33%), le privé franco arabe (9,08%) et le privé laïc (36%).

Au niveau de la région de Dakar, la part du privé a chuté de 39,6% en 2000 à 31,22% en 2007. Dans la même période, la part du public a suivi la même tendance en passant de 5,9% à 2,15% ; cependant, il convient de noter l'apparition et l'évolution du Communautaire qui passe de 1,9% en 2006 à 2,56% en 2007.

La part du public a connu depuis 2000 une baisse dans toutes les régions, notamment dans celle Diourbel qui se retrouve avec 0,67% en 2007.

Le privé catholique est localisé essentiellement dans les régions de Thiès (2,15%), Dakar (1,48%) et Ziguinchor (1,01%) ; il est absent à Matam.

Le franco arabe privé qui représente 9,08% des structures au niveau national, reste localisé pratiquement dans les régions de Dakar avec 4,91% du réseau. Il est présent à Diourbel (1,82%) et Louga (1,01%). Dans les autres régions, il représente moins de 1%.

Pour ce qui est du privé laïc, la région de Dakar a le taux le plus élevé avec 24,83%, suivi par les régions de Ziguinchor (2,56%) et de Thiès (2,36%)

En 2007, la part du privé, pour tous les types de privé confondus, est de 51,4%, celle du public de 16,9% et le communautaire quant à lui abrite 31,7% des structures.

Part de chaque statut dans le total des structures par région en 2007

IA	2000		2006						2007				
	Privé	Public	Communautaire	Privé catholique	Privé Franco arabe	Privé Laïc	Public	Public franco arabe	Communautaire	Privé catholique	Privé Franco arabe	Privé Laïc	Public
Dakar	39,6%	5,9%	1,9%	1,7%	5,3%	25,1%	2,6%	0,1%	2,6%	1,5%	4,9%	24,8%	2,2%
Diourbel	0,8%	1,7%	1,5%	0,2%	2,0%	0,6%	1,1%	0,0%	2,0%	0,1%	1,8%	0,4%	0,7%
Fatick	0,8%	1,7%	2,2%	0,6%	0,2%	1,3%	1,5%	0,0%	2,9%	0,5%	0,3%	1,1%	1,7%
Kaolack	3,4%	1,1%	0,2%	0,2%	0,1%	1,9%	0,8%	0,0%	0,3%	0,4%	0,1%	1,7%	1,7%
Kolda	2,0%	2,2%	1,1%	0,3%	0,1%	0,5%	0,9%	0,0%	1,3%	0,3%	0,1%	0,5%	1,0%
Louga	2,0%	2,0%	0,8%	0,1%	1,0%	0,7%	1,9%	0,0%	1,3%	0,1%	1,0%	0,6%	1,7%
Matam			0,2%	0,0%	0,0%	0,1%	1,2%	0,0%	0,2%	0,0%	0,0%	0,1%	1,5%
St Louis	3,4%	3,9%	3,1%	0,3%	0,4%	1,5%	1,8%	0,0%	3,0%	0,3%	0,3%	1,5%	1,2%
Tamba	2,0%	1,4%	1,3%	0,1%	0,1%	0,4%	2,7%	0,0%	3,8%	0,1%	0,1%	0,4%	0,7%
Thiès	13,8%	2,5%	12,4%	2,3%	0,3%	2,5%	3,1%	0,0%	12,4%	2,2%	0,3%	2,4%	1,5%
Ziguinchor	6,2%	3,7%	0,9%	1,1%	0,2%	2,2%	3,3%	0,0%	1,9%	1,0%	0,1%	2,6%	3,0%
SENEGAL	73,9%	26,1%	25,7%	6,9%	9,7%	36,6%	21,0%	0,1%	31,6%	6,3%	9,0%	36,0%	17,0%

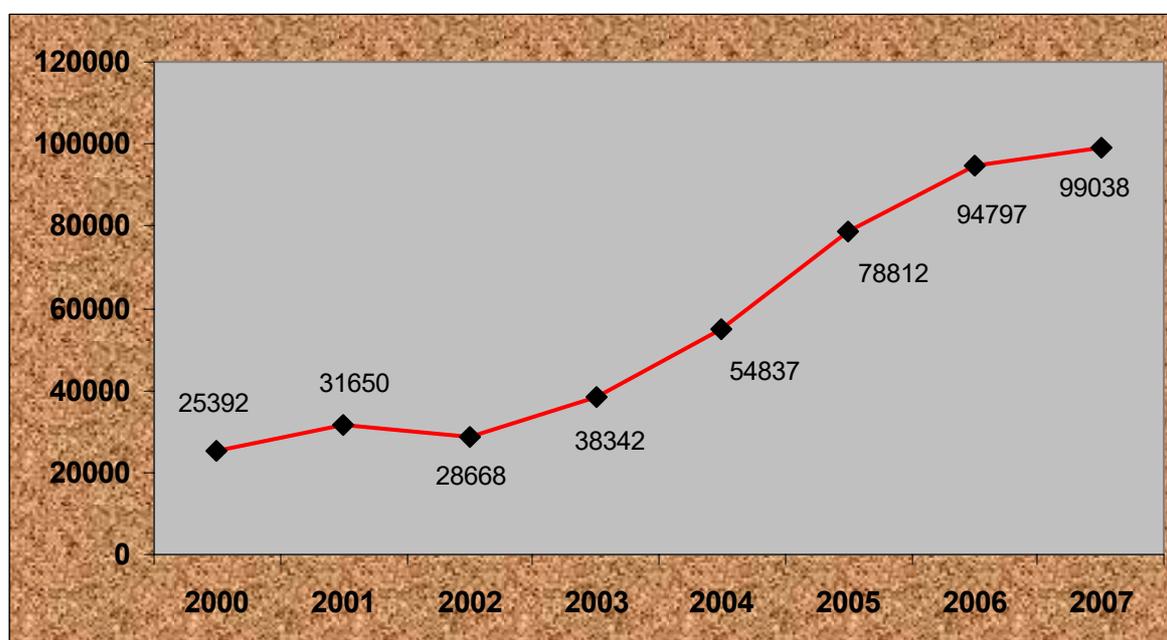
L'évolution des effectifs scolaires

La population scolarisée dans les structures de la petite enfance a enregistré une progression nette et régulière entre 2000 et 2007 avec des effectifs passant de 25 392 à 99 038 soit un taux d'accroissement moyen annuel (TAMA) de 21,46%. Cette progression s'explique par l'effort déployé par l'Etat dans la construction des cases des tout-petits et l'avènement du communautaire. On a toutefois noté un fléchissement entre 2001 et 2002 où l'effectif est passé de 31 650 à 28 668. Au niveau des régions, le TAMA le plus élevé est

observé à Diourbel avec 32,02% et le plus bas à Kaolack avec 17,01%.

Au niveau national la part des filles dans les effectifs est passée de 50,9% à 52,39% entre 2000 et 2007. Cette part a évolué dans toutes les régions, durant cette période sauf à Louga (-1,19%) et surtout à Fatick (-7,33%). A Diourbel, elle a connu une évolution de 7,65%. Dans toutes les régions, la part des filles dans les effectifs est supérieure à 50% sauf à Ziguinchor (48,63%). Les parts les plus élevées sont enregistrées à Diourbel (58,75%), Matam (55,63%) et à Kaolack (55,13%).

Accroissement des effectifs entre 2000 et 2007



Evolution des effectifs par région 2000 à 2007

IA	2000		2007		TAMA effectifs	Ecart % filles
	Total	%Filles	Total	%Filles		
Dakar	11388	50,60%	34193	51,92%	17,01%	1,32%
Diourbel	669	51,10%	4676	58,75%	32,02%	7,65%
Fatick	792	59,20%	5371	51,87%	31,45%	-7,33%
Kaolack	1148	53,00%	4538	55,13%	21,70%	2,13%
Kolda	893	45,60%	3446	51,28%	21,28%	5,68%
Louga	1307	52,50%	5773	51,31%	23,64%	-1,19%
Matam			2256	55,63%		
St Louis	1907	52,90%	6065	54,23%	17,97%	1,33%
Tamba	927	49,40%	5495	51,96%	28,95%	2,56%
Thiès	3769	52,40%	16780	53,02%	23,78%	0,62%
Ziguinchor	2592	47,00%	10445	48,63%	22,03%	1,63%
SENEGAL	25392	50,90%	99038	52,39%	21,46%	1,49%

Répartition des effectifs selon l'âge

En 2007, 94,46% des enfants qui ont fréquenté les structures de prise en charge de la petite enfance avaient l'âge légal. Dans toutes les régions ce pourcentage est supérieur à 90, sauf à Fatick où il est de 89,91%. La plus forte part est enregistrée à Louga avec 97,30%.

Selon le genre, au niveau national, chez les garçons 94,54% ont l'âge légal de fréquenter le préscolaire contre 94,39% chez les filles. Dans toutes les régions, le pourcentage des enfants

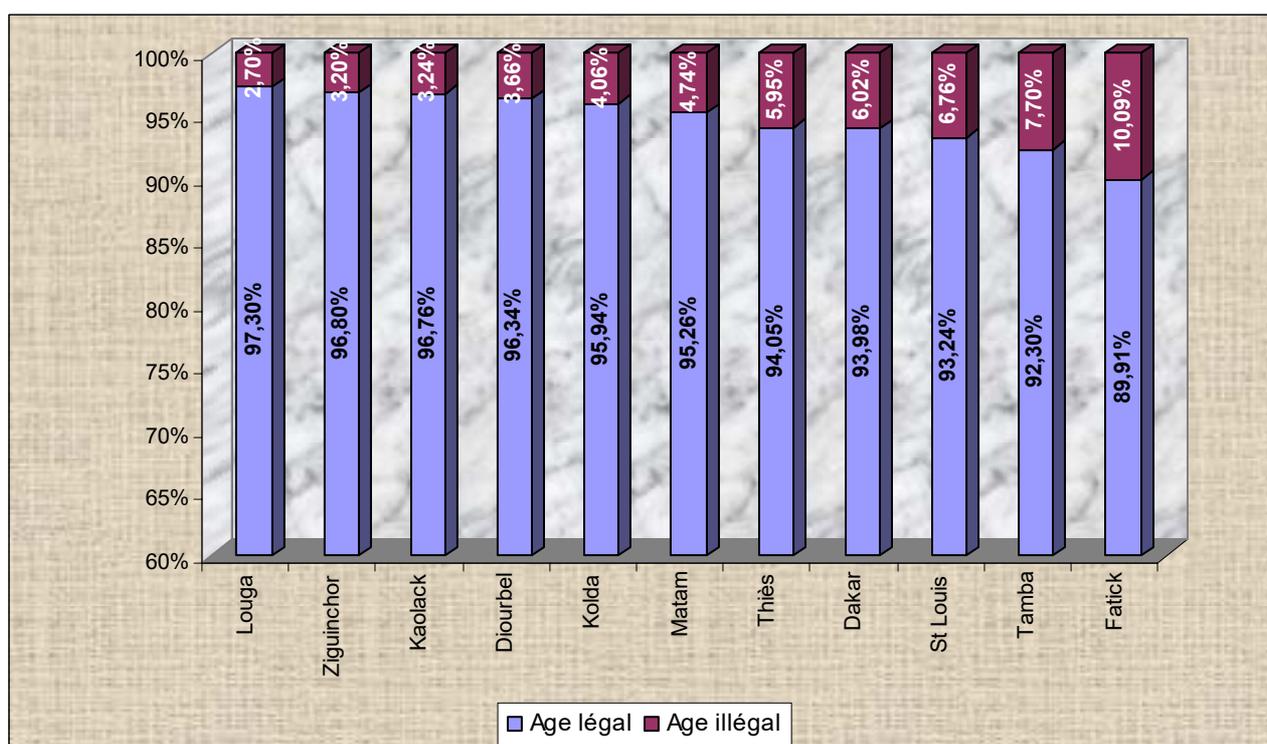
ayant l'âge requis, aussi bien chez les garçons que chez les filles, est au dessus de 92% sauf à Fatick (avec 90,41% des garçons) et à Tamba (avec 91,59% des filles).

Les pourcentages d'enfants ayant l'âge légal les plus élevés, aussi bien chez les garçons que les filles, sont enregistrés au niveau de la région de Louga. Les plus faibles se retrouvent au niveau de Fatick.

Répartition des élèves selon l'âge, le sexe et la région en 2007

IA	Age illégal		Age légal		Age légal
	% Garçons	% Filles	% Garçons	% Filles	G+F
Dakar	5,80%	6,21%	94,20%	93,79%	93,98%
Diourbel	3,01%	4,11%	96,99%	95,89%	96,34%
Fatick	9,59%	10,55%	90,41%	89,45%	89,91%
IA Kaolack	3,19%	3,28%	96,81%	96,72%	96,76%
IA Kolda	4,11%	4,02%	95,89%	95,98%	95,94%
IA Louga	2,85%	2,57%	97,15%	97,43%	97,30%
IA Matam	4,90%	4,62%	95,10%	95,38%	95,26%
IA St Louis	6,74%	6,78%	93,26%	93,22%	93,24%
IA Tamba	8,41%	7,04%	91,59%	92,96%	92,30%
IA Thiès	6,10%	5,81%	93,90%	94,19%	94,05%
IA Ziguinchor	3,00%	3,41%	97,00%	96,59%	96,80%
Total	5,46%	5,61%	94,54%	94,39%	94,46%

La situation des effectifs au niveau national en 2007



Répartition des effectifs selon la zone géographique en 2007

En 2007, comme du reste en 2006, la part de la zone urbaine dans l'effectif des 99 038 enfants préscolarisés est de 68% contre 32% en milieu rural.

La part des filles dans les effectifs est de 52,4% en zone urbaine contre 52,3% en milieu rural.

Au niveau de la zone rurale, les régions de Diourbel (60,6%), Dakar (57,2%), Matam (57,1%), Kaolack (56,2%), St-louis (56,2%), Kolda (54,2%) et Tamba (52,8%) ont leurs pourcentages de filles plus élevés que la moyenne nationale (52,39%).

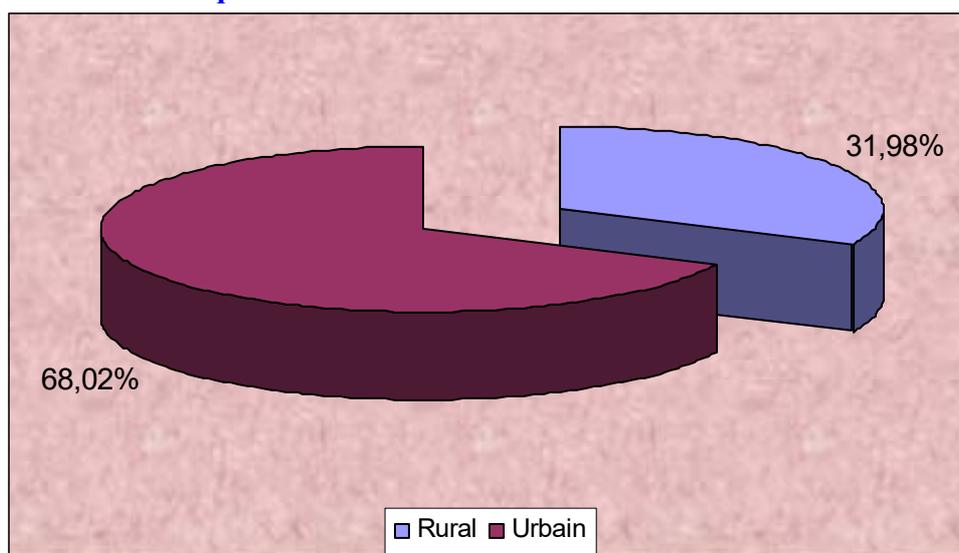
Dans ce milieu, la part des filles la plus élevée est enregistrée à Diourbel avec 60,6%, et la plus faible à Ziguinchor avec 47,8%.

En zone urbaine, dans sept régions sur les onze la part des filles est au dessus de la moyenne nationale. Les pourcentages les plus élevés sont enregistrés à Diourbel (56,4%) et Kaolack (54,8%). Par contre les plus faibles se retrouvent au niveau de Kolda (49,1%) et de Ziguinchor (49,6%).

Répartition des effectifs par région et par zone en 2007

IA	Rurale		Urbaine	
	Total	% Filles	Total	% Filles
Dakar	750	57,2%	33443	51,8%
Diourbel	2620	60,6%	2056	56,4%
Fatick	3395	51,2%	1976	53,1%
Kaolack	975	56,2%	3563	54,8%
Kolda	1449	54,2%	1997	49,1%
Louga	2514	47,9%	3259	53,9%
Matam	1068	57,1%	1188	54,3%
St Louis	2120	56,2%	3945	53,2%
Tamba	3162	52,8%	2333	50,8%
Thiès	7970	51,5%	8810	54,3%
Ziguinchor	5652	47,8%	4793	49,6%
Total	31675	52,3%	67363	52,4%

Part de chaque zone dans les effectifs au niveau national en 2007



Répartition des effectifs selon le type de structure en 2007

En 2007, sur les 99 038 des enfants qui fréquentaient les structures de prise en charge de la petite enfance les 45,12% étaient accueillis au niveau des écoles maternelles, 30,70% dans les garderies, 17,25% dans les Cases des Tout-petits et 6,93% dans les cases communautaires.

Au niveau des écoles maternelles, la région de Dakar abrite à elle seule 48,01% des effectifs. Elle est suivie par celle de Ziguinchor avec 17,47% des effectifs. Les régions de Matam et de Tambacounda sont celles qui comptent les plus faibles effectifs dans les écoles maternelles avec respectivement 2,84% et 2,39%.

Pour les garderies, les régions de Dakar et Thiès avec respectivement 37,19% et 16,71% des effectifs préscolarisés dans ce type de

structure viennent en tête. Les régions qui comptent les plus faibles effectifs sont celles de Kolda et de Matam avec respectivement 1,43% et 1,13%.

Au sein des Cases des Tout-petits, ce sont les régions de Tambacounda et de Thiès avec respectivement 19,81% et 16,69% qui accueillent les plus gros effectifs. Les régions de Kaolack et de Matam ont les plus faibles parts dans les effectifs préscolarisés dans les Cases des Tout-petits.

En 2007, les Cases communautaires sont réparties entre les régions de Dakar, Diourbel, St-Louis et Thiès. Les 95,76% de leurs effectifs se retrouvent au niveau de la région de Thiès et les 2,65% à St-Louis.

Effectifs par type de structure en 2007

IA	Case Communautaire			Case des Tout Petits			Ecole Maternelle			Garderie		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Dakar	32	30	62	603	769	1372	10453	10999	21452	5353	5954	11307
Diourbel	24	23	47	390	521	911	601	799	1400	914	1404	2318
Fatick				800	887	1687	608	712	1320	1177	1187	2364
Kaolack				384	461	845	699	865	1564	953	1176	2129
Kolda				578	688	1266	888	856	1744	213	223	436
Louga				888	887	1775	1234	1429	2663	689	646	1335
Matam				273	369	642	578	692	1270	150	194	344
St Louis	76	106	182	517	560	1077	958	1170	2128	1225	1453	2678
Tamba				1613	1773	3386	567	499	1066	460	583	1043
Thiès	3037	3539	6576	1480	1373	2853	1052	1219	2271	2315	2765	5080
Ziguinchor				622	653	1275	4037	3767	7804	707	659	1366
Sénégal	3169	3698	6867	8148	8941	17089	21675	23007	44682	14156	16244	30400

La part du privé et du communautaire dans les effectifs

La part du privé dans l'effectif des enfants fréquentant les structures de prise en charge de la petite enfance n'a cessé de décroître, passant de 69,20% en 2000, 53,77% en 2006 à 51,05% en 2007, soit un taux d'accroissement moyen annuel de -4,25% (TAMA 2000-2007). De 2006 à 2007, la part du privé a subi une tendance relative de -5,06% au moment où le communautaire connaît une évolution positive de 27,68%.

Le communautaire qui a fait son apparition en 2005, a vu sa part dans les effectifs passer de 11,00% en 2005 et 21,75% en 2006 à 27,77% en 2007.

La baisse de la part du privé s'est opérée dans toutes les régions, excepté celles de Diourbel (+11,89%), Matam (+1,80%) et Dakar (+0,05%). Les plus fortes baisses ont été enregistrées à Tamba (-15,33%) et Thiès (-13,33%). C'est à Diourbel où la part du privé a connu la plus forte

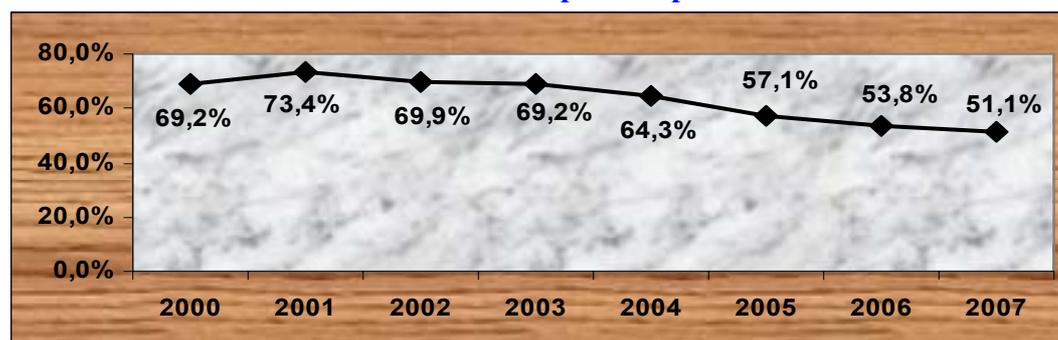
hausse passant de 20,90% en 2000 à 45,85% en 2007. Le cas de Fatick mérite d'être mieux étudié avec un taux négatif entre 2006 et 2007 (-32,07%).

A Matam en 2006, la part du privé dans les effectifs a été de 6,75% et en 2007 de 6,87%. Entre 2005 et 2006, la part du communautaire au niveau national a connu un taux d'accroissement relatif de 27,68%, soit en absolu un bond de 6,02%. Au niveau des régions, la part du communautaire a partout connu une hausse sauf à Matam où l'on enregistre une chute de -1,92 point. Les plus forts gains ont été enregistrés particulièrement à Tamba (+42,97%, soit un accroissement relatif de 191,66%) et à Louga. (+15,45%, soit un accroissement relatif de 109,26%). Les régions de Tamba (65,39%) et de Thiès (61,72%) ont en 2007 plus de la moitié de leurs effectifs au niveau communautaire.

Accroissement de la part du privé et du communautaire entre 2000 et 2007

IA	2000		2006			2007			TAMA 2000-2007
	Effectif total	% privé	Effectif total	%Privé	%Commu nautaire	Effectif total	%Privé	%Commu nautaire	% du Privé
Dakar	11388	85,40%	35458	86,28%	4,09%	34193	85,74%	6,02%	0,06%
Diourbel	669	20,90%	5024	44,05%	31,01%	4676	45,85%	33,23%	11,88%
Fatick	792	26,80%	4667	35,05%	34,13%	5371	23,81%	42,75%	-1,68%
Kaolack	1148	63,60%	3504	62,87%	6,68%	4538	52,09%	6,85%	-2,81%
Kolda	893	26,70%	2953	20,76%	31,46%	3446	10,85%	37,46%	-12,07%
Louga	1307	52,70%	5228	36,44%	14,14%	5773	35,22%	29,59%	-5,59%
Matam			2029	6,75%	10,30%	2256	6,87%	8,38%	1,80%
St Louis	1907	50,60%	5999	37,46%	35,61%	6065	39,06%	37,86%	-3,60%
Tamba	927	48,00%	4397	14,87%	22,42%	5495	14,98%	65,39%	-15,33%
Thiès	3769	78,00%	17271	28,42%	57,04%	16780	28,65%	61,72%	-13,33%
Ziguinchor	2592	57,30%	8267	46,78%	11,31%	10445	46,83%	17,68%	-2,84%
SENEGAL	25392	69,20%	94797	53,77%	21,75%	99038	51,05%	27,77%	-4,25%

Evolution de la part du privé



La participation

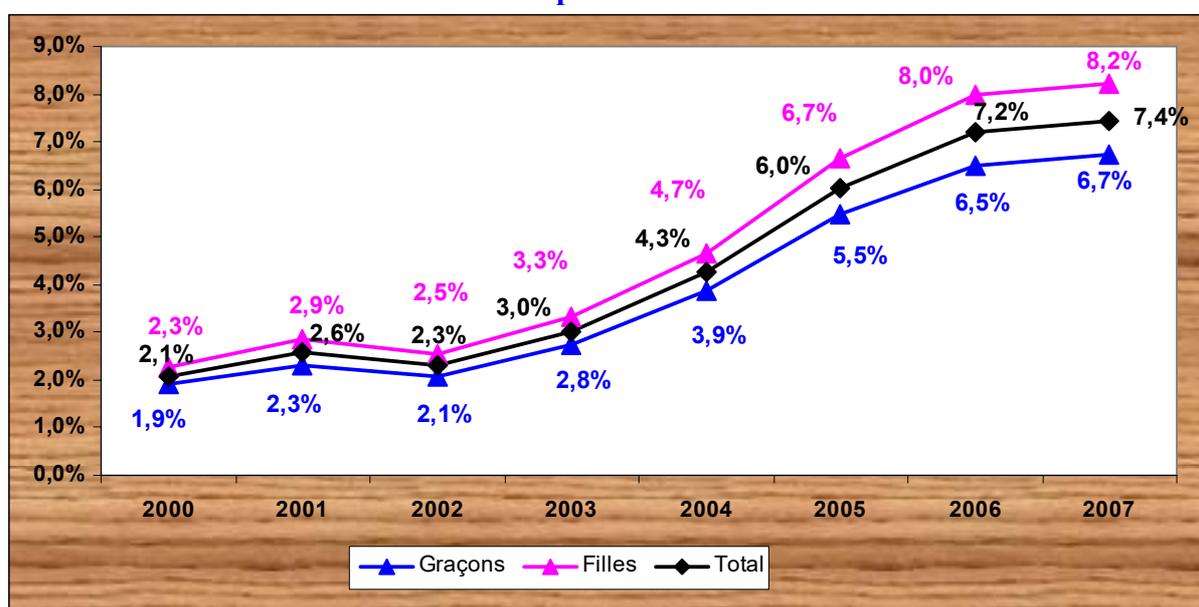
Entre 2000 et 2007, le taux brut de préscolarisation (TBPS) est passé pour le global de 2,1% à 7,4%. Pour la même période celui des filles s'est accru de 5,9 points de pourcentage en passant de 2,3% à 8,2%. Chez les garçons le TBPS a gagné 4,8 points en évoluant de 1,9% à 6,7%. Sur toute la période 2000-2007, le TBPS des filles est supérieur à celui des garçons. En 2002, tous les TBPS ont connu un fléchissement par rapport à 2001. Avec un TAMA de 18,9% du TBPS entre 2000 et 2007, il est légitime de se demander si l'objectif de 20% prévu pour 2010 pourrait être atteint.

En 2007, seules les régions de Dakar, Thiès et Ziguinchor ont eu un TBPS supérieur à la moyenne nationale (7,44%) avec respectivement 14,79%, 9,47% et 14,17% alors que le TBPS le plus faible se retrouve à Diourbel (2,91%). Au niveau de toutes les régions, le TBPS des filles est supérieur à celui des garçons en 2007. Les régions de Dakar, Thiès et Ziguinchor sont les seules à avoir un TBPS supérieur à la moyenne nationale aussi bien chez les garçons que chez les filles. La région de Diourbel enregistre le plus faible taux chez les garçons (2,31%) et la région de Kolda, le plus faible taux chez les filles (3,26%).

Taux brut de préscolarisation (TBPS) en 2007

IA	Garçons	Filles	Total
Dakar	13,19%	16,67%	14,79%
Diourbel	2,31%	3,57%	2,91%
Fatick	6,07%	6,34%	6,21%
Kaolack	2,55%	3,33%	2,93%
Kolda	2,84%	3,26%	3,04%
Louga	5,84%	6,87%	6,33%
Matam	2,91%	4,51%	3,62%
St Louis	5,47%	7,45%	6,39%
Tamba	5,83%	7,03%	6,40%
Thiès	8,41%	10,65%	9,47%
Ziguinchor	14,52%	13,82%	14,17%
SENEGAL	6,74%	8,20%	7,44%

Evolution du taux brut de préscolarisation entre 2000 et 2007



Les conditions d'enseignement apprentissage

Entre 2006 et 2007, le ratio moyen élèves/section au niveau national a varié de 27 à 26, s'éloignant du ratio désiré qui est de 30 élèves par section même si de fortes disparités sont constatées selon les régions et le statut de l'école. Selon le statut, si le ratio s'est tassé au niveau du public (29), il a par contre baissé au niveau du privé et du communautaire.

Au niveau des régions, le ratio élèves/section a connu une augmentation à Matam (de 38 à 43), à Louga et Kolda (de 31 à 32 pour chacune) et à Saint Louis (de 24 à 25). A Kaolack, le ratio, égal à l'objectif national, n'a pas varié (30).

En 2006, au niveau des régions le ratio élèves/section est supérieur ou égal à 30 sauf à Dakar, Diourbel, Fatick, St-Louis et Thiès. Pour l'année 2007, on a un ratio supérieur ou égal à

30 à Kaolack, Kolda, Louga, et Matam. La région de Thiès a le ratio moyen le plus bas (23) et celle de Matam le plus élevé (43).

Dans le public, les régions de Kolda (36), Matam (38), Saint Louis (32) et Tamba (32) ont un ratio supérieur à la moyenne nationale (29).

Dans le privé, le cas de Matam est à souligner avec un ratio de 78 face à une moyenne nationale de 26.

Au niveau du communautaire, la moyenne nationale est de 24 et on retrouve le plus fort ratio à Louga (32).

Dans le privé, tous statuts confondus, le ratio le plus élevé est observé à Matam (78) et le plus bas à Diourbel (22).

Au niveau du communautaire, le ratio le plus faible (22) est enregistré à Saint Louis et à Thiès.

Ratio élèves/ groupe pédagogique en 2006 et 2007

Académie	2006				2007			
	Public	Privé	Communa taire	Total	Public	Privé	Communa taire	Total
	Elèves/ section	Elèves/ section	Elèves/ section	Elèves/ section	élèves/s ection	élèves/s ection	élèves/ section	Elèves /section
Dakar	32	25	23	26	24	24	23	24
Diourbel	29	25	27	27	29	22	24	24
Fatick	24	25	21	23	25	26	23	24
Kaolack	34	29	26	30	29	30	31	30
Kolda	40	24	27	31	36	25	29	32
Louga	31	33	27	31	29	37	32	32
Matam	37	69	35	38	38	78		43
St Louis	26	28	19	24	32	25	22	25
Tamba	31	44	22	30	32	34	28	29
Thiès	21	30	24	25	27	27	22	23
Ziguinchor	30	33	28	31	28	30	23	28
SENEGAL	29	27	24	27	29	26	24	26

Les caractéristiques du personnel enseignant du public en 2007

Le niveau de qualification est apprécié à partir des diplômes académiques et professionnel obtenus. Au Sénégal, le niveau académique exigé des enseignants du préscolaire est au moins le Brevet de Fin d'Etudes Moyennes (BFEM). La formation professionnelle des enseignants du préscolaire est sanctionnée par un Certificat Elémentaire d'Aptitude Pédagogique (CEAP) pour ceux qui sont recrutés avec le niveau du BFEM et un Certificat d'Aptitude Pédagogique pour les titulaires du baccalauréat.

Au plan national, parmi les enseignants du public dont le diplôme académique a pu être

identifié, au moins les 79,90% possèdent un diplôme requis.

Au niveau de la région de Kolda, tous les enseignants ont le diplôme académique requis. En principe, pour le public on devait avoir 100% dans toutes les régions. Le fait que les autres régions n'aient pas eu les 100% peut être dû soit au fait que le document de collecte n'est pas bien renseigné ou que l'information n'a pas été saisie. Pour le diplôme professionnel, il n'a été identifié que pour 44,6% des enseignants. Ce faible pourcentage est dû soit au fait que le document de collecte n'est pas été renseigné ou que la donnée n'a pas été saisie.

Personnel du public selon le diplôme académique en 2007

IA	Public				Total
	Autre	indéterminé	BFEM	BAC et plus	
Dakar	13,0%	19,8%	41,0%	26,3%	100,0%
Diourbel	15,5%	5,2%	43,1%	36,2%	100,0%
Fatick	16,3%	8,7%	58,7%	16,3%	100,0%
Kaolack	8,3%	7,3%	67,7%	16,7%	100,0%
Kolda	0,0%	0,0%	78,7%	21,3%	100,0%
Louga	8,1%	1,6%	78,0%	12,2%	100,0%
Matam	7,9%	15,8%	65,8%	10,5%	100,0%
St Louis	3,0%	1,5%	57,6%	37,9%	100,0%
Tamba	0,0%	16,0%	64,0%	20,0%	100,0%
Thiès	32,1%	5,1%	37,2%	25,6%	100,0%
Ziguinchor	1,8%	3,5%	79,6%	15,0%	100,0%
Sénégal	10,5%	9,7%	58,5%	21,4%	100,0%

Personnel du public selon le diplôme professionnel en 2007

IA	Public				Total
	autre	indéterminé	CEAP	CAP	
Dakar	6,1%	61,4%	9,9%	22,5%	100,0%
Diourbel	0,0%	51,7%	8,6%	39,7%	100,0%
Fatick	0,0%	87,5%	1,0%	11,5%	100,0%
Kaolack	0,0%	78,1%	9,4%	12,5%	100,0%
Kolda	0,0%	49,2%	21,3%	29,5%	100,0%
Louga	0,0%	61,0%	15,4%	23,6%	100,0%
Matam	0,0%	78,9%	14,5%	6,6%	100,0%
St Louis	0,0%	48,5%	15,2%	36,4%	100,0%
Tamba	0,0%	62,0%	26,0%	12,0%	100,0%
Thiès	0,0%	39,7%	29,5%	30,8%	100,0%
Ziguinchor	0,0%	67,3%	13,3%	19,5%	100,0%
Sénégal	1,6%	63,6%	13,2%	21,6%	100,0%

Les caractéristiques du personnel enseignant du communautaire en 2007

Contrairement au public, au niveau du communautaire on rencontre des enseignants n'ayant pas le diplôme académique et/ou professionnel requis.

En 2007, au niveau national, au moins 60,80% du personnel possèdent le diplôme académique requis contre 43,5% qui ont un autre type de diplôme. Dans les régions, c'est au niveau de Ziguinchor, Louga et Kaolack qu'on retrouve les pourcentages les plus élevés d'enseignants du communautaire ayant le diplôme académique requis avec respectivement 93,20%, 87,20% et 78,90%. Les régions de

Fatick et Diourbel sont celles qui ont le moins d'enseignants possédant un diplôme académique requis avec 37,80% et 45%.

S'agissant des diplômes professionnels, ils n'ont pu être identifiés que pour 3,5% des enseignants. Le diplôme professionnel d'aucun enseignant n'a pu être identifié dans les régions de Fatick, Kaolack, Kolda, Matam et Ziguinchor.

Pour l'amélioration des enseignements apprentissages au niveau du communautaire, le Ministère devrait mettre en place un dispositif de formation des agents du communautaire.

Personnel du communautaire selon le diplôme académique en 2007

IA	Communautaire				Total
	Autre	indéterminé	BFEM	BAC et plus	
Dakar	3,7%	40,2%	41,5%	14,6%	100,0%
Diourbel	30,8%	24,2%	41,7%	3,3%	100,0%
Fatick	40,0%	22,2%	35,6%	2,2%	100,0%
Kaolack	0,0%	21,1%	78,9%	0,0%	100,0%
Kolda	25,0%	0,0%	72,5%	2,5%	100,0%
Louga	10,0%	2,9%	74,3%	12,9%	100,0%
Matam	0,0%	50,0%	0,0%	50,0%	100,0%
St Louis	11,3%	22,6%	44,4%	21,8%	100,0%
Tamba	7,6%	22,9%	66,2%	3,2%	100,0%
Thiès	44,4%	9,8%	37,3%	8,4%	100,0%
Ziguinchor	5,7%	1,1%	80,7%	12,5%	100,0%
Sénégal	20,8%	18,3%	51,7%	9,1%	100,0%

Personnel du communautaire selon le diplôme professionnel en 2007

IA	Communautaire			Total
	indéterminé	CEAP	CAP	
Dakar	95,1%	1,8%	3,0%	100,0%
Diourbel	98,3%	1,7%	0,0%	100,0%
Fatick	100,0%	0,0%	0,0%	100,0%
Kaolack	100,0%	0,0%	0,0%	100,0%
Kolda	100,0%	0,0%	0,0%	100,0%
Louga	97,1%	1,4%	1,4%	100,0%
Matam	100,0%	0,0%	0,0%	100,0%
St Louis	93,5%	3,2%	3,2%	100,0%
Tamba	98,7%	0,0%	1,3%	100,0%
Thiès	92,0%	5,3%	2,7%	100,0%
Ziguinchor	100,0%	0,0%	0,0%	100,0%
Sénégal	96,5%	1,9%	1,6%	100,0%

Les caractéristiques du personnel enseignant du privé en 2007

Contrairement au public, au niveau du privé on rencontre des enseignants n'ayant pas le diplôme académique et/ou professionnel requis.

Au plan national, parmi les enseignants du privé dont le diplôme académique a pu être identifié, les 65,4% possèdent un diplôme requis et 12,6% ont un autre diplôme. Il y a 22% des enseignants dont le diplôme académique n'a pu être identifié.

Au niveau des régions de Kolda, Louga et Matam les diplômes de tous les enseignants ont pu être identifiés. Au niveau de Kaolack et de Louga on a respectivement 88,3% et 91,8% des enseignants qui ont le CEAP ou le CAP.

Pour le diplôme professionnel, il n'a été identifié que pour 10,0% des enseignants dont 4,5% ont le CAP et plus.

Personnel du privé selon le diplôme académique en 2007

IA	Privé				Total
	Autre	indéterminé	BFEM	BAC et plus	
Dakar	11,0%	22,3%	43,4%	23,4%	100,0%
Diourbel	8,7%	25,0%	47,1%	19,2%	100,0%
Fatick	29,5%	9,8%	55,7%	4,9%	100,0%
Kaolack	6,7%	5,0%	80,7%	7,6%	100,0%
Kolda	53,8%	0,0%	23,1%	23,1%	100,0%
Louga	8,2%	0,0%	77,0%	14,8%	100,0%
Matam	66,7%	0,0%	33,3%	0,0%	100,0%
St Louis	20,4%	31,8%	40,8%	7,0%	100,0%
Tamba	29,2%	41,7%	29,2%	0,0%	100,0%
Thiès	22,0%	36,4%	33,6%	8,0%	100,0%
Ziguinchor	10,9%	8,5%	74,5%	6,1%	100,0%
Sénégal	12,6%	22,0%	46,1%	19,3%	100,0%

Personnel du privé selon le diplôme professionnel en 2007

IA	Privé				Total
	autre	indéterminé	CEAP	CAP et plus	
Dakar	3,3%	84,9%	5,2%	6,6%	100,0%
Diourbel	0,0%	96,2%	0,0%	3,8%	100,0%
Fatick	0,0%	96,7%	0,0%	3,3%	100,0%
Kaolack	0,0%	90,8%	4,2%	5,0%	100,0%
Kolda	0,0%	92,3%	0,0%	7,7%	100,0%
Louga	0,0%	95,1%	3,3%	1,6%	100,0%
Matam	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	100,0%
St Louis	0,0%	93,0%	2,5%	4,5%	100,0%
Tamba	0,0%	91,7%	8,3%	0,0%	100,0%
Thiès	0,0%	94,8%	2,8%	2,4%	100,0%
Ziguinchor	0,0%	95,8%	3,6%	0,6%	100,0%
Sénégal	2,4%	87,5%	4,5%	5,5%	100,0%

Répartition du personnel selon la langue d'enseignement en 2007

En 2007, sur les 5 670 enseignants évoluant au niveau des structures de prise en charge de la petite enfance les 4 376 utilisent le français comme langue d'enseignement. Les arabisants sont au nombre de 548, ceux qui utilisent les langues nationales sont 412. La langue d'enseignement n'a pas pu être identifiée pour 333 enseignants. Au niveau national, sur les 4 376 enseignants qui ont le français comme langue d'enseignement les 60% sont dans le privé, les 19,6% au niveau du public et 20,4% dans le communautaire.

Pour l'arabe, pour un effectif de 548, les 69,2% des enseignants évoluent au niveau du privé, 15,5% au sein du public et 15,3% dans le communautaire.

S'agissant des langues nationales, on a 31,8% des enseignants dans le privé, 34,2% dans le public et 34,0% au niveau du communautaire.

Le français reste la langue la plus utilisée au niveau des structures de prise en charge de la

petite enfance aussi bien au niveau national que dans les régions.

On constate que les langues nationales sont utilisées dans toutes les régions au niveau du public. Au niveau du communautaire elles sont d'usage dans toutes les régions sauf à Kaolack, Louga et Matam. Dans le privé les langues nationales ne sont pas présentes à Kalolack, Kolda, Louga et St-Louis.

On note l'absence d'enseignants en langue arabe, dans le public, au niveau des régions de Matam, Tamba et Ziguinchor. Dans le privé, c'est seulement au niveau de Matam et Kolda, où il n'existe pas de privé, qu'ils n'ont pas été recensés. Au niveau du communautaire l'arabe est présent partout sauf à Matam.

La situation des langues nationales doit être revue. Leur utilisation au niveau des premières années d'enseignement doit être effective comme le demande la politique. Les enseignants doivent être formés dans les langues nationales au niveau des EFI.

Répartition du personnel selon la langue d'enseignement en 2007

IA	Public				Privé				Communautaire				
	Français	indéterminé	Langue Nationale	Arabe	Français	Enseignement religieux indéterminé	Langue Nationale	Arabe	Français	indéterminé	Langue Nationale	Arabe	
Dakar	215	25	18	35	1901	1	228	71	255	136		15	13
Diourbel	49		2	7	41		1	3	59	78		22	20
Fatick	60		40	4	32		1	26	2	62		25	3
Kaolack	85		4	7	114		1		4	18			1
Kolda	56	2	1	2	13					72		6	2
Louga	98		1	24	34				27	62			8
Matam	71		5		3					2			
St Louis	53	8	4	1	100		42		15	87	22	9	6
Tamba	49		1		17		2	2	3	152		3	2
Thiès	54		19	5	220		1	17	12	176		22	27
Ziguinchor	67		46		151			12	2	48		38	2
Total	857	35	141	85	2626	1	276	131	379	893	22	140	84

ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE



Photo : Ecole élémentaire (PEBD)

La demande potentielle d'éducation

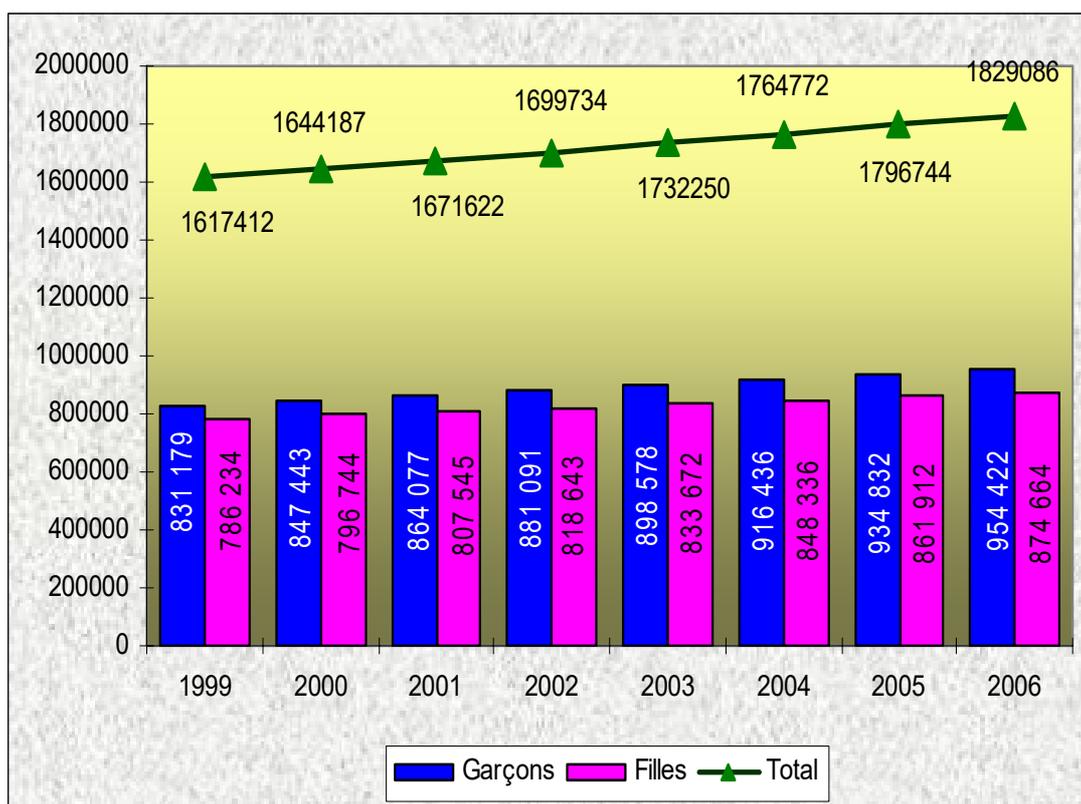
La réalisation de l'objectif d'éducation pour tous fixé par le Gouvernement dans sa lettre de politique sectorielle commande que soit maîtrisée la demande potentielle d'éducation constituée par les effectifs de population des différentes tranches d'âge scolaire. Le troisième recensement général de la population et de l'habitat mené en 2002, dont les résultats sont publiés en décembre 2006 nous fournit une meilleure connaissance de cette population cible.

Concernant l'enseignement élémentaire, c'est la tranche d'âge 7-12 ans qui est considérée. Elle représente une population de 1 617 412 individus en 1999, soit 17,99% de la population totale. En 2006, cette tranche d'âge regroupe une population de 1 829 086 enfants, soit

17,11 % de la population totale. En termes de proportion par rapport à la population totale, le pourcentage de cette population a sensiblement diminué, de l'ordre 0,88 point de pourcentage.

Ces données montrent que la population scolarisable a connu un taux d'accroissement naturel de l'ordre de 1,77% en moyenne par an. Du point de vue de la composition de la population en 2006, celle-ci est dominée par la composante masculine qui représente 52,18% du total. Vu le taux d'accroissement des garçons (1,99%) supérieur à celui des filles (1,53%) l'écart va progressivement augmenter en faveur des garçons. La proportion de garçons représentait 51,39% en 1999.

Evolution de la population âgée de 7 à 12 ans entre 1999 et 2006



Au niveau des régions, on a relevé les plus forts taux d'accroissement, de la population âgée de 7 à 12 ans, dans les régions de Kaolack (+3,16%), Diourbel (2,95%), Ziguinchor (2,94%) et Matam (+2,83%). Par contre, au niveau de Dakar on enregistre un taux négatif (-0,71%). La part des filles dans la population en âge de fréquenter le cycle primaire a connu des chutes dans les régions de Diourbel (-0,38%),

Tambacounda (-0,40%), Matam (-0,61%), Louga (0,70%) et de Dakar où elle a été plus vertigineuse (-1,43%). Au niveau national, la part des filles a connu une baisse de 0,23% en moyenne par an.

Cependant, sur le plan global, il convient de souligner qu'il en résulte une plus forte pression de la demande d'éducation pour ce niveau d'enseignement.

Répartition de la population âgée de 7 à 12 ans en 1999 et en 2006

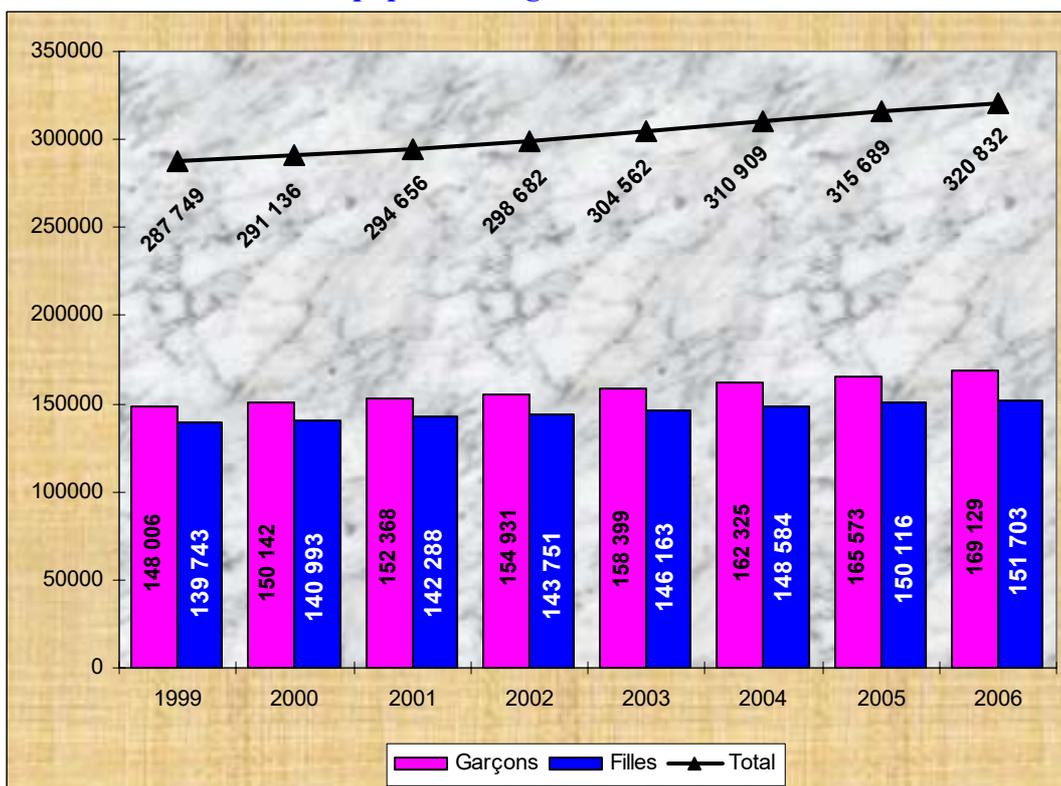
Région	1999		2006		TAMA	
	Total	% Filles	Total	% Filles	Total	% Filles
DAKAR	291722	54,48%	277551	49,26%	-0,71%	-1,43%
DIORBEL	167332	48,41%	205166	47,13%	2,95%	-0,38%
FATICK	110985	44,68%	119232	47,00%	1,03%	0,73%
KAOLACK	179878	47,96%	223598	48,03%	3,16%	0,02%
KOLDA	146286	48,34%	169313	49,68%	2,11%	0,39%
LOUGA	125591	47,22%	142365	44,96%	1,81%	-0,70%
MATAM	71165	49,22%	86529	47,15%	2,83%	-0,61%
SAINT LOUIS	119747	48,97%	134924	49,14%	1,72%	0,05%
TAMBA	105562	48,58%	122758	47,23%	2,18%	-0,40%
THIES	210275	44,39%	238769	45,82%	1,83%	0,46%
ZIGUINCHOR	88870	47,42%	108881	50,71%	2,94%	0,96%
SENEGAL	1617412	48,61%	1829086	47,82%	1,77%	-0,23%

Entre 1999 et 2006 la population en âge d'entrer à l'école est passée de 287 749 enfants à 320 832 soit un taux d'accroissement moyen annuel de 1,57%. Par rapport à la population totale, la part des enfants âgés de 7 ans est passée de 3,20% à 3,00% soit une diminution de 0,20%. Pour la même période, la population des garçons a connu un TAMA de 1,92% en passant de

148 006 à 169 129. Les filles quant à elles ont vu leur nombre passé de 139 743 à 151 703 soit un TAMA de 1,18%.

Du point de vue de la composition de la population, celle-ci est dominée par la composante masculine aussi bien en 1999 qu'en 2006. La part des garçons dans la population de 7 ans est passée de 51,44% à 52,72%.

Evolution de la population âgée de 7 ans entre 1999 et 2006

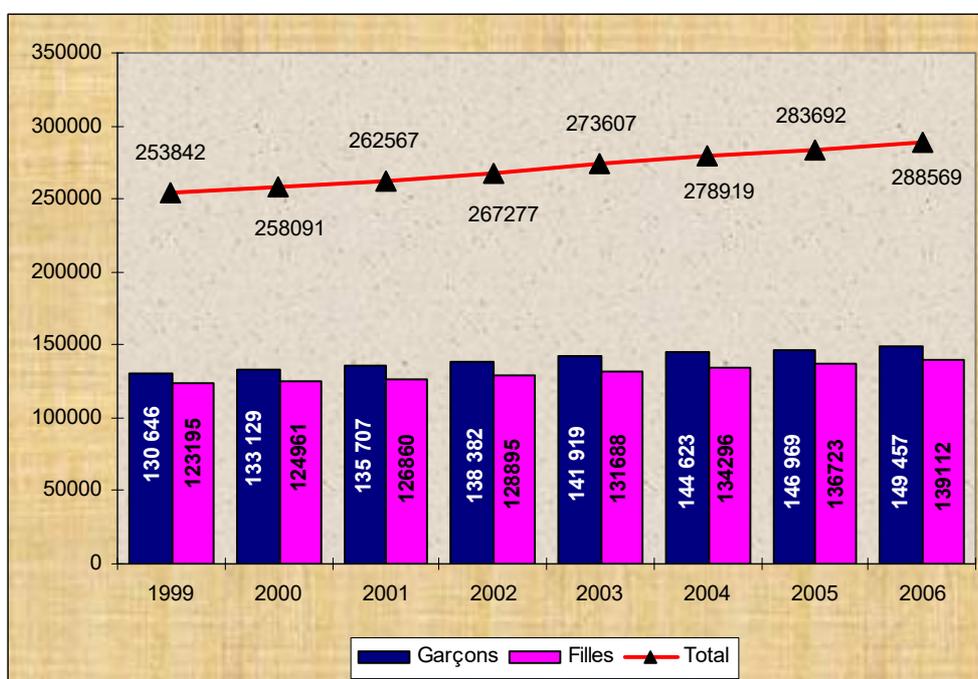


Le taux d'achèvement du primaire est un indicateur extrêmement important pour l'atteinte de la scolarisation universelle. Au Sénégal, on a opté en concertation avec certains partenaires de le calculer en utilisant la population âgée de 12 ans.

Entre 1999 et 2006, la population âgée de 12 ans est passée de 253 842 à 288 569 soit un taux d'accroissement moyen annuel de 1,85%. Sur la même période, le nombre de garçons a connu un TAMA de 1,94% et celle des filles 1,75%. Dans la population globale, la part des 12 ans a légèrement baissé en passant de 2,82% en 1999

à 2,70% en 2006. Au niveau des régions, la population de 12 ans s'est partout accrue sauf dans la région de Dakar où elle a connu un TAMA très élevé de - 3,41%. Les TAMA les plus élevés sont enregistrés à Kaolack (+5,09%), Ziguinchor (+4,40) et à Louga (4,05%). La région de Fatick a le TAMA positif le plus faible (+0,57%). En 1999, la part des garçons est supérieure à celle des filles dans toutes les régions sauf à Dakar et Louga. En 2006, c'est au niveau de Dakar (51,22%) et Ziguinchor (50,03%) que la part des filles est supérieure à celle des garçons.

Evolution de la population âgée de 12 ans entre 1999 et 2007



Répartition de la population âgée 12 ans en 1999 et en 2006

Région	1999		2006		TAMA	
	Total	%Filles	Total	%Filles	Total	%Filles
DAKAR	57804	54,60%	45349	51,22%	-3,41%	-0,91%
DIOURBEL	26168	49,77%	31284	47,68%	2,58%	-0,61%
FATICK	18228	47,01%	18967	45,52%	0,57%	-0,46%
KAOLACK	24529	47,86%	34726	48,18%	5,09%	0,10%
KOLDA	20524	44,79%	26675	49,48%	3,82%	1,43%
LOUGA	17287	51,47%	22833	45,36%	4,05%	-1,79%
MATAM	10220	46,97%	13412	48,55%	3,96%	0,47%
SAINT LOUIS	17957	45,09%	21530	49,79%	2,63%	1,42%
TAMBA	15244	49,14%	19233	47,80%	3,38%	-0,39%
THIES	33398	43,33%	37690	45,60%	1,74%	0,73%
ZIGUINCHOR	12483	42,87%	16870	50,03%	4,40%	2,23%
SENEGAL	253842	48,53%	288569	48,21%	1,85%	-0,10%

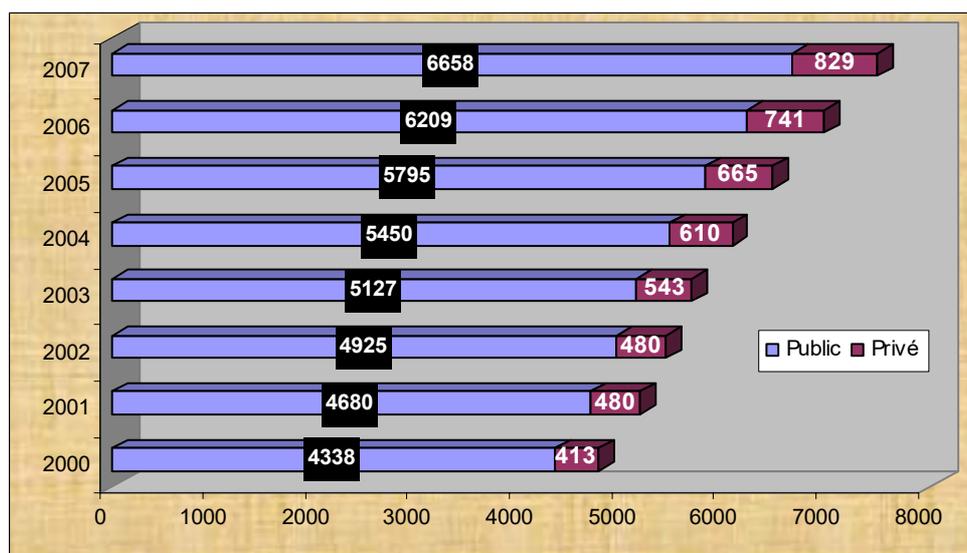
Evolution du réseau scolaire

La caractéristique la plus remarquable de l'enseignement élémentaire au cours des cinq dernières années est sans doute le dynamisme de son réseau scolaire. Le nombre d'écoles fonctionnelles a progressé de façon spectaculaire en passant de 4751 établissements en 2000 à 7487 en 2007, soit un accroissement global de 57,82%. Toutefois, le rythme d'augmentation est variable d'une région à l'autre. C'est dans la région de Matam, que le réseau scolaire s'est révélé le plus dynamique avec un accroissement de 97,45% du nombre d'écoles. Les régions de Diourbel (49,35%), Thiès (43,31%) et Ziguinchor (12,68%) ont les plus faibles taux. A Ziguinchor la capacité d'accueil pour scolariser les enfants semble avoir déjà existé. Mais cette situation pourrait

également s'expliquer par la situation d'insécurité qui prévalait dans certaines zones rurales de cette région.

Globalement l'effort entrepris depuis le démarrage du PDEF par le Gouvernement a été soutenu par le secteur privé dont la part a sensiblement augmenté durant la période. En effet, les 829 écoles privées recensées en 2007 représentent 11,07% du réseau scolaire contre 9% en 2000. La part du privé est particulièrement importante à Dakar où elle constitue plus de la moitié du réseau scolaire (56,66%). Ce système d'enseignement est par contre peu présent dans les régions de Matam (1,29%), Kolda (1,50%), et Saint-Louis (1,53%) où les écoles privées représentent moins de 2% du réseau.

Evolution du nombre d'écoles entre 2000 et 2007



Dynamique du réseau d'établissements publics et privés

Académie	2000				2007				Accroissement Total
	Public	Privé	Total	% Privé	Public	Privé	Total	% Privé	
Dakar	326	269	595	45%	407	532	939	56,66%	57,82%
Diourbel	292	16	308	5%	386	74	460	16,09%	49,35%
Fatick	377	22	399	6%	627	37	664	5,57%	66,42%
Kaolack	472	15	487	3%	790	32	822	3,89%	68,79%
Kolda	580	5	585	1%	918	14	932	1,50%	59,32%
Louga	453	12	465	3%	796	22	818	2,69%	75,91%
Matam	155	2	157	1%	306	4	310	1,29%	97,45%
St Louis	357	5	362	1%	581	9	590	1,53%	62,98%
Tamba	504	11	515	2%	783	17	800	2,13%	55,34%
Thiès	492	39	531	7%	701	60	761	7,88%	43,31%
Ziguinchor	330	17	347	5%	363	28	391	7,16%	12,68%
SENEGAL	4 338	413	4751	9%	6658	829	7487	11,07%	57,59%

La diversification de l'offre éducative

Dans l'optique de réaliser la scolarisation universelle à terme, le Sénégal a opté, parmi ses stratégies d'élargissement de l'accès, la diversification de l'offre scolaire pour répondre aux besoins éducatifs des différentes communautés. C'est dans ce sens qu'une attention particulière a été accordée aux structures dispensant outre le programme français, un enseignement en arabe voire religieux.

L'examen de la composition du réseau scolaire entre 2003 et 2007 révèle des efforts d'adaptation de la carte scolaire au contexte socio culturel. Ce phénomène se traduit principalement par le développement des écoles franco arabes publiques qui sont passées

de 9 en 2003 à 71 en 2007. Ce type d'école qui répond mieux à la demande sociale de certains groupes de population se développe davantage en zone rurale où il a connu un accroissement phénoménal de 4600%. Les écoles privées de type confessionnel, notamment les franco arabes privées ont également connu un essor remarquable (113%) aussi bien en zone rurale qu'en zone urbaine. Si les écoles privées protestantes sont peu nombreuses (8), les écoles privées catholiques par contre ont connu une augmentation notable en zone rurale (79%) où des écoles dites catéchistiques sont créées dans des villages peu peuplés, éloignés des centres urbains.

Répartition géographique des écoles selon le statut

Année	Zone	Public	Public Franco-arabe	Privé laïc	Privé catholique	Privé protestant	Privé Franco-arabe	Total
2003	Rurale	4315	1	6	29	1	19	4371
	urbaine	803	8	343	60	3	82	1299
	Total	5118	9	349	89	4	101	5670
2007	Rurale	5632	47	8	52	2	83	5824
	urbaine	955	24	469	77	6	132	1663
	Total	6587	71	477	129	8	215	7487
Accroissement global en %	Rurale	31%	4600%	33%	79%	100%	337%	33%
	urbaine	19%	200%	37%	28%	100%	61%	28%
	Total	29%	689%	37%	45%	100%	113%	32%

Au niveau des régions, les écoles franco-arabes (publiques et privées) sont concentrées principalement dans les régions de Diourbel (27,27%) et de Dakar (24,48%) et dans une moindre mesure dans les régions de Kaolack (12,94%) et Louga (12,59%). Les plus faibles présences sont enregistrées à Matam (1,40%) et à Saint Louis (2,10%).

Le privé catholique s'est plus développé dans les régions de Dakar (25,58%), Fatick (24,03%) et Thiès (17,05%). Ziguinchor en abrite les 9,30% tandis qu'il y en a pas à Matam et seulement les 1,55% à Louga.

Dans l'ensemble, la carte scolaire reste toujours dominée par le public « laïc » avec 87,98% des structures. Le privé dans son ensemble couvre les 11,07% des structures. Cependant, il convient de souligner le dynamisme du franco-arabe qui avec 25,93% vient après le privé laïc (57,54%). Ce type d'offre éducative devra certainement être promu dans le cadre du développement du réseau scolaire afin de « booster » suffisamment le niveau de scolarisation des régions où des obstacles d'ordre socioculturel se posent.

Répartition régionale en pourcentage des écoles selon le statut en 2007

Académie	Public	Public franco-arabe	Privé Laïc	Privé catholique	Privé protestant	Privé Franco arabe	Total
Dakar	42,81%	0,53%	45,79%	3,51%	0,43%	6,92%	100,00%
Diourbel	80,87%	3,04%	0,65%	1,52%	0,00%	13,91%	100,00%
Fatick	94,28%	0,15%	0,15%	4,67%	0,00%	0,75%	100,00%
Kaolack	93,80%	2,31%	0,61%	0,97%	0,12%	2,19%	100,00%
Kolda	98,07%	0,43%	0,11%	0,86%	0,00%	0,54%	100,00%
Louga	94,99%	2,32%	0,37%	0,24%	0,00%	2,08%	100,00%
Matam	98,71%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	1,29%	100,00%
St Louis	97,80%	0,68%	0,68%	0,51%	0,00%	0,34%	100,00%
Tamba	97,75%	0,13%	0,13%	0,38%	0,00%	1,63%	100,00%
Thiès	91,72%	0,39%	3,02%	2,89%	0,39%	1,58%	100,00%
Ziguinchor	92,58%	0,26%	1,53%	3,07%	0,00%	2,56%	100,00%
SENEGAL	87,98%	0,95%	6,37%	1,72%	0,11%	2,87%	100,00%

Les équipements annexes dans des écoles publiques

L'environnement physique des écoles est marqué par l'insuffisance d'ouvrages annexes tels les latrines, les blocs administratifs, les murs de clôture. Cette situation est liée au fait que durant la première phase du PDEF, la priorité était donnée à l'extension de la capacité d'accueil afin de scolariser le maximum d'enfants. Aujourd'hui que ce défi est en voie d'être relevé, la troisième phase du Programme devra davantage intégrer parmi ses initiatives l'amélioration du confort et de la sécurité des établissements. C'est pourquoi, l'option a été faite de mettre le focus sur l'environnement scolaire afin d'avoir la situation réelle des écoles disposant de ces ouvrages pour pouvoir agir en les mettant à niveau.

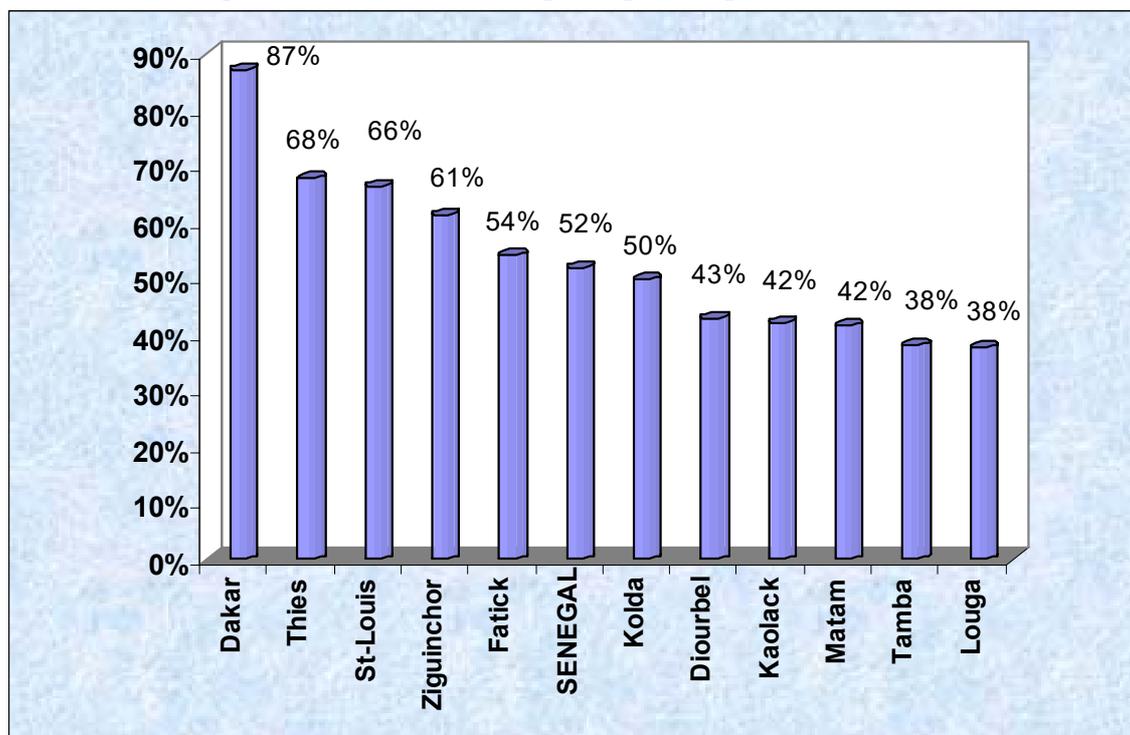
La présence de latrines dans les écoles publiques en zone urbaine en moyenne est de l'ordre de 84,37% avec des pointes à

Ziguinchor (94,34%), Fatick (88,10%) et Dakar (87,97%) alors que la zone rurale n'en compte, en moyenne, que 46,42% avec une grande disparité : le pourcentage le plus élevé est noté à Tamba (78,79%) et le plus bas à Louga (35,34%). Pour mettre en sécurité les élèves, qui, pour satisfaire leurs besoins naturels partent dans le voisinage, l'installation de latrines séparées et distantes garçons/filles devient pressante dans le système éducatif là où il n'en existe pas.

Le ratio moyen écoles/latrine ou box est de 84,37% en zone urbaine et il est très faible en zone rurale avec une valeur de 46,42%.

L'obligation pour le système de construire des latrines en nombre suffisant partout où le besoin existe est impérieuse dans le but de l'amélioration des conditions de vie des élèves dans les écoles

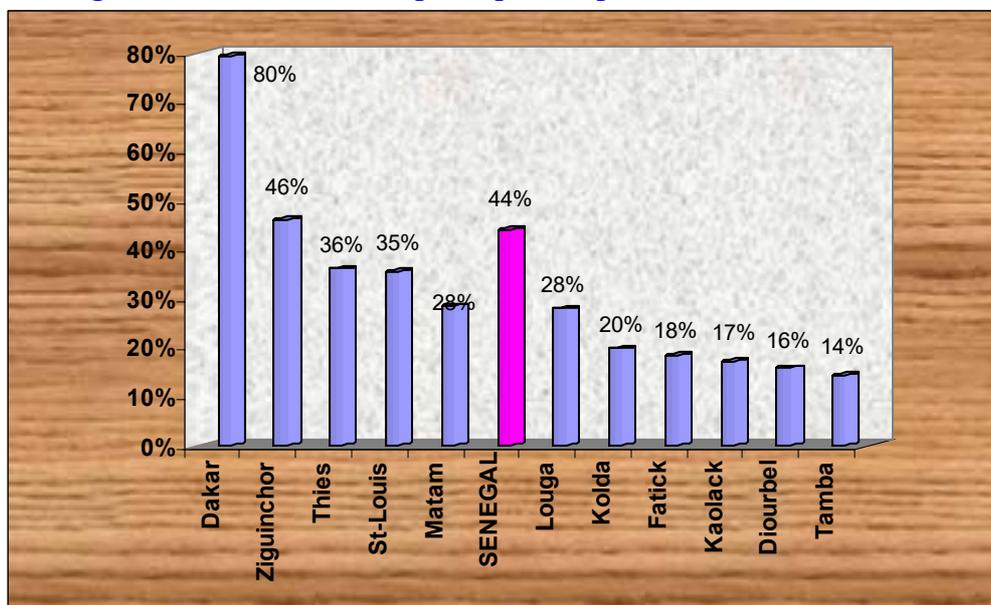
Pourcentage d'écoles élémentaire publiques disposant de latrines en 2007



Le pourcentage d'écoles élémentaires publiques clôturées est de 36% dont seulement 19% en mur. Ici également, la disparité selon la zone géographique est nette. 70% des écoles urbaines sont dotées de murs de clôture contre seulement 10% en zone rurale. Les murs de clôture sont par contre rares en zone rurale. Les écoles des régions de Tamba (6,20%), Kolda (8%) et Diourbel (13%) se signalent par les plus faibles pourcentages d'écoles clôturées en dur. Ici, ce sont davantage des haies mortes, constituées de troncs d'arbres et d'arbustes qui sont utilisées pour border l'enceinte des écoles. Ce sont d'ailleurs les mêmes matériaux qui sont utilisés comme clôture des maisons.

Cet élément de l'environnement a été très peu pris en charge par les programmes de construction financés tant par l'Etat que par ses partenaires. La clôture de l'école a toujours été considérée comme une contribution de la communauté. Il se trouve qu'en raison de leur coût, les collectivités n'ont pas souvent les moyens d'assurer cette part contributive. Par conséquent, il devra être pris en charge par les programmes dans le cadre de l'approche école qui consiste à doter l'établissement du service minimum requis. Ceci est un défi très important pour le PDEF dans sa troisième phase, avec la priorité d'assurer la sécurité des élèves, du personnel enseignant et des écoles en vue d'une éducation de qualité.

Pourcentage d'écoles élémentaire publiques disposant de murs de clôture en 2007



Cérémonie de lancement de la 5e Semaine Nationale de l'Ecole de Base à Diourbel
thème : "Environnement scolaire et éducation de qualité..."

L'eau et l'électricité dans les écoles publiques

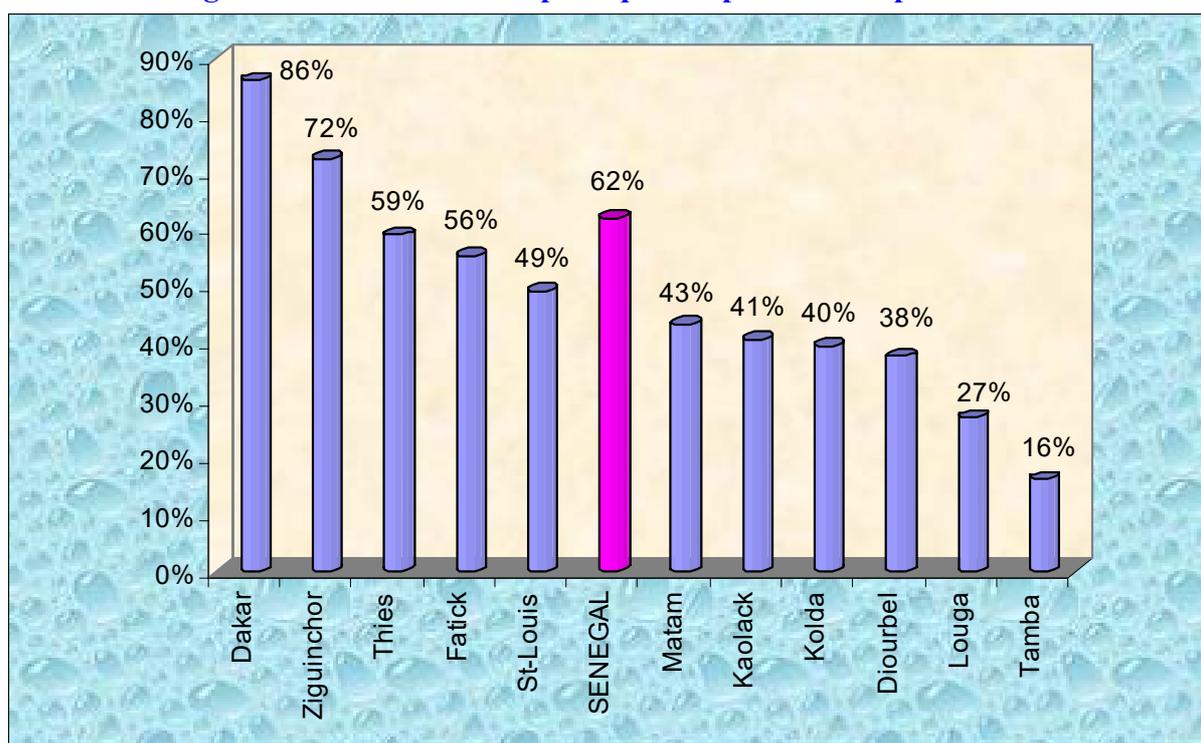
L'école constitue le cadre de vie où les enfants passent la majorité de leur temps.

Elle doit par conséquent offrir à ces derniers des conditions d'existence favorables à l'épanouissement de la pensée intellectuelle. Dans cette optique, la disponibilité d'eau et d'électricité est souhaitée. L'exploitation des données du recensement montre cependant que la situation est peu reluisante.

L'eau existe dans la plupart des écoles urbaines. Le pourcentage d'écoles disposant de points d'eau en zone urbaine est de 85%,

contre seulement 37% des écoles rurales. En milieu urbain, seules les régions de Diourbel (65%), Louga (69%), Tamba (73%) et Matam (79%) sont en dessous des 85%. Un investissement conséquent est nécessaire pour équiper toutes les écoles du pays de points d'eau fonctionnels surtout en milieu rural pour la préservation de la santé des enfants. Les 106% observés dans les zones urbaines de Fatick et Ziguinchor s'expliquent par la présence simultanée d'un puits et d'un branchement à l'eau courante.

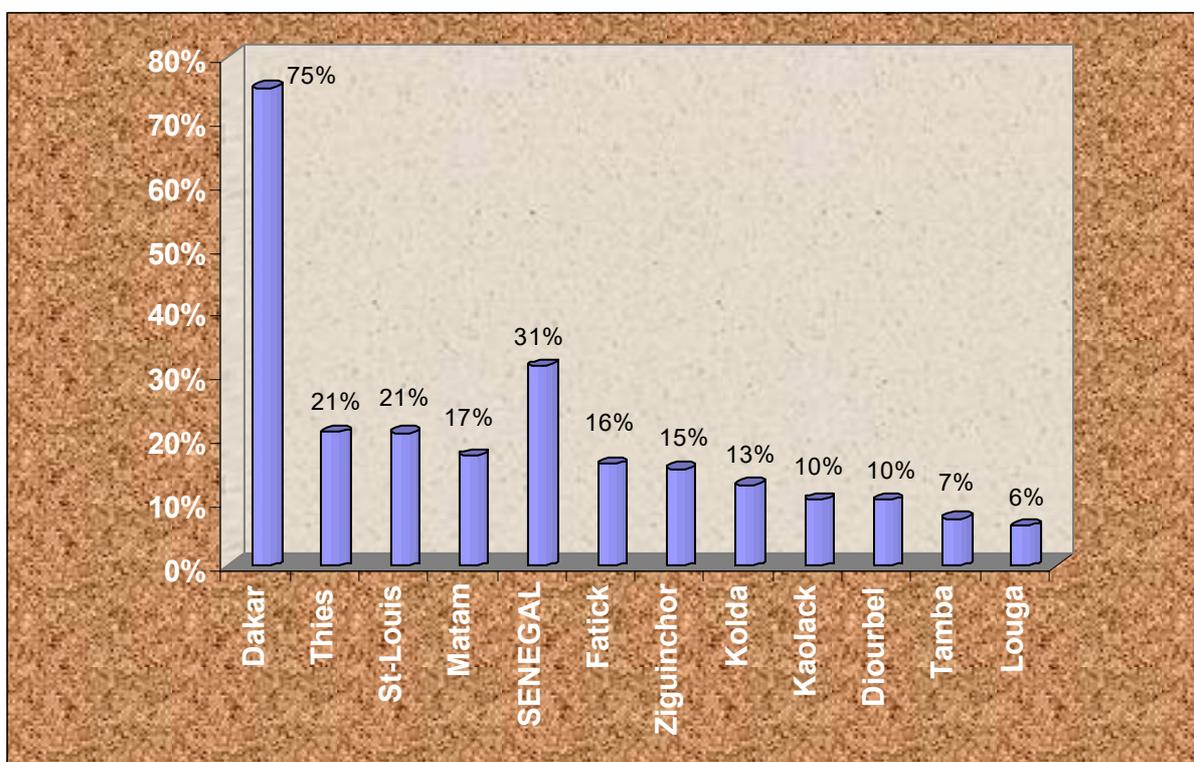
Pourcentage d'écoles élémentaires publiques disposant d'un point d'eau en 2007



L'électricité est peu présente dans les écoles publiques. En 2007, 15% des écoles élémentaires disposent d'électricité contre 14% en 2006. La disparité est beaucoup accrue selon la zone. En effet 8,34% seulement des écoles rurales disposent d'électricité contre 38,60% pour les écoles urbaines d'où la pertinence du programme d'électrification rurale. Cette disparité s'est répercutée sur la répartition régionale où globalement la

présence d'électricité en milieu urbain est acceptable, mais au total à l'exception de Dakar qui a enregistré 33%, toutes les autres régions se situent à moins de 20%, sauf celle de St Louis (21%). En raison de la politique d'informatisation des écoles envisagée par le Gouvernement, il s'avère nécessaire de régler ce problème préalable et en priorité dans les écoles de grande taille situées dans des localités disposant d'électricité.

Pourcentage d'écoles élémentaires publiques disposant d'électricité en 2007



L'alimentation dans les écoles publiques

Les cantines scolaires constituent un élément fondamental de la stratégie d'élargissement de l'accès et d'amélioration de la qualité de l'éducation. Elles permettent aux enfants habitant des localités isolées des écoles de parcourir moins de distance en effectuant moins de parcours journaliers. Elles contribuent également à l'amélioration de la valeur nutritionnelle de l'alimentation des élèves, et par conséquent de la santé de ceux-ci. Fort de ce constat, le Gouvernement s'est engagé, avec l'appui de ses partenaires, à doter progressivement les écoles de cantines fonctionnelles.

De 2006 à 2007, le développement des cantines, toutes zones confondues, a connu une stagnation autour du taux de 33. A l'échelle des régions, c'est à Thiès (+3%), Fatick (+2%), Matam (+2%) et Diourbel (+2%) que l'on observe les dynamiques les plus importantes.

La répartition des cantines reste marquée par d'importantes disparités régionales. Elles sont

concentrées dans la moitié sud du pays du fait de la présence du Programme Alimentaire Mondial (PAM) qui couvre les régions de Fatick, Kaolack et Tamba (Programme Education et Développement de l'Enfant); Kolda et Ziguinchor (Intervention Prolongée de Secours et de Redressement). Au nord du pays, le département de Podor est relativement bien couvert grâce à l'intervention du CountPart International (CPI). Les cantines sont toujours peu présentes dans les écoles des régions de Louga Matam, Thiès et Saint-Louis (sans le département de Podor) qui non seulement sont des zones d'extension de la pauvreté, mais en raison de leur étendue et de la dispersion des populations sont confrontées à des problèmes d'éloignement des écoles par rapport aux domiciles des enfants. La multiplication des cantines dans ces régions permettrait d'accélérer davantage l'accès à l'éducation.

Evolution de la proportion d'écoles publiques abritant une cantine scolaire

IA	2005-2006			2006-2007			ECART		
	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
Dakar	1%	0%	1%	2%	0%	2%	1%	0%	1%
Diourbel	6%	26%	23%	9%	28%	25%	3%	2%	2%
Fatick	3%	42%	39%	2%	43%	41%	-1%	1%	2%
Kaolack	8%	49%	45%	7%	51%	46%	-1%	2%	1%
Kolda	52%	32%	33%	46%	34%	34%	-6%	2%	1%
Louga	0%	14%	13%	0%	11%	10%	0%	-3%	-3%
Matam	6%	4%	4%	5%	6%	6%	-1%	2%	2%
St-Louis	0%	37%	32%	2%	37%	32%	2%	0%	0%
Tamba	0%	69%	66%	0%	67%	64%	0%	-2%	-2%
Thies	9%	16%	15%	9%	20%	18%	0%	4%	3%
Ziguinchor	92%	60%	65%	92%	61%	65%	0%	1%	0%
Sénégal	11%	37%	33%	10%	37%	33%	-1%	0%	0%

La capacité d'accueil des écoles élémentaires

La capacité d'accueil du réseau scolaire est évaluée sur la base du nombre de classes disponibles. Celui-ci a globalement connu une augmentation de 5,03% de 2006 à 2007, soit 1797 salles de classe supplémentaires (1303 dans le public et 494 dans le privé).

Les régions qui ont enregistré les plus fortes augmentations au cours de cette période sont Matam (10,35%), Louga (7,51%) et Kaolack (7,15%) pendant que Thiès n'a enregistré que 1,56% et Ziguinchor, 2,18%.

La part du Privé est restée globalement stagnante (15,17% en 2006 et 15,76% en 2007). On note les rythmes de progression les plus importants dans ce secteur au niveau de Dakar (0,89%), Diourbel (0,65%) et de Thiès (0,53%).

De 2006 à 2007, les classes du public ont augmenté de 1303 unités. Dakar en a eu les 216 et Kaolack, 210 contre 39 pour Thiès et 45 pour

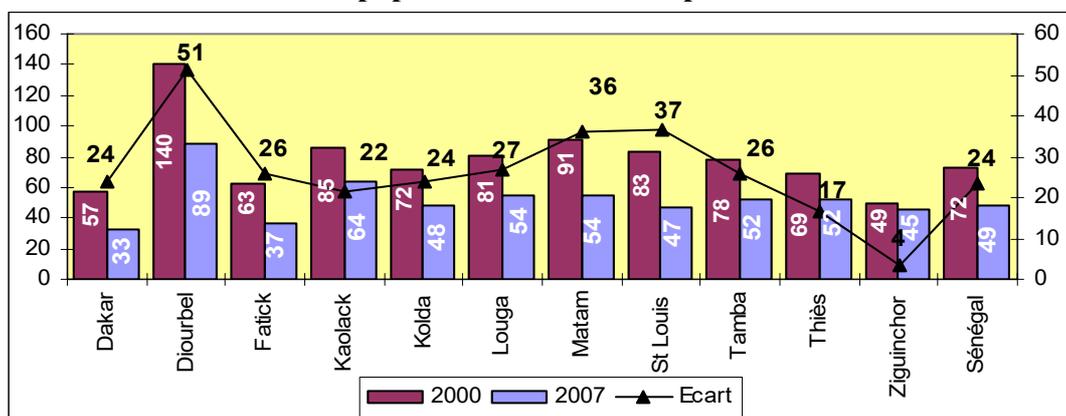
Ziguinchor. Cependant, en valeur relative, on note les plus fortes croissances à Dakar avec 7,61%, et à Diourbel (2,37%) et les plus faibles à St-Louis (-0,04%) et à Ziguinchor (0,27%).

Rapporté à la population en âge scolaire, on mesure à l'échelle nationale l'effort qui a été fourni pour satisfaire la clientèle éducative. En effet si on comptait une classe pour 83 enfants scolarisables en 2000, ce ratio a été ramené à une classe pour 60 enfants en 2006. Le graphique montre que la région de Diourbel demeure toujours la moins pourvue en classes avec un ratio d'une classe pour 109 enfants. Cette situation s'explique par la faiblesse de la demande d'école classique. Toutefois c'est dans cette région que les plus gros efforts ont été faits en termes d'offre de classe notamment dans le cadre des écoles franco arabes.

Evolution du nombre de salles de classe entre 2006 et 2007

Académie	2006				2007				Ecart 2007-2006
	Public	Privé	Total	% privé	Public	Privé	Total	% privé	
Dakar	4 286	3 682	7 968	46,21%	4502	4008	8510	47,10%	216
Diourbel	1 857	367	2 224	16,50%	1905	411	2316	17,15%	48
Fatick	2 950	171	3 121	5,48%	3041	183	3224	5,68%	91
Kaolack	3 063	209	3 272	6,39%	3273	233	3506	6,65%	210
Kolda	3 265	81	3 346	2,42%	3434	96	3530	2,72%	169
Louga	2 305	145	2 450	5,92%	2471	163	2634	6,19%	166
Matam	1 421	18	1 439	1,25%	1561	27	1588	1,70%	140
St Louis	2 715	75	2 790	2,69%	2819	74	2893	2,56%	104
Tamba	2 203	89	2 292	3,88%	2278	99	2377	4,16%	75
Thiès	4 054	429	4 483	9,57%	4093	460	4553	10,10%	39
Ziguinchor	2 189	153	2 342	6,53%	2234	159	2393	6,64%	45
Sénégal	30 308	5 419	35 727	15,17%	31611	5913	37524	15,76%	1303

Ratio population scolarisable par classe



L'état du patrimoine scolaire

Les locaux utilisés comme salles de classe sont de natures diverses. Il peut s'agir de bâtiments en dur construits spécifiquement pour les besoins éducatifs, de locaux à usage domestique loués pour servir de salles de classe, notamment dans le Privé, de locaux empruntés ou édifiés en paillote pour abriter provisoirement les élèves etc.

Les 32 283 salles de classe recensées en 2007 comprennent des locaux fonctionnels qui n'ont pas été utilisés, environ 4,29% du parc. Il s'agit pour la plupart de constructions neuves réalisées dans le cadre de la fourniture de blocs de classes

et qui seront occupées au fil des années. Ce type de local se rencontre fréquemment dans la région de Diourbel où il représente 9,79% des infrastructures.

Le parc scolaire est aussi marqué par une certaine vétusté caractérisée par l'existence de 2388 salles de classe en mauvais état sur les 27837 utilisées. Pour ce type de local, on en trouve 16,33% au niveau de Kolda et 15,54% à Fatick qui devraient être privilégiées au niveau des programmes de réhabilitation des locaux scolaires.

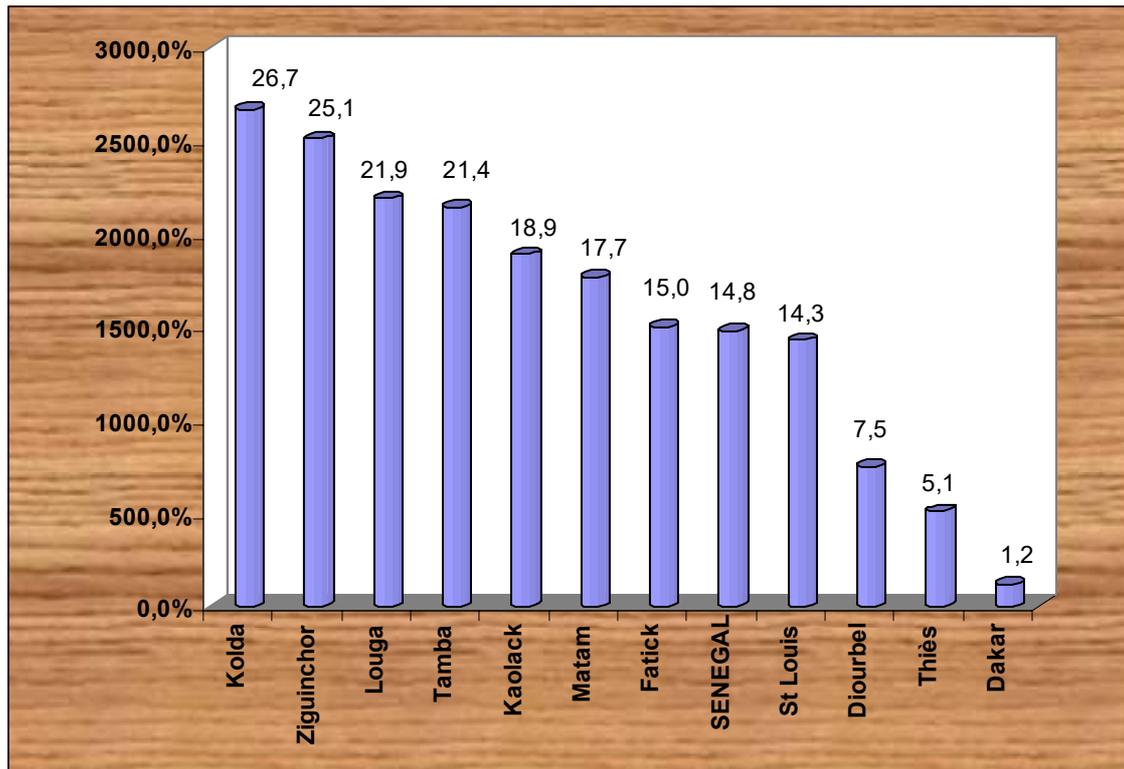
Etat des salles de classe des écoles publiques en 2007

IA	Total salle de classe du public	Salle de classe en mauvais état non utilisée	Salle de classe en mauvais état utilisée	Salle de classe fonctionnelle non utilisée	Salle de classe fonctionnelle utilisée
Dakar	4562	1,32%	2,70%	3,57%	92,42%
Diourbel	1951	2,36%	4,92%	9,79%	82,93%
Fatick	3154	3,58%	11,76%	4,53%	80,12%
Kaolack	3365	2,73%	7,73%	4,52%	85,02%
Kolda	3460	0,75%	11,27%	2,11%	85,87%
Louga	2524	2,10%	10,97%	6,06%	80,86%
Matam	1575	0,89%	8,06%	4,70%	86,35%
St Louis	2874	1,91%	6,96%	2,99%	88,14%
Tamba	2365	3,68%	10,53%	5,71%	80,08%
Thiès	4186	2,22%	4,09%	4,66%	89,03%
Ziguinchor	2267	1,46%	5,47%	0,93%	92,15%
SENEGAL	32283	2,08%	7,40%	4,29%	86,23%

Mais l'une des caractéristiques les plus frappantes du parc scolaire est la prolifération des abris provisoires qui représentent 14,80% de l'ensemble. Les régions de Kolda (26,70%), Ziguinchor (25,10%), Louga (21,90%) et Tambacounda (21,40 %) se démarquent nettement avec des proportions supérieures à 20%. Parmi les

raisons explicatives de la situation, on note le fait que la demande précède assez souvent l'offre et les populations édifient des abris provisoires en attendant que l'Etat ou d'autres partenaires construisent des bâtiments en dur. Il urge aujourd'hui de remplacer ces locaux de fortune qui ne participent pas à la création d'un environnement scolaire attrayant.

Pourcentage d'abris provisoires dans les salles de classe en 2007



La disponibilité des places assises

L'amélioration des conditions de travail constitue une préoccupation quotidienne du Ministère de l'Éducation qui s'est engagé à fournir suffisamment de tables bancs aux écoles. L'indicateur utilisé pour apprécier les conditions de travail des élèves est le ratio de places assises par élève étant donné qu'il existe des tables bancs à deux ou trois places.

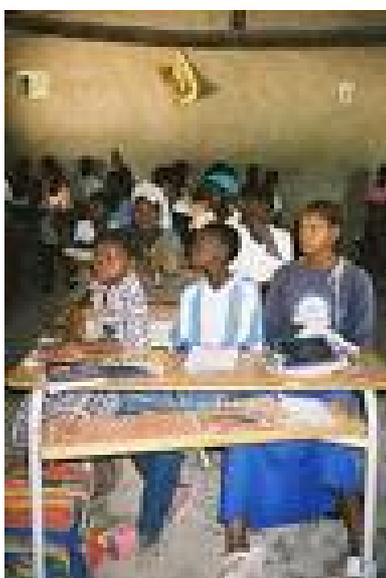
Globalement, il y a suffisamment de places assises comme l'indique le ratio national qui se situe à 1,14 ; en d'autres termes, il existe 114 places assises pour 100 élèves. En 2005, ce ratio était de 0,93 et en 2006, il était de 0,96. Cependant, cette situation globale ne devrait pas

masquer les disparités. Seules les régions de Louga, Fatick et Matam ne connaissent pas de déficit de places assises. A Louga et Tambacounda les besoins en tables bancs semblent bien satisfaits, contrairement à Ziguinchor où le déficit est criard.

Au niveau national, les différences entre le public (0,93) et le privé (2,62) sont trop marquées. Cependant, la situation est plus reluisante au niveau du public dans les régions de Louga, Diourbel et Fatick.

Disponibilité des places assises

IA	Privé	Public	Total
Dakar	0,99	0,92	0,94
Diourbel	0,46	1,09	0,94
Fatick	1,05	1,04	1,04
Kaolack	0,95	0,82	0,83
Kolda	0,89	0,75	0,75
Louga	0,67	1,15	1,11
Matam	0,40	1,05	1,04
St Louis	0,95	0,92	0,92
Tamba	0,64	0,96	0,94
Thiès	1,00	0,88	0,89
Ziguinchor	0,76	0,98	0,97
Sénégal	2,62	0,93	1,14



L'organisation pédagogique des classes

Face à l'évolution croissante de la demande d'éducation et aux caractéristiques démographiques des régions, le Gouvernement, à travers sa politique de développement de l'éducation, avait mis en place divers modes d'organisation des classes, notamment les classes à double flux (CDF) qui constituaient la principale stratégie pour répondre à la demande croissante d'éducation dans les zones à forte concentration de population et les classes multigrades (CMG) qui devaient permettre d'offrir un service éducatif complet dans les régions peu peuplées où la structure classique de l'école - un niveau d'études par classe physique - ne permet pas de rationaliser les ressources matérielles et humaines.

Ces stratégies ont fortement contribué à l'élargissement de l'accès durant la première phase du PDEF. La deuxième phase qui s'inscrit dans une dynamique d'amélioration de la qualité des apprentissages avait opté pour une réduction progressive des classes à double flux considérées comme un obstacle à un enseignement de qualité, compte tenu de la réduction des heures d'apprentissage qu'elles généraient.

L'objectif fixé en 2010 répartit ainsi les salles de classe : 66% en flux unique, 8% en double flux et 26% en multigrade. La lecture du tableau ci-dessous montre une réduction de seulement 0,2 point de pourcentage du nombre de classes fonctionnant en double flux. Durant la période considérée (2003-2007), le nombre de classes multigrades a augmenté de 9,8 points de pourcentage. Ces changements se traduisent par une forte diminution des classes à flux simple (-9,3%). Les CDF se sont accrues à Kolda (+6,1%), Thiès (+5,2%), Tambacounda (+2,9%) et Kaolack (+2,5%). C'est à Matam (-4,2%), Fatick (-3,9%) et Diourbel (-3,7%) que l'on observe le plus grand effort de réduction des CDF.

Dakar (21%) et Thiès (19,9%) comptent les plus fortes proportions de CDF que l'on retrouve faiblement à Louga (1%) et à Matam (1,9%). Des pourcentages très élevés de groupes pédagogiques en multigrade se retrouvent à Louga (32,1%), Kaolack (29,2%), Saint Louis (27,3%), Tambacounda (26%) et Diourbel (25,9%). Dakar a seulement 1,3% de CMG.

Répartition en valeur relative des classes du public selon le mode de fonctionnement (%)

Académie	Double flux			Multigrades			Flux simple		
	2003	2007	Ecart	2003	2007	Ecart	2003	2007	Ecart
Dakar	22,9	21,0	-1,9	1	1,3	0,3	76,1	77,7	1,6
Diourbel	10,3	6,6	-3,7	19	25,9	6,9	70,7	67,5	-3,2
Fatick	9,2	5,3	-3,9	10	18,7	8,7	80,8	76,0	-4,8
Kaolack	7,9	10,4	2,5	22,5	29,2	6,7	69,7	60,5	-9,2
Kolda	12,8	18,9	6,1	8,3	21,9	13,6	78,9	59,2	-19,7
Louga	1,5	1,0	-0,5	13,1	32,1	19,0	85,4	66,9	-18,5
Matam	6,1	1,9	-4,2	12,8	17,9	5,1	81,2	80,2	-1,0
St Louis	11,1	7,8	-3,3	12,3	27,3	15,0	76,6	64,9	-11,7
Tamba	10,9	13,8	2,9	15,9	26,0	10,1	73,2	60,2	-13,0
Thiès	14,7	19,9	5,2	5	16,1	11,1	80,3	64,1	-16,2
Ziguinchor	20,2	17,4	-2,8	2,8	4,5	1,7	77	78,1	1,1
SENEGAL	12,9	12,7	-0,2	9,8	19,4	9,6	77,2	67,9	-9,3

La taille moyenne des classes pédagogiques

Dans le cadre de l'amélioration des conditions d'apprentissage et de l'optimisation des ressources, le Gouvernement s'est fixé une taille standard pour chaque type de classe à savoir 40 élèves au minimum et 55 élèves au maximum pour chaque cohorte de la classe à double flux, 45 élèves pour l'ensemble des cohortes d'une classe multigrade et 48 élèves pour la classe à flux unique.

Il ressort du tableau ci-dessous que les classes double flux sont généralement correctement remplies lorsqu'on se réfère à la taille moyenne de 49 comprise dans l'intervalle 40-55 élèves. Dans toutes les régions, il y a des tailles raisonnables de cohorte de CDF, sauf à Matam où l'on observe des effectifs trop pléthoriques (79).

L'effectif moyen des classes multigrades est sensiblement inférieur à la norme, ce qui résulte d'une réduction de 4 points par rapport à la situation en 2003. C'est particulièrement à Dakar et à Matam que l'on a enregistré une réduction significative des effectifs moyens des

classes multigrades. Kolda se particularise par les plus gros effectifs. Précisons que l'existence de ces classes multigrades à grande taille est assez souvent liée au manque d'enseignants obligeant les directeurs d'écoles à confier deux classes pédagogiques à un seul maître. L'organisation pédagogique est rompue dès que le besoin en maître est satisfait.

Les classes à flux unique quant à elles se caractérisent par des effectifs moyens inférieurs à la norme en 2003, et qui ont diminué de trois points en 2006. Dans des régions comme Louga, la taille moyenne est de loin inférieure à la norme standard. Cette situation étant liée en partie à la faiblesse des effectifs de certaines écoles rurales où le potentiel d'enfants à scolariser annuellement est faible.

Mais ces moyennes cachent d'énormes disparités. Une analyse plus fine, menée à l'échelle des collectivités locales de base et des écoles permettrait de déterminer les classes où les effectifs sont inférieurs à la norme minimale ou supérieurs à la norme maximale et pour lesquelles des actions correctrices s'imposent.

Evolution de la taille des classes pédagogiques du public selon le mode de fonctionnement

Académie	double flux			Multigrade			Flux unique			Ensemble		
	2003	2007	Ecart	2003	2007	Ecart	2003	2007	Ecart	2003	2007	Ecart
Dakar	52	52	1	36	22	-14	51	49	-2	56	50	-6
Diourbel	50	52	2	22	20	-2	46	42	-4	44	37	-7
Fatick	47	49	2	24	20	-4	45	40	-5	44	37	-7
Kaolack	53	49	-4	24	21	-3	44	40	-4	45	36	-9
Kolda	46	45	-1	30	31	1	46	42	-4	52	40	-12
Louga	47	55	8	17	16	-1	33	33	0	34	28	-6
Matam	53	79	26	28	17	-11	42	36	-6	41	34	-7
St Louis	47	48	1	21	17	-4	42	39	-3	42	34	-8
Tamba	45	45	1	24	24	0	40	39	-1	46	36	-10
Thiès	50	51	1	26	23	-3	49	47	-2	54	44	-10
Ziguinchor	48	49	1	29	28	-2	47	41	-6	50	42	-8
SENEGAL	49	49	0	24	21	-2	45	42	-3	47	39	-8

La disponibilité des manuels scolaires

Les manuels scolaires sont considérés comme un intrant de qualité. Le Ministère de l'Éducation ambitionne de doter tous les élèves d'un livre pour chaque discipline fondamentale, soit deux manuels pour les élèves de la première étape (CI et CP) et cinq manuels pour les élèves des deuxième et troisième étapes (CE1, CE2, CM1 et CM2).

L'évaluation de la situation est faite en rapportant le nombre de manuels recensés concernant les disciplines fondamentales, au nombre d'élèves pour les années d'études concernées. Ces rapports montrent qu'en 2007 les ratios désirés sont encore loin d'être atteints malgré les immenses efforts fournis.

Pour la première étape, en lecture, neuf élèves sur dix disposent d'un livre. Les élèves des écoles de Matam, Diourbel, Fatick et Ziguinchor semblent être privilégiés quant à la dotation en

manuel de lecture alors que ceux de Kolda sont de loin les moins dotés.

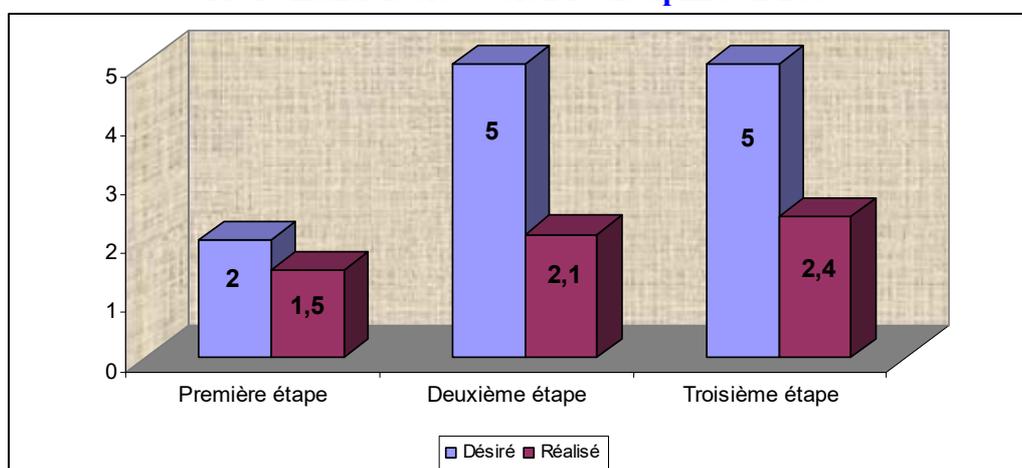
La situation est beaucoup moins satisfaisante concernant les manuels de calcul pour lesquels seuls sept élèves sur dix en disposent, même s'il y a un progrès par rapport à 2006 (0,5). Une situation extrême s'observe à Kolda (0,3). Comme le montre le graphique ci-dessous, les ratios en première étape sont encore en deçà des objectifs poursuivis.

Globalement, malgré les immenses efforts fournis par le Gouvernement en termes d'acquisition de manuels scolaires, l'objectif en matière de fourniture de manuels scolaires n'est pas encore atteint. Toutefois le ratio calculé semble être affaibli par le fait que certains directeurs d'école n'ont pris en considération que les livres fournis par le Gouvernement.

Ratio manuels/élève par discipline en 2007: Première étape (CI, CP)

IA	Autres	Calcul	Géographie	Histoire	Lecture	Sciences Obs	Total
Dakar	0,0	0,7	0,0	0,0	0,9	0,0	1,6
Diourbel	0,1	0,6	0,0	0,0	1,0	0,0	1,7
Fatick	0,0	0,8	0,0	0,0	1,0	0,0	1,7
Kaolack	0,0	0,8	0,0	0,0	0,9	0,0	1,7
Kolda	0,0	0,3	0,0	0,0	0,6	0,0	0,9
Louga	0,0	0,8	0,0	0,0	0,9	0,0	1,7
Matam	0,0	1,1	0,0	0,0	1,2	0,0	2,3
St Louis	0,0	0,7	0,0	0,0	0,9	0,0	1,6
Tamba	0,0	0,7	0,0	0,0	0,8	0,0	1,5
Thiès	0,0	0,6	0,0	0,0	0,8	0,0	1,4
Ziguinchor	0,0	0,7	0,0	0,0	1,0	0,0	1,8
Total	0,0	0,7	0,0	0,0	0,9	0,0	1,5

Ratio manuels/élève selon la discipline en 2007



Les deuxième (2,1/5) et troisième étapes (2,4/5) se signalent par des déficits encore plus importants, et plus particulièrement pour les disciplines d'éveil (géographie, histoire, observation). On notera toutefois

qu'en troisième étape, malgré la préparation des examens et concours, les élèves ont un peu moins de livres en 2007 qu'en 2006 ; le ratio a chuté de 2,8 à 2,4 pour cette étape.

Ratio manuels/élève par discipline : deuxième étape en 2007 (CE1, CE2)

IA	Autres	Calcul	Géographie	Histoire	Lecture	Sciences Obs	Total
Dakar	0,1	0,6	0,3	0,3	0,6	0,4	2,3
Diourbel	0,1	0,6	0,3	0,3	0,7	0,3	2,2
Fatick	0,0	0,5	0,3	0,3	0,6	0,3	2,0
Kaolack	0,1	0,5	0,3	0,3	0,5	0,3	2,1
Kolda	0,0	0,3	0,2	0,2	0,3	0,2	1,3
Louga	0,0	0,5	0,2	0,2	0,5	0,3	1,9
Matam	0,0	0,5	0,2	0,2	0,6	0,3	1,9
St Louis	0,0	0,6	0,3	0,2	0,6	0,3	2,0
Tamba	0,0	0,6	0,3	0,3	0,6	0,4	2,1
Thiès	0,1	0,5	0,3	0,3	0,5	0,3	2,0
Ziguinchor	0,0	0,8	0,5	0,5	0,7	0,6	3,1
Total	0,1	0,5	0,3	0,3	0,6	0,3	2,1

Ratio manuels/élève par discipline : troisième en 2007 (CM1, CM2)

IA	Autres	Calcul	Géographie	Histoire	Lecture	Sciences Obs	Total
Dakar	0,1	0,7	0,4	0,4	0,7	0,4	2,7
Diourbel	0,2	0,6	0,4	0,3	0,7	0,4	2,5
Fatick	0,1	0,5	0,4	0,3	0,6	0,4	2,3
Kaolack	0,1	0,5	0,4	0,3	0,6	0,4	2,4
Kolda	0,0	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	1,6
Louga	0,1	0,5	0,3	0,3	0,6	0,4	2,2
Matam	0,0	0,4	0,2	0,2	0,5	0,4	1,8
St Louis	0,1	0,5	0,3	0,2	0,6	0,3	2,1
Tamba	0,1	0,5	0,3	0,3	0,6	0,4	2,2
Thiès	0,1	0,6	0,4	0,3	0,6	0,4	2,5
Ziguinchor	0,0	0,7	0,5	0,5	0,8	0,6	3,2
Total	0,1	0,6	0,4	0,3	0,6	0,4	2,4

Le corps enseignant

Face au développement fulgurant du sous secteur de l'enseignement élémentaire, le Gouvernement a opté pour le recrutement de contractuels afin de subvenir aux besoins en enseignants. Ainsi une importante évolution a été notée aussi bien en termes de nombre que selon le genre. Les effectifs totaux sont passés entre 2003 et 2007 de 29 216 dont 85% dans le Public à 45957 dont 84% pour le Public, soit un taux d'accroissement de 36,43%. La participation féminine est au niveau national

de 28% (public et privé confondus). La plus grande participation féminine est notée au niveau du public urbain tandis qu'elle représente 20% au niveau du public rural. Dans l'ensemble, le corps enseignant est plus féminisé dans le Privé (31%) que dans le Public (27%). Mais on est encore loin de la parité recherchée en termes de féminisation du corps, surtout en milieu rural où elle ne représente que 20%.

Pourcentage de femmes dans le corps enseignant

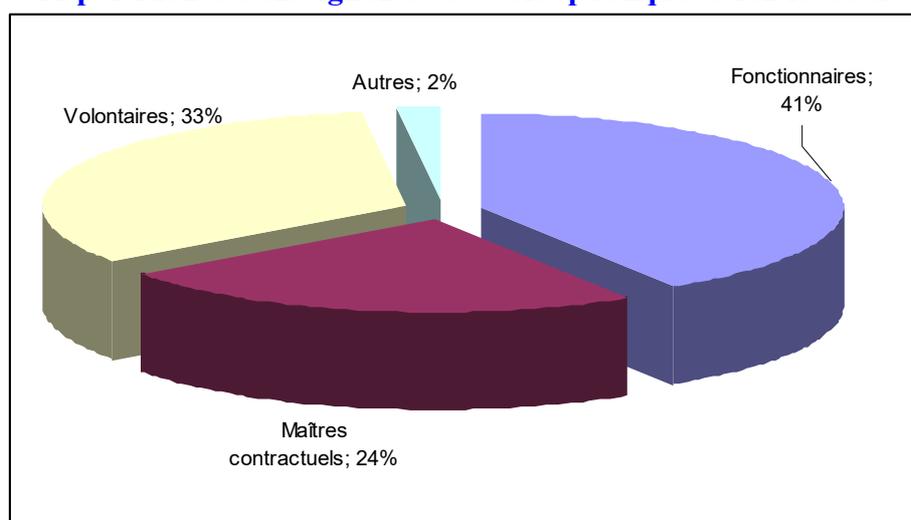
	Zone rurale			Zone urbaine			TOTAL		
	Privé	Public	Total	Privé	Public	Total	Privé	Public	Total
Année 2003	17%	14%	14%	29%	35%	33%	28%	22%	23%
Année 2006	23%	19%	19%	32%	39%	37%	31%	26%	27%
Année 2007	23%	20%	20%	32%	40%	38%	31%	27%	28%
Evolution	6%	6%	6%	3%	5%	5%	3%	5%	5%

La répartition des enseignants selon le statut et le diplôme académique

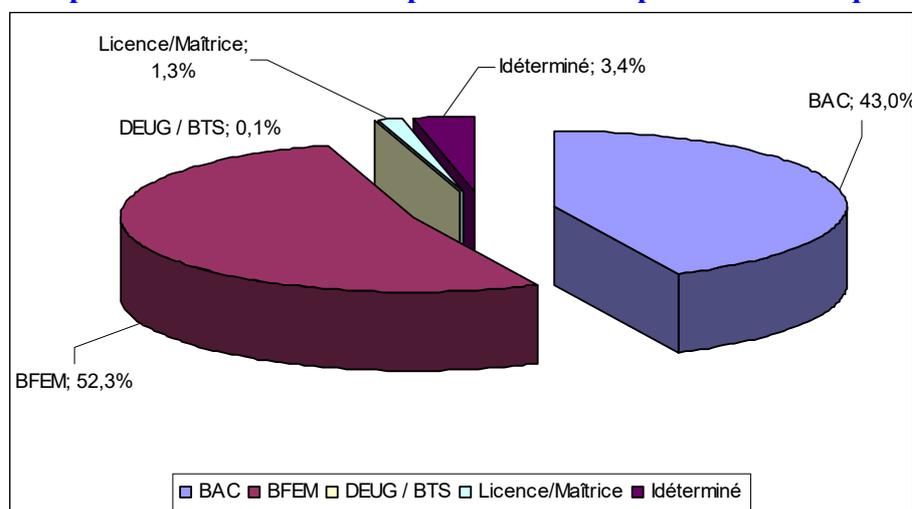
Les enseignants du Public sont constitués en majorité de contractuels (maîtres contractuels et volontaires) qui représentent 57% de l'effectif total. En 2003, ces derniers constituaient seulement 48% du corps enseignant de l'Elémentaire. Il convient de voir quel est le niveau de qualification de ces enseignants. Au Sénégal, les qualifications exigées des enseignants de l'élémentaire sont spécifiées : une formation générale correspondant au niveau d'études du Brevet Fin d'Etudes Moyennes (BFEM) et une formation pédagogique d'un an débouchant sur l'obtention d'un Certificat Elémentaire d'Aptitude Pédagogique (CEAP) pour les titulaires de BFEM ou d'un Certificat d'Aptitude Pédagogique (CAP) pour les bacheliers.

Les enseignants du public comptant une proportion plus élevée de diplômés académiques (96% contre 86% pour le Privé). Mais le fait nouveau concernant le niveau académique des enseignants est la proportion de plus en plus importante de diplômés de l'enseignement supérieur. Dans le secteur public, la proportion de bacheliers est assez importante (43%), les titulaires d'un diplôme de second cycle de l'enseignement supérieur (Licence et maîtrise) forment 1,3% du corps. Cette situation montre que le niveau académique du corps enseignant, examiné à partir des diplômes, est en train de subir des mutations profondes qu'il importe d'accompagner par une formation professionnelle de qualité.

Répartition des enseignants des écoles publiques selon le statut



Répartition des maîtres du public selon le diplôme académique



La répartition des enseignants selon le diplôme professionnel et la fonction

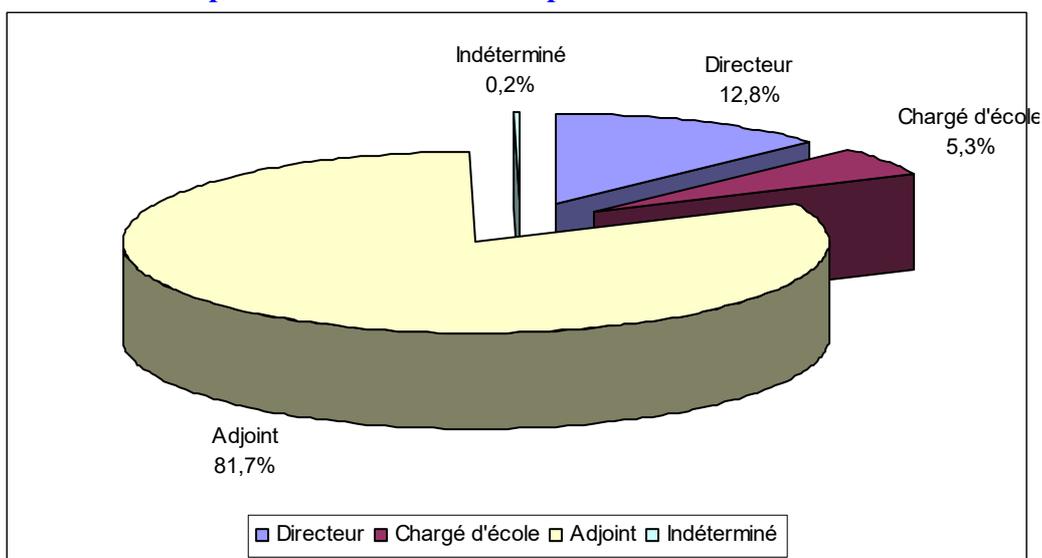
Globalement, un enseignant sur deux est au moins titulaire d'un diplôme professionnel. La situation est contrastée selon les secteurs. En effet, un peu plus de la moitié (56%) des enseignants du Public sont titulaires au moins du CEAP. Ils sont un enseignant sur quatre dans le privé.

Le constat fait à partir de ces deux aspects de la qualification montre l'importance à accorder à la formation continue et à l'encadrement pour relever le niveau de qualification professionnelle de ces enseignants qui disposent déjà d'un bon niveau académique.

Pourcentage d'enseignants titulaires du diplôme professionnel requis (%)

IA	CEAP ET PLUS		Indéterminé	
	Privé	Public	Privé	Public
Dakar	1173	4284	4086	1474
Diourbel	26	1054	446	1475
Fatick	36	1462	151	2062
Kaolack	72	1965	214	2133
Kolda	22	1865	78	2212
Louga	29	1318	159	1685
Matam	0	622	19	1062
St Louis	25	1604	76	1884
Tamba	15	981	85	1680
Thiès	236	2841	314	2129
Ziguinchor	73	1455	126	1249
Sénégal	1707	19451	5754	18993

Répartition des maîtres du public selon la fonction



Les nouveaux inscrits au cours d'initiation (CI)

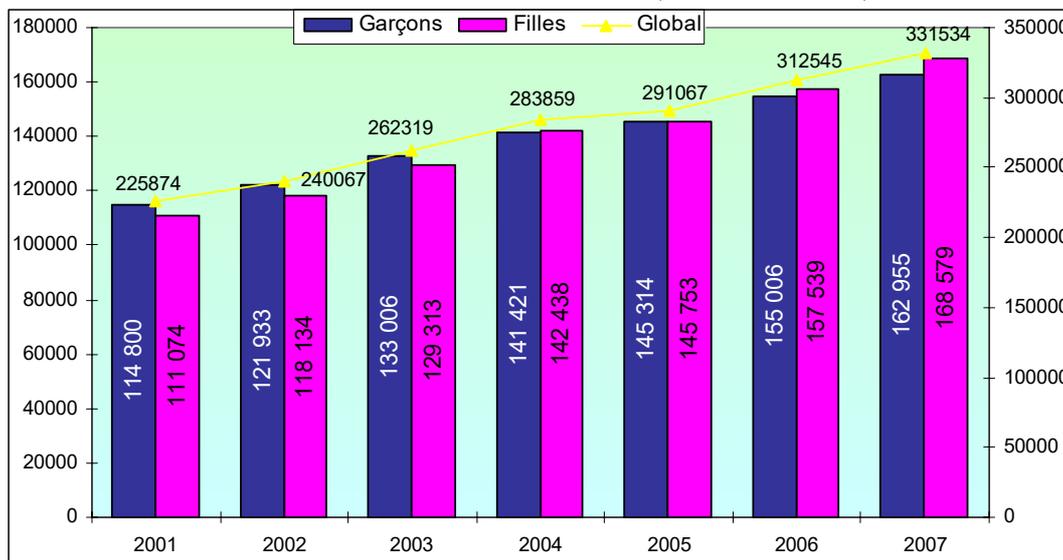
L'effectif des élèves nouvellement inscrits est calculé à partir des effectifs totaux du cours d'initiation (CI) moins les redoublants. L'objectif fixé dans le cadre du programme pour cette année est d'inscrire 331 961 nouveaux élèves dont 36 723 dans le privé. Les résultats du recensement scolaire montrent que cet objectif a été atteint à 99,87%. En effet, les nouveaux inscrits se chiffrent à 331 534 élèves dont 35 686 dans le Privé, soit 11,4% de l'effectif total.

L'examen de l'évolution des nouveaux inscrits au cours de la période 2001 à 2007 montre une tendance à l'accroissement avec un TAMA de 6,6%. Ce rythme de croissance est plus soutenu

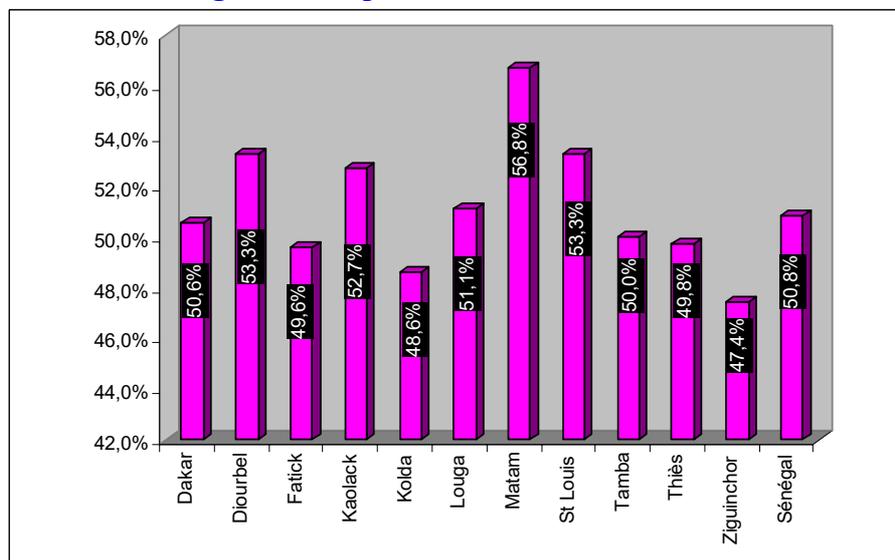
dans les régions de Kolda, Diourbel où le TAMA est supérieur à 9%. Ce taux est par contre faible dans les régions fortement scolarisées de Ziguinchor et Dakar.

Entre les deux dates repères, la proportion de filles parmi les nouveaux inscrits a sensiblement augmenté. A partir de 2004, les filles constituent plus de la moitié des effectifs enrôlés. Le nombre de filles dépasse celui des garçons de +1017 en 2004, +439 en 2005, +2533 en 2006 et +5624 en 2007. En 2007, les régions qui ont accompli le plus grand effort concernant l'enrôlement des filles sont celles de Matam (56,8%), Diourbel (53,3%), St Louis (53,3%) et Kaolack (52,7%).

Evolution des nouveaux inscrits (Public et Privé)



Pourcentage de filles parmi les nouveaux inscrits en 2007

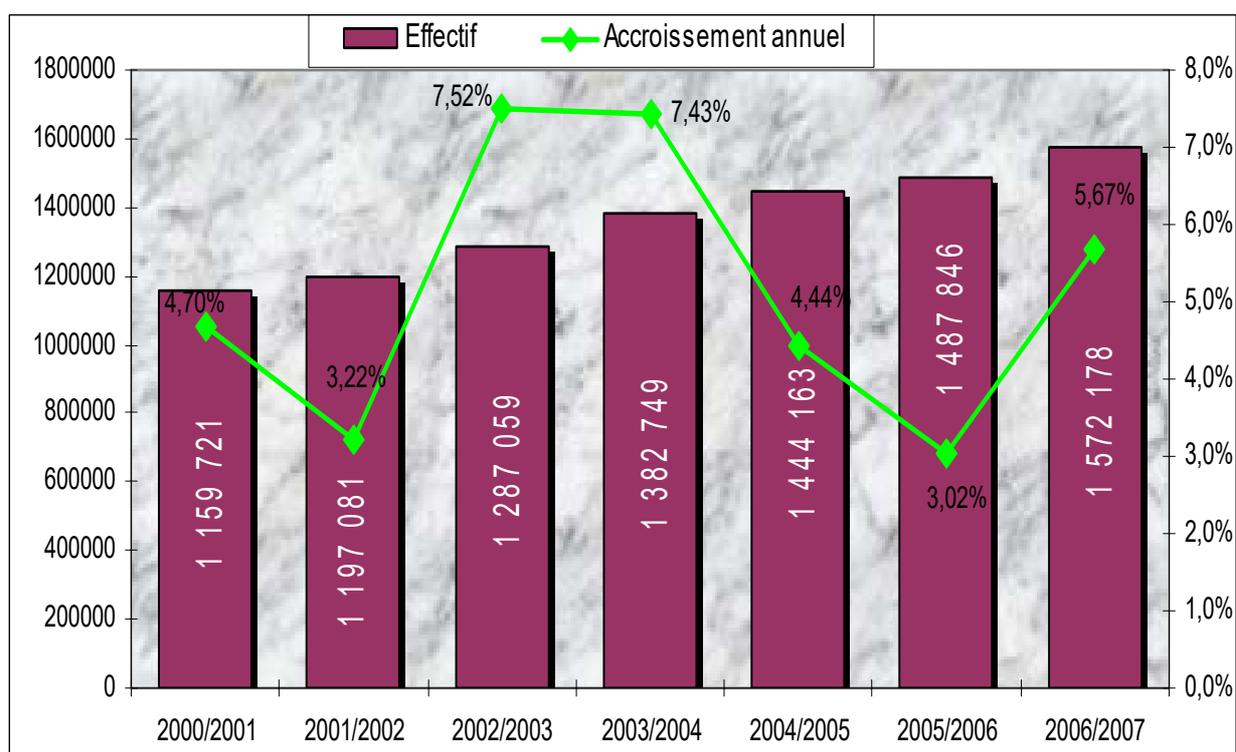


L'évolution des effectifs scolaires

Les effectifs ont régulièrement augmenté d'une année à l'autre, sur toute la période allant de 2000/2001 à 2006/2007, comme le montre bien le graphique. Le taux de croissance le plus élevé a été observé en 2001/2002 et

2002/2003 grâce, en partie, à une couverture plus exhaustive de la campagne statistique. Le taux le plus faible est enregistré entre 2004/2005 et 2005/2006.

Evolution des effectifs scolaires entre 2000 et 2007



Les effectifs de l'élémentaire ont fortement augmenté durant la période comme en témoigne le TAMA qui atteint 5,13%. Cette progression est d'autant importante qu'elle est supérieure au taux d'accroissement moyen annuel de la population scolarisable qui est de

1,77%. Cette tendance est par conséquent favorable à la réalisation de l'objectif d'éducation pour tous. La région de Kolda se détache nettement du lot avec un TAMA de 8,50%, suivie de Matam (8,14%) et de Diourbel (7,77%).

Evolution du pourcentage de filles dans les effectifs

Académie	2000		2007		TAMA	Ecart
	Effectif total	% fille	Effectif total	% fille	Effectif total	% des filles
Dakar	303 294	48,50%	342795	50,09%	1,76%	1,59%
Diourbel	59 270	45,70%	100063	52,20%	7,77%	6,50%
Fatick	76 911	45,70%	124447	49,23%	7,12%	3,53%
Kaolack	94 157	45,40%	145503	50,60%	6,41%	5,20%
Kolda	97 726	38,40%	173006	45,89%	8,50%	7,49%
Louga	53 238	44,50%	85374	49,63%	6,98%	5,13%
Matam	31 030	51,07%	53671	55,56%	8,14%	4,49%
St Louis	79 534	48,89%	113922	52,69%	5,27%	3,80%
Tamba	61 005	42,40%	100884	46,87%	7,45%	4,47%
Thiès	155 514	46,70%	222827	49,55%	5,27%	2,85%
Ziguinchor	96 033	44,40%	109686	47,44%	1,92%	3,04%
Sénégal	1 107 712	46%	1572178	49,62%	5,13%	3,62%

L'indice de parité souhaité, calculé à partir des taux bruts de scolarisation des filles et des garçons était fixé à 0,94 en 2006 dans le modèle de simulation du PDEF. Cet objectif est dépassé dans la mesure où l'indice se situait déjà à 1,01 pour atteindre 1,02 en 2007. Traduit en termes de pourcentage, il est remarquable que partout, la proportion de filles dans les effectifs a

augmenté, et de façon prodigieuse dans les régions de Kolda (7,49%) et Diourbel (6,50%). Des efforts supplémentaires sont à faire dans certaines régions où le pourcentage de filles reste encore inférieur à la moyenne nationale pour les attirer davantage à l'école et les y maintenir : Kolda (45,89%), Tambacounda (46,87%) et Ziguinchor (47,44%).

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Parité filles/garçons	0,90	0,93	0,95	0,97	1,01	1,02	1,05	1,07
TBS Garçon	71,85%	73,15%	73,32%	76,66%	79,61%	80,94%	80,80%	82,98%
TBS Fille	64,81%	67,76%	69,78%	74,71%	80,05%	82,80%	84,99%	89,20%
TBS Global	68,49%	70,53%	71,61%	75,72%	79,82%	81,83%	82,81%	85,95%

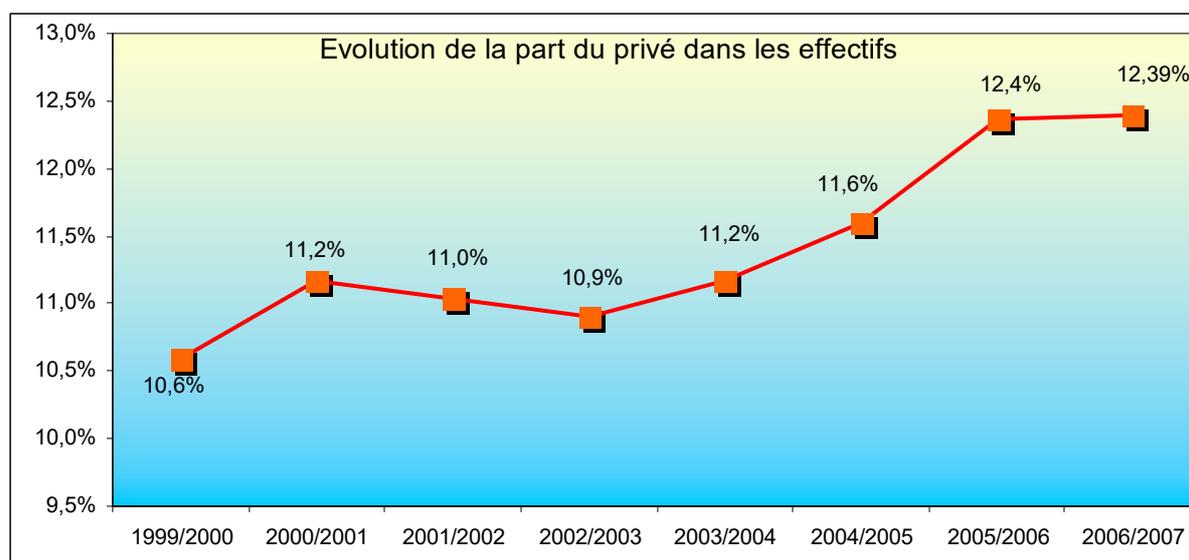
La participation du privé à l'effort de scolarisation

Conformément au principe de libéralisation de l'offre que le Gouvernement a adopté dans le cadre de son programme de développement de l'éducation, il est attendu du secteur privé un effort important dans la scolarisation des enfants à l'élémentaire. En 2007, les élèves inscrits dans les écoles privées représentent 12,4% du total alors qu'ils représentaient 10,6% en 2000. Cette performance est l'aboutissement d'un processus qui a été enclenché depuis 2004 et qui s'est maintenu au cours des dernières années, sauf de 2006 à 2007 où le taux a stagné. Il convient de souligner l'importante contribution apportée par l'ouverture d'écoles franco arabes notamment dans les zones où l'école classique avait du mal

à s'implanter. Le cas de Diourbel l'atteste éloquentement : les effectifs enrôlés dans les zones rurales de cette région constituent 29,8 % du total. Ici, le privé franco arabe constitue le moteur du développement du sous secteur alors que la région de Dakar classée première du point de vue de la participation du privé doit ce rang principalement au dynamisme des écoles privées laïques qui ont pu s'implanter à proximité des populations, dans les zones où le manque de terrain disponible n'a pas permis la construction d'écoles publiques.

La part du Privé en termes d'effectifs enrôlés est par contre assez faible dans les régions de Matam (1,9%), Kolda (2%) et ST Louis (2,5%).

Evolution de la part du Privé de 2000 à 2007



Les disparités régionales de la participation du Privé en 2007

IA	Rural	Urbain	Total
Dakar	0,30%	34,60%	33,30%
Diourbel	29,80%	10,10%	23,40%
Fatick	3,10%	9,10%	4,00%
Kaolack	2,00%	11,50%	5,60%
Kolda	0,50%	9,60%	2,00%
Louga	5,80%	17,00%	9,20%
Matam	1,50%	3,70%	1,90%
St Louis	0,00%	6,20%	2,50%
Tamba	3,60%	8,60%	4,70%
Thiès	4,20%	11,90%	7,90%
Ziguinchor	1,20%	12,80%	6,10%
SENEGAL	4,50%	21,70%	12,40%

Les élèves inscrits dans les écoles à cycle complet

En raison de l'impact négatif de la discontinuité de l'offre d'éducation sur l'accès et le maintien des élèves à l'école, le Gouvernement ambitionne de fournir un service éducatif complet à tous les enfants en âge scolaire.

Cependant l'examen de la structure des écoles montre que celle-ci est marquée par une prolifération d'écoles à cycle incomplet. Parmi les 7 487 écoles recensées en 2007, seules 3 097 représentant 41,37 % du réseau scolaire offrent les six années d'étude. Les écoles à cycle incomplet constituent ainsi 58,63% du total. Les écoles à cycle complet se rencontrent davantage en zone urbaine où elles constituent 82,44% du réseau. Par contre en zone rurale, la particularité est la prépondérance des écoles à cycle incomplet. Nonobstant les efforts fournis pour compléter les cycles, notamment en termes de construction de classes additionnelles et de réorganisation pédagogique à travers la politique des classes multigrades et des écoles à classe unique, il n'en demeure pas moins que des

efforts soutenus devront encore être faits pour atteindre les objectifs fixés dans ce domaine.

En termes d'effectifs, au niveau national, 72,64% des élèves fréquentent les écoles complètes. En zone urbaine, le pourcentage d'enfants inscrits dans des écoles offrant les six niveaux est de 93,57%. Cette proportion est beaucoup plus faible en zone rurale où elle se situe à 58,14%.

Les régions qui comptent le moins d'enfants inscrits dans les écoles à cycle complet sont Kolda et Tambacounda où les pourcentages sont respectivement de 48,75% et 47,52%.

Les écoles à cycle incomplet présentent l'inconvénient de ne pas permettre le recrutement annuel des enfants en âge scolaire et n'autorisent pas non plus le redoublement pour les élèves de niveau faible. Cette situation montre l'importance à développer les classes multigrades et les écoles à classe unique notamment dans les régions vastes et peu peuplées où l'offre scolaire devra davantage s'adapter aux conditions démographiques.

Nombre d'écoles selon la structure (complet/incomplet) en 2007

Zone	Ecole à cycle complet	Ecole à cycle Incomplet	Total	% d'écoles à cycle complet
Rurale	1 726	4098	5824	29,64%
Urbaine	1 371	292	1 663	82,44%
Total	3097	4 390	7487	41,37%

Proportion d'élèves inscrits dans des écoles à cycle complet en 2007

IA	Urbain	Rural	Total
Dakar	94,94%	95,47%	94,97%
Diourbel	85,58%	62,23%	71,10%
Fatick	87,40%	67,80%	70,57%
Kaolack	92,45%	56,75%	69,18%
Kolda	92,18%	41,11%	48,75%
Louga	87,87%	39,33%	52,56%
Matam	95,96%	63,99%	69,19%
St Louis	89,44%	70,48%	77,99%
Tamba	92,02%	35,25%	47,52%
Thiès	95,56%	71,48%	82,52%
Ziguinchor	99,90%	76,17%	85,48%
Sénégal	93,57%	58,14%	72,64%

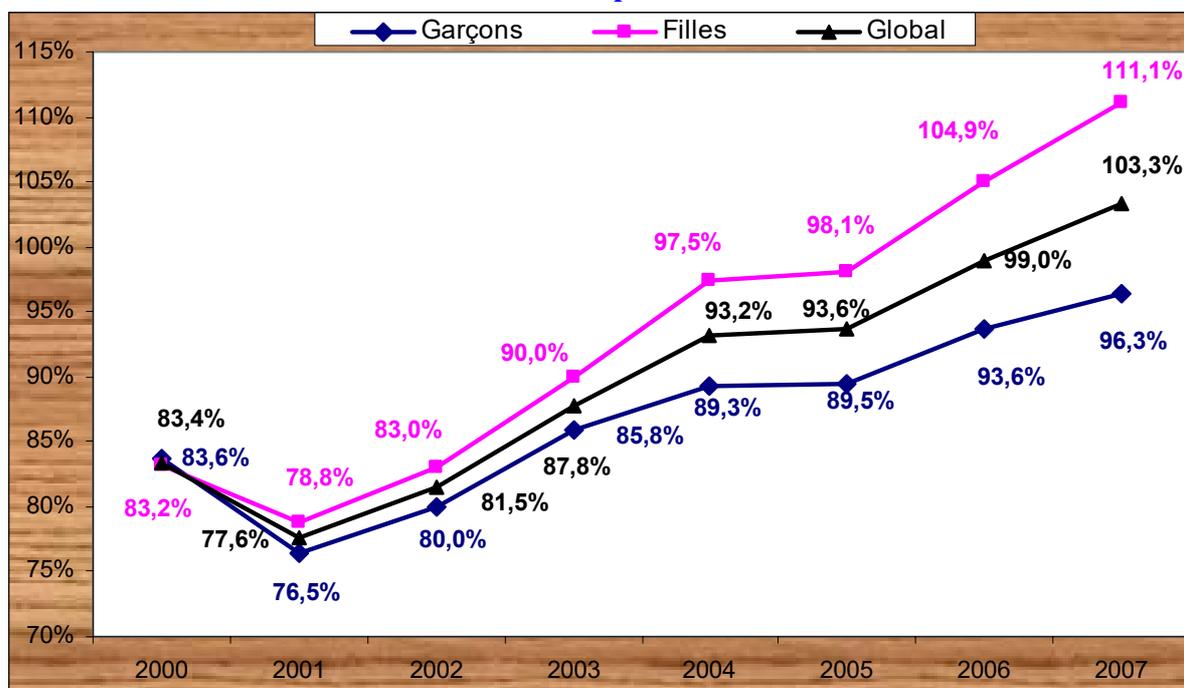
L'accès à l'école élémentaire

L'accès à l'école élémentaire est mesuré à partir du taux brut d'admission (TBA) qui indique le nombre d'enfants admis pour la première fois au CI, rapporté à la population ayant l'âge légal de fréquenter la première année de l'élémentaire. L'objectif du gouvernement est d'inscrire la totalité de ces enfants en 2010. Durant la période observée, 2000 à 2007, le taux brut global d'admission a évolué dans deux sens. De 83,4% en 1999/2000, elle a chuté pour atteindre 77,6% en 2000/2001. Mais cette tendance à la baisse a été inversée à partir de 2001/2002 grâce notamment à l'effort fourni en

termes d'augmentation de la capacité d'accueil du système et de sensibilisation en faveur de la scolarisation des enfants. Ces stratégies complémentaires ont permis de faire progresser annuellement le TBA jusqu'à le porter à 99,0% en 2006 et à 103,3% en 2007.

Parallèlement à cet accroissement, on observe à partir de 2001, une inversion marquée par une part plus importante de filles scolarisées que de garçons lorsqu'on rapporte ces effectifs à leur population de référence.

Evolution du taux d'admission en première année de l'élémentaire



Au niveau des régions, les taux bruts d'admission au CI les plus élevés sont enregistrés à Fatick (131,1%), Kolda (128,9%), Dakar (127,2%) et Tambacounda (122,2%). La région de Diourbel a le plus faible taux d'admission au CI avec 58,7%.

En 2006/2007, pour toutes les régions, le taux des filles est supérieur à celui des garçons. Cette tendance est d'ailleurs observée au niveau

national depuis 2001. La parité est nettement en faveur des filles comme l'indique l'indice de parité qui, au niveau national, se situe à 1,15.

Cette parité fille/garçon n'a cependant pas été réalisée dans la région de Ziguinchor (0,88)

Toutefois, les cas de Matam (1,61), Diourbel (1,30) et St- Louis (1,27) posent problème pour que l'on se penche sur la question du recrutement des jeunes garçons

Disparités régionales dans l'accès au CI en 2006

IA	Garçons	Filles	Total	Parité Filles/Garçons
DAKAR	119,3%	136,0%	127,2%	1,14
DIOURBEL	51,5%	67,0%	58,7%	1,30
FATICK	130,1%	132,1%	131,1%	1,02
KAOLACK	83,3%	101,7%	92,1%	1,22
KOLDA	130,0%	127,7%	128,9%	0,98
LOUGA	77,1%	97,2%	86,2%	1,26
MATAM	67,5%	108,5%	86,0%	1,61
SAINT LOUIS	90,8%	115,3%	102,4%	1,27
TAMBA	114,4%	131,0%	122,2%	1,15
THIES	94,9%	111,5%	102,5%	1,17
ZIGUINCHOR	105,1%	92,8%	98,9%	0,88
SENEGAL	96,3%	111,1%	103,3%	1,15

Nouveaux inscrits au CI par région en 2006

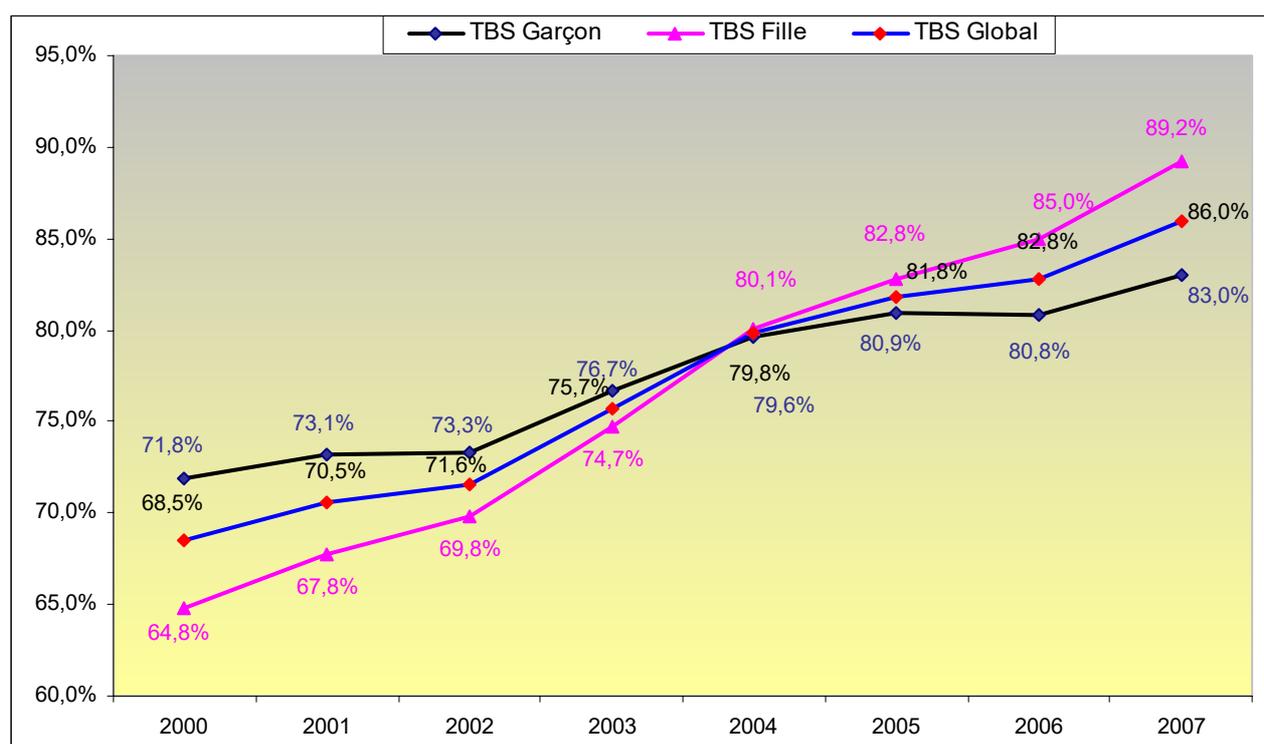
IA	Privé			Public			Total		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Dakar	10460	10674	21134	20933	21478	42411	31393	32152	63545
Diourbel	1918	2655	4573	8338	9064	17402	10256	11719	21975
Fatick	486	427	913	13409	13257	26666	13895	13684	27579
Kaolack	772	900	1672	16126	17960	34086	16898	18860	35758
Kolda	323	351	674	18880	17837	36717	19203	18188	37391
Louga	1087	605	1692	8946	9892	18838	10033	10497	20530
Matam	137	128	265	5518	7295	12813	5655	7423	13078
St Louis	300	276	576	10771	12369	23140	11071	12645	23716
Tamba	684	585	1269	12325	12450	24775	13009	13035	26044
Thiès	1702	1622	3324	19934	19818	39752	21636	21440	43076
Ziguinchor	734	631	1365	9172	8305	17477	9906	8936	18842
Total	18603	18854	37457	144352	149725	294077	162955	168579	331534

L'intensité de la scolarisation

L'intensité de la scolarisation est mesurée par le Taux Brut de Scolarisation (TBS) qui est le rapport entre les effectifs totaux (public et privé) et la population en âge scolaire. Cet indicateur mesure la capacité du système éducatif à accueillir les enfants scolarisables. En 2007, le TBS au niveau national est de l'ordre de 86%. Durant la période 2000-2007, le TBS a régulièrement augmenté notamment durant les années, 2003 et 2004 pendant lesquelles des gains de plus de quatre points de pourcentage ont été réalisés. Par la suite, on observe un ralentissement progressif de l'accroissement en

2005 et 2006, pour connaître un bond en 2007. Cette tendance générale observée révèle la nécessité de développer encore des stratégies alternatives pour élargir l'accès d'autant plus que les études faites dans ce domaine ont montré que le dernier quintile constitué par les 20% restant sont les plus difficiles à scolariser en raison des obstacles d'ordre géographique, socioculturel ou économique. Mais l'atteinte de cet objectif requiert également une couverture plus exhaustive du recensement scolaire afin de ne plus laisser en rade des enfants qui sont réellement inscrits.

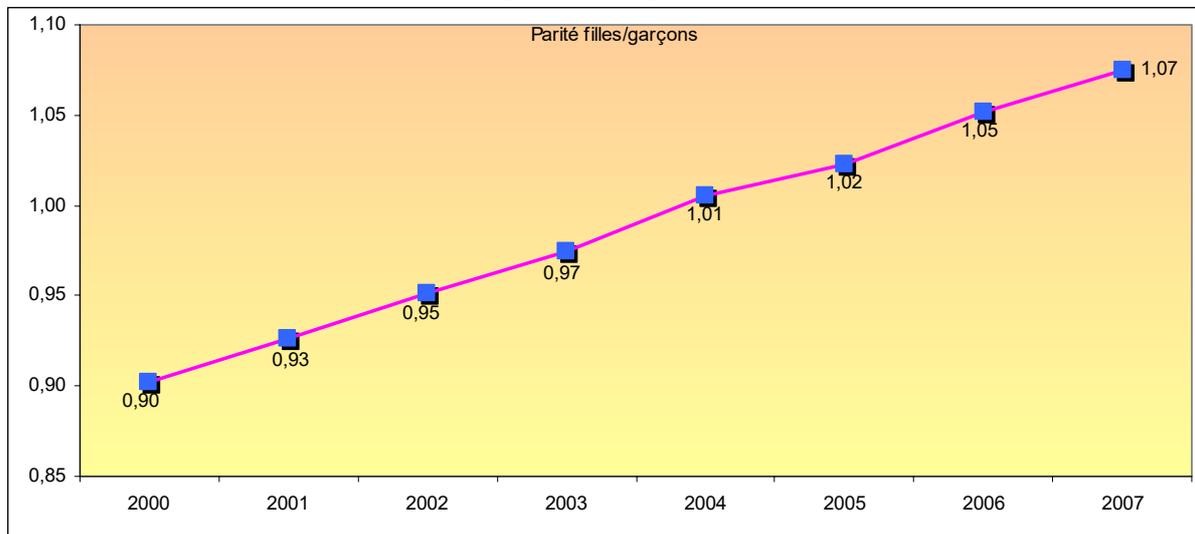
Evolution du TBS au cours des six dernières années



Des progrès importants ont été réalisés vers l'objectif de la parité des sexes : l'indice de parité qui de tout temps était en faveur des garçons a subi un changement en 2004 pour être en faveur des filles avec 1,01. En 2007, il est

passé à 1,07. Ce changement est lié à l'enrôlement de plus en plus important de filles au CI comme le montre le taux brut d'admission des filles qui depuis 2001 dépasse celui des garçons.

Réduction des disparités de genre au fil des années



En 2007, au niveau régional, le taux brut de scolarisation le plus élevé est enregistré au niveau de la région de Dakar avec 123,5%. Elle est suivie par les régions de Fatick (104,4%), Kolda (102,2%) et Ziguinchor

(100,7%). L'écart entre le taux de 2007 et celui de 2000 est positif pour toutes les régions sauf celle de Ziguinchor. Au niveau national le TBS a gagné 17,5 point de pourcentage entre 2000 et 2007

Evolution du TBS entre 2000 et 2007

REGIONS	2000	2007	Ecart
DAKAR	104,0%	123,5%	19,5%
DIORBEL	35,4%	48,8%	13,4%
FATICK	69,3%	104,4%	35,1%
KAOLACK	52,3%	65,1%	12,7%
KOLDA	66,8%	102,2%	35,4%
LOUGA	42,4%	60,0%	17,6%
MATAM	43,6%	62,0%	18,4%
SAINT LOUIS	66,4%	84,4%	18,0%
TAMBACOUNDA	57,8%	82,2%	24,4%
THIES	74,0%	93,3%	19,4%
ZIGUINCHOR	108,1%	100,7%	-7,3%
SENEGAL	68,5%	86,0%	17,5%

L'efficacité interne du système éducatif

L'analyse de l'efficacité interne permet de savoir ce que sont devenus les élèves qui étaient inscrits dans le système éducatif l'année précédente. Trois possibilités sont considérées : soit ils sont promus en classe supérieure, soit ils ont redoublé la classe ou alors ils ont abandonné. Ces trois cas sont étudiés à partir des indicateurs de flux que sont les taux de promotion, de redoublement et d'abandon. L'application de ces taux à une cohorte théorique permet de calculer le nombre de survivants de cette cohorte sans redoublement, après un ou deux redoublements et par conséquent de déterminer la capacité de rétention du système.

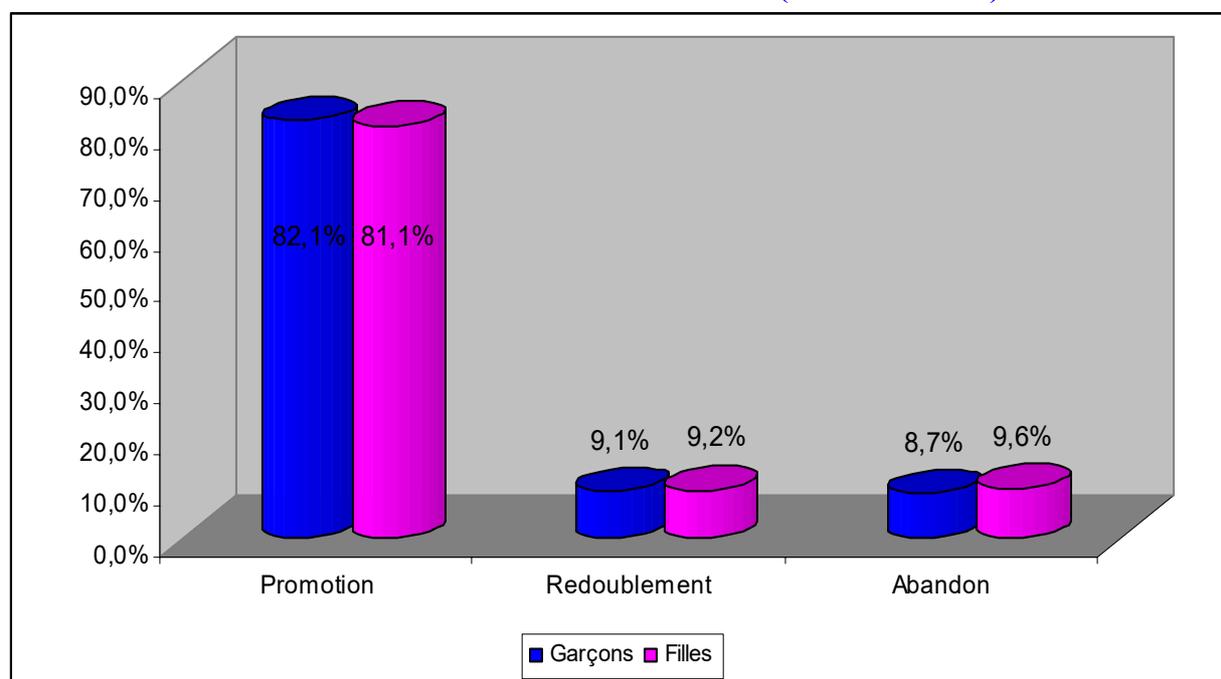
La lecture du graphique ci-dessous montre que le système éducatif demeure marqué par le

niveau encore élevé du redoublement et des abandons : sur 100 enfants scolarisés en 2006, les données du recensement de 2007 montrent qu'environ 9,2% ont redoublé et 9,2% sont sortis du système.

Ces performances réalisées montrent qu'on est encore loin des objectifs qui sont fixés à 5% pour les taux de redoublement et d'abandon en 2010.

Par rapport à la situation de l'année dernière, une réduction du taux de redoublement de l'ordre de 1,8 point de pourcentage a été notée. Le taux d'abandon a connu une baisse de 2,8 points de pourcentage par rapport à l'année dernière.

Les flux scolaires selon le sexe en 2007 (Public et Privé)



L'analyse de la situation par année d'études montre que les taux de redoublements restent encore élevés partout. Ils passent d'environ 5% au CI à 20% au CM2. Au niveau du CM2, le taux élevé pourrait être une conséquence du caractère sélectif du concours d'entrée en sixième.

Il ressort de cette analyse des flux par année d'étude que la directive ministérielle concernant la suppression du redoublement à

l'intérieur d'une étape n'est pas appliquée. Des redoublants sont encore enregistrés en classes de CI, CE1 et CM1.

Les plus forts taux d'abandon sont notés en classe de CI, CM1 et CM2. Les abandons précoces sont en partie favorisés par l'éloignement des écoles en zone rurale ainsi que les cycles incomplets qui ne permettent pas aux élèves faibles de répéter la classe.

Les flux scolaires par année d'études en 2007 (%)

Taux de flux	1 ^{ère} étape		2 ^{ème} étape		3 ^{ème} étape		Global
	CI	CP	CE1	CE2	CM1	CM2	
Taux de promotion		82,4%	87,8%	85,0%	90,2%	77,8%	81,7%
Taux de redoublement	4,9%	8,3%	7,1%	9,6%	9,6%	20,1%	9,2%
Taux d'abandon	12,8%	3,9%	7,8%	0,2%	12,6%	19,8%	9,20%

L'analyse régionale met en évidence l'ampleur du redoublement dans les régions de Thiès et Kaolack, et Dakar. Ces trois régions sont celles qui ont un taux de redoublement supérieur à la moyenne nationale. Pour le taux d'abandon, la moyenne nationale est de 9,2%. Seules trois régions sur les 11 ont

un taux d'abandon inférieur à la moyenne nationale. Il s'agit de Dakar (4,8%), Thiès (2,5%), et Ziguinchor (6,1%).

Le niveau de l'abandon est préoccupant dans les régions de Matam, Tambacounda, Louga, et Fatick où il atteint respectivement 17,4%, 13,2%, 12,7% et 12,1%.

Les flux scolaires par région en 2007 (%)

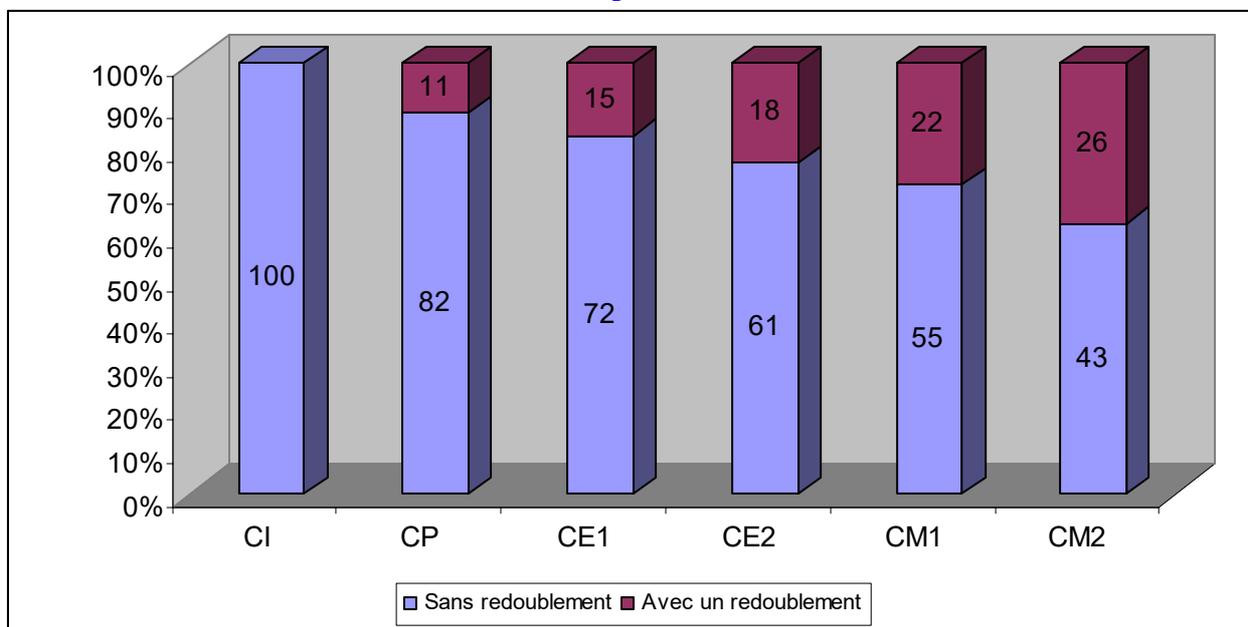
Académie	Redoublement	Promotion	Abandon	Total
Dakar	10,1	85,2	4,8	100
Diourbel	9,3	80,8	9,9	100
Fatick	7	80,9	12,1	100
Kaolack	10,3	79,8	9,9	100
Kolda	9,9	79,2	10,8	100
Louga	8,3	79	12,7	100
Matam	4,8	77,8	17,4	100
Saint-Louis	8,2	81,3	10,4	100
Tambacounda	3,5	83,3	13,2	100
Thiès	12,2	85,2	2,5	100
Ziguinchor	8,9	85	6,1	100
SENEGAL	9,2	81,7	9,2	100

Dans les conditions actuelles de promotion, de redoublement et d'abandon, si on inscrit 100 élèves en classe de CI, il n'y a que 43 qui parviendront en dernière année d'études sans redoubler, 26 pourront accéder au CM2 après avoir redoublé une fois. Au total 69% de cette cohorte accèdera en dernière année d'études. Par soustraction on en déduit l'importance de la déperdition scolaire liée au redoublement et aux abandons (31%) de la cohorte. Parmi les 69 qui arrivent au CM2 seuls 41 atteindront la classe de sixième secondaire.

En termes économiques, le système aura dépensé 511 années-élèves pour produire 41 survivants en classe de CM2 qui devraient théoriquement consommer six années élèves chacun, soit une perte de 265 années-élèves. En rapportant cette valeur au coût unitaire d'un élève on se rend compte de l'énormité du gaspillage dû aux redoublements et abandons.

La réalisation de la scolarisation universelle impliquant une utilisation efficace des ressources, des mesures hardies doivent être prises, dans le sens d'une réduction drastique de la déperdition scolaire.

Nombre de survivants par année d'études 2007 ?



L'objectif de scolarisation universelle adoptée dans le cadre de la nouvelle lettre de politique sectorielle est un objectif d'achèvement de cycle. **Il s'agira de permettre à 85 % des enfants âgés de 12 ans d'accéder en sixième année d'études en 2010.**

Par conséquent, on cherchera ici à connaître quelle est la proportion d'une génération d'enfants qui atteint la fin du cycle élémentaire.

La cohorte qui fait l'objet de cette analyse est celle qui est entrée à l'école durant l'année scolaire 2001/2002 et par conséquent devrait achever le cycle élémentaire l'année scolaire 2006/2007.

Deux variables sont déterminantes pour expliquer les performances réalisées en terme d'achèvement du cycle ; il s'agit du taux brut d'admission au CI qui indique la proportion de la population d'âge scolaire ayant effectivement accès à l'école et le taux de rétention au CM2 qui donne les survivants de cette cohorte entrée à l'école il y a six ans.

Le rapport entre les nouveaux inscrits en octobre 2001 et la population âgée de 7 ans au 31 décembre 2001 fournit le taux d'accès au CI ; alors la relation entre le taux brut d'admission et le taux de rétention fournit le taux d'achèvement.

Pour déterminer le taux d'achèvement il est convenu d'utiliser le rapport entre les nouveaux inscrits au CM2 et la population âgée de 12 ans. Le nombre de nouveaux inscrits au CM2 en 2007 s'élève à 160 762 pour une population âgée de 12 en 2006 estimée à 288 569. Ainsi le taux d'achèvement en 2007 est de l'ordre de 55,7%.

Cette faiblesse de la couverture globale s'explique d'abord par la chute enregistrée dans le taux d'accès au CI en 2000/01 qui se situe à 73%. En effet, c'est cette année là que le système a enregistré le plus faible taux d'admission en première année (cf. section consacrée à l'accès à l'école élémentaire).

Elle s'explique ensuite par la valeur relativement faible du taux de rétention au CM2. Seuls 67 % des inscrits en 2001 sont arrivés en classe de CM2 six ans après.

Ces facteurs combinés ont engendré une réduction drastique des effectifs nouvellement inscrits en classe de CM2 ; une diminution de l'ordre de 4,4% points de pourcentage par rapport à l'année précédente.

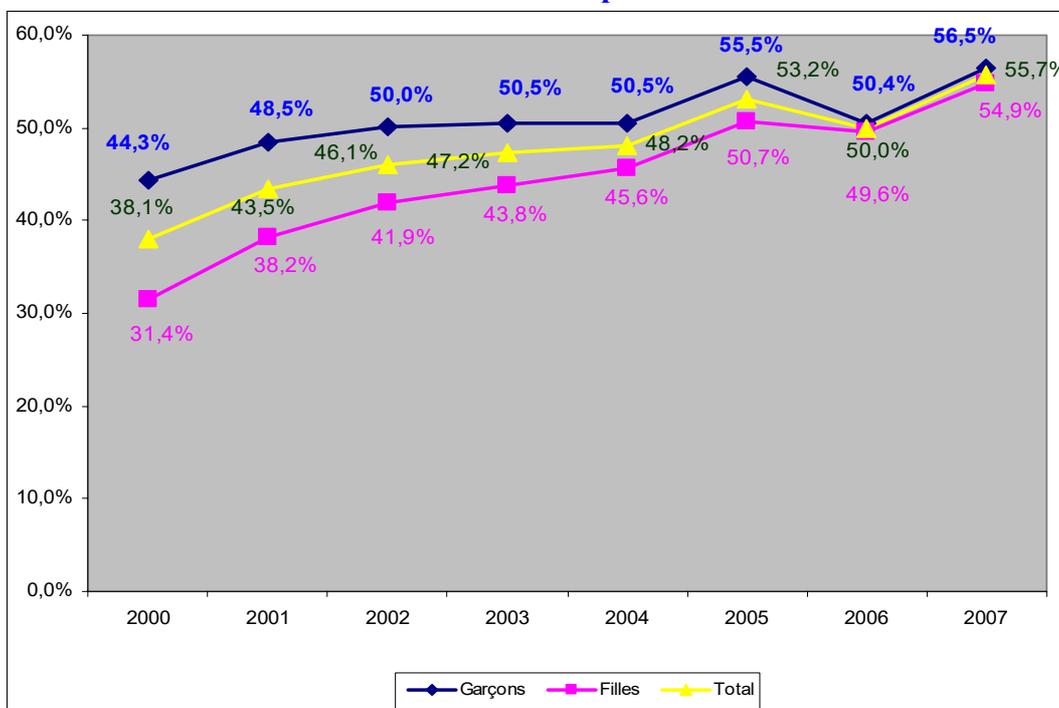
Toutefois, la forte progression du taux d'accès en début de cycle des années suivantes (86% en 2003/04 et 91% en 2005/06) et les réductions enregistrées au niveau des taux de redoublement et d'abandon au service de l'amélioration de la rétention auront bientôt des répercussions positives sur les résultats en fin de cycle. Le graphique, de la page suivante, sur l'évolution de l'accès atteste de cela.

Cependant force est de constater que cela sera insuffisant et que l'objectif de scolarisation primaire universelle ne sera atteint à l'horizon voulu qu'à la condition d'une augmentation gigantesque de la production quantitative du système. Pour cela il faudra appuyer sur deux leviers de commande : le taux de brut admission qu'il faudra considérablement relever et le taux de rétention qu'il faudra sensiblement améliorer en réduisant les redoublants et abandons scolaires.

L'examen de ce graphe dévoile une courbe d'évolution du taux d'achèvement global sur la période 2000-2007 ponctuée par une baisse en 2006. La chute enregistrée par le taux d'achèvement connue en 2006 par rapport en 2005 est plus accentuée chez les garçons (5,1 points) que chez les filles (1,1 points). Il est à

remarquer la même allure entre la courbe du taux d'achèvement global et celle du taux d'achèvement selon le sexe. Le taux d'achèvement a connu au moins une augmentation de 5 points aussi bien pour le global que pour le taux par sexe entre 2006 et 2007.

Evolution du taux d'achèvement du primaire entre 2000 et 2007



L'observation du tableau atteste une moyenne nationale encore faible pour le taux d'achèvement en 2007 car n'atteignant même pas 60%. Néanmoins il est permis de remarquer la forte hétérogénéité du taux d'achèvement selon les régions. En effet, ce taux dépasse 85%

dans deux régions et reste inférieur à 50% dans cinq régions. Les valeurs extrêmes se retrouvent dans les régions de Dakar et Matam avec respectivement (87,49%) et (29,79%). L'écart s'avère ainsi significatif entre régions en terme de taux d'achèvement.

Taux d'achèvement par région en 2007

Région	Garçons	Filles	Total
Dakar	88,88%	86,15%	87,49%
Diourbel	33,19%	29,15%	31,26%
Fatick	58,35%	68,33%	62,89%
Kaolack	41,46%	40,59%	41,04%
Kolda	69,79%	44,01%	57,03%
Louga	34,51%	36,45%	35,39%
Matam	28,78%	30,87%	29,79%
Saint-Louis	54,19%	59,20%	56,69%
Tambacounda	54,73%	40,46%	47,91%
Thiès	53,74%	63,84%	58,34%
Ziguinchor	92,31%	78,73%	85,52%
SENEGAL	56,50%	54,87%	55,71%

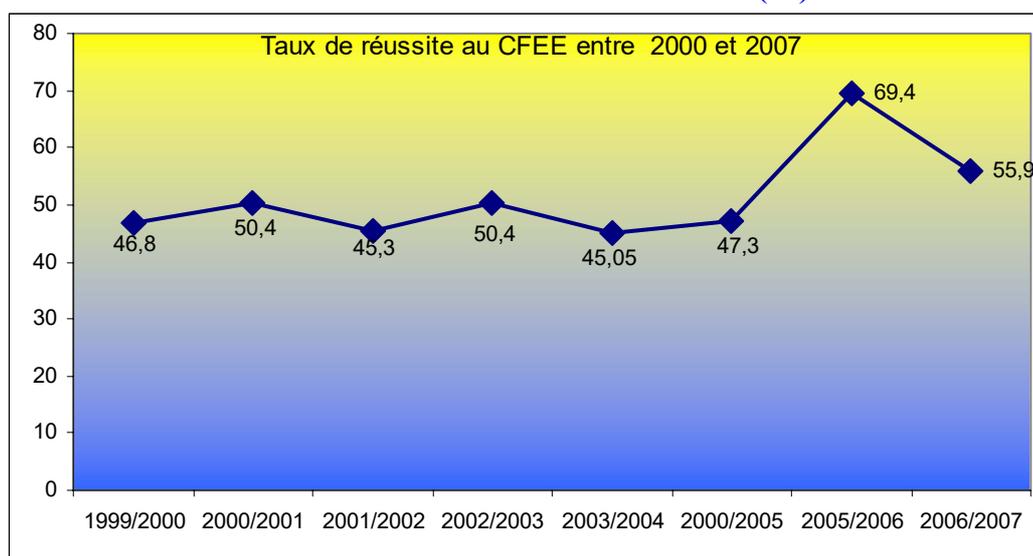
Les résultats du Certificat de Fin d'Etudes Elémentaires (CFEE)

Les résultats du Certificat de Fin d'Etudes Moyennes observés entre 2000 et 2007 montrent d'importantes variations dans le temps comme l'illustre l'allure en dents de scie de la courbe avec des pics atteignant 50 %, en 2001 et 2003 et des fossés qui se situent autour de 45%. L'année 2007 se caractérise par une baisse d'un peu moins de quinze points du taux de réussite par rapport à l'année précédente. Cette contre performance ne milite pas en faveur de l'atteinte de l'objectif de 75 % fixé pour 2010. Néanmoins le taux de réussite est supérieur à la moyenne nationale dans six régions sur les onze même si l'écart entre les deux dernières années

est doté d'une certaine ampleur. Le meilleur score est obtenu à Ziguinchor avec un taux de 73,2%. Le taux le plus faible s'enregistre dans la région de Kaolack (44,1%) suivi de très près par Thiès (45,0%). L'écart du taux de réussite entre garçons et filles est vraiment accentué au niveau de Kolda où il s'élève à 18,2 points. Les autres régions connaissent un écart légèrement prononcé s'il n'est pas quasi inexistant.

Saint-Louis demeure la seule région où le taux de réussite des filles (33,2%) est supérieur à celui des garçons (33,1%). Cette situation atteste de la nécessité de l'adoption de mesures pour corriger ce déséquilibre.

Evolution du taux de réussite au CFEE (%)



Source : DEXCO

Répartition du taux de réussite au CFEE en 2007 (%)

IA	Inscrits			Présent			Taux Admis		
	Fille	Garçon	Total	Fille	Garçon	Total	Fille	Garçon	Total
DAKAR	23637	22960	46597	23154	22357	45511	24,6	25,4	50,1
DIORBEL	4177	4127	8304	4114	4052	8166	30,1	33,7	63,9
FATICK	6926	6670	13596	6847	6573	13420	28,2	31,2	59,4
KAOLACK	7896	8495	16391	7757	8352	16109	19,5	24,5	44,1
KOLDA	6378	9948	16326	6229	9708	15937	25,7	43,9	69,7
LOUGA	3778	3761	7539	3720	3707	7427	22,2	26,2	48,4
MATAM	2171	2102	4273	2133	2066	4199	26,1	28,1	54,3
ST- LOUIS	6934	6397	13331	6809	6269	13078	33,2	33,1	66,2
TAMBA	3650	5247	8897	3524	5097	8621	24,6	40,8	65,5
THIES	13617	13145	26762	13389	12876	26265	21,1	24	45
ZIGUINCHOR	7091	8100	15191	6970	7938	14908	32,7	40,5	73,2
SENEGAL	86255	90952	177207	84646	88995	173641	25,5	30,4	55,9

ENSEIGNEMENT MOYEN



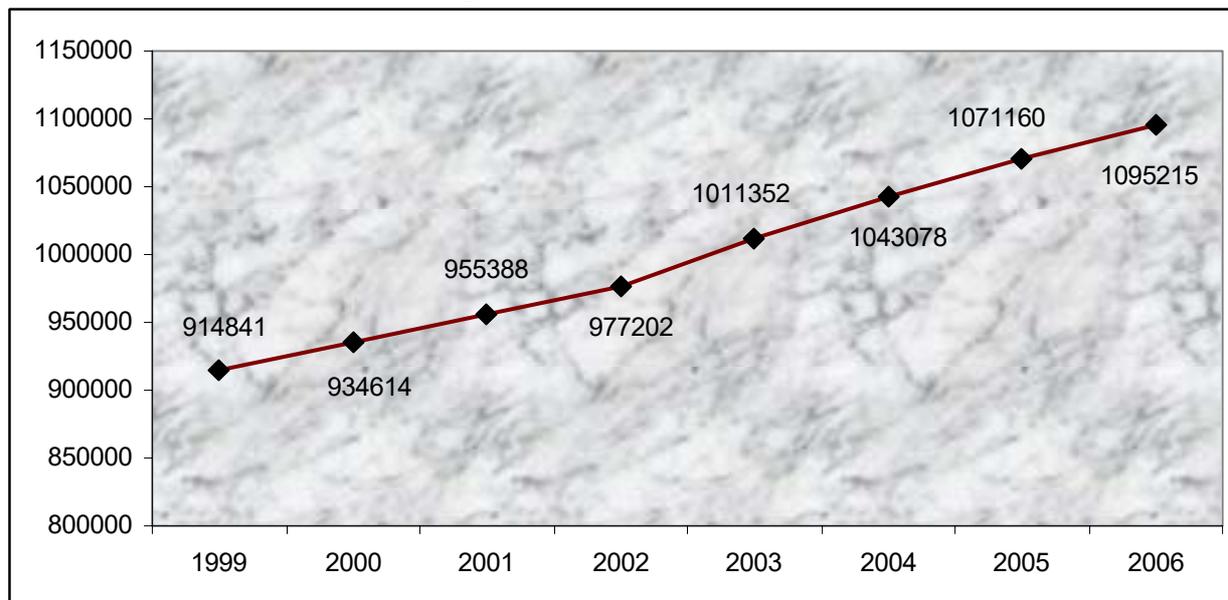
Collège PAEM/classe

La demande potentielle d'éducation

La demande potentielle est définie comme étant le nombre d'enfants en âge de fréquenter un cycle donné. Pour le moyen il s'agira des enfants âgés de 13 à 16 ans. Au niveau national, l'effectif de cette tranche d'âge

a connu un taux d'accroissement moyen annuel de 2,60% entre 1999 et 2006 en passant de 914 841 à 1 095 215. La part des filles dans la population scolarisable est passée de 49,58% en 1999 à 48,19% (2006).

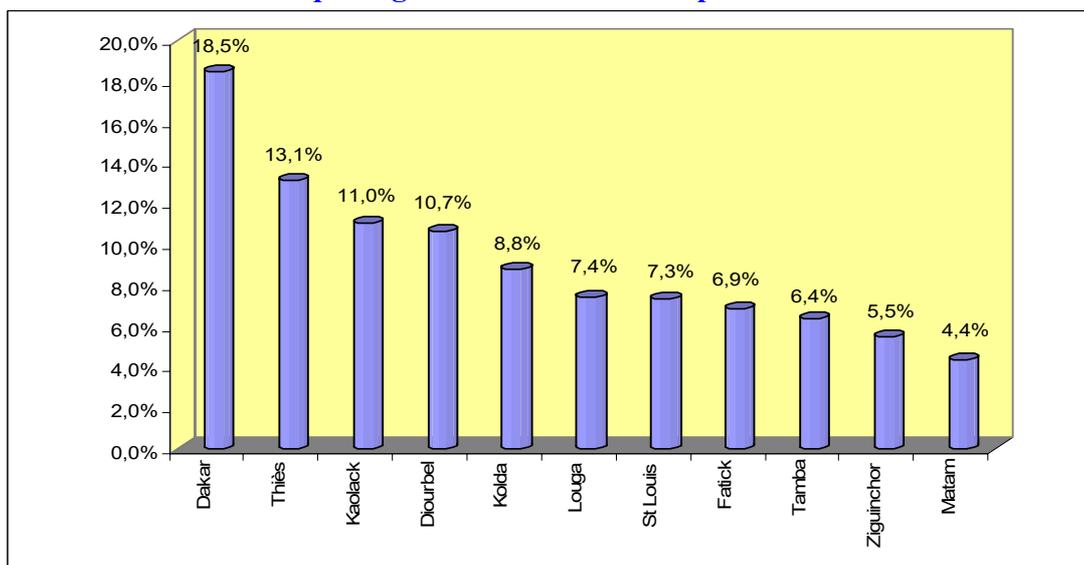
Evolution de la demande potentielle au niveau national entre 1999 et 2006



En 2005, la région de Dakar occupe la première place dans la répartition de la demande potentielle déclinée par région avec 18,5% suivie par Thiès et Kaolack avec

respectivement 13,1% et 11,0%. Toutes les autres régions ont un pourcentage inférieur à 9%. La région de Matam se particularise par le plus faible pourcentage chiffré à 4,4%.

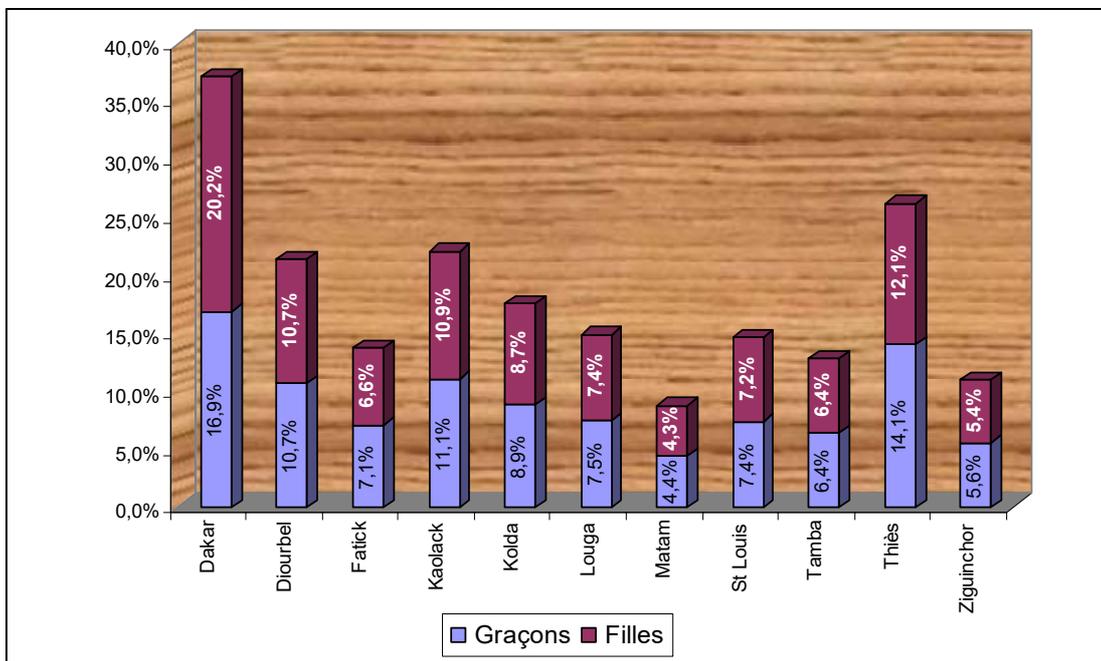
Part de chaque région dans la demande potentielle en 2006



La répartition de la population scolarisable par région et selon le sexe fait de Dakar la seule région où le pourcentage de filles

(20,2%) dépasse celui des garçons (16,9%). La proportion de filles excède celle des garçons si elle ne lui équivaut pas

Part selon le genre de chaque région dans la demande potentielle en 2006



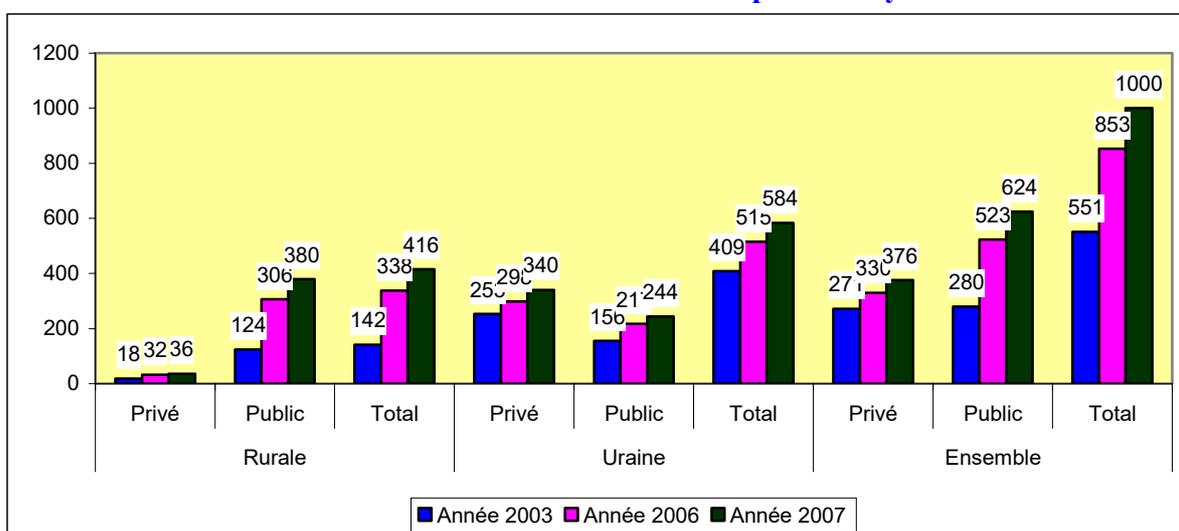
L'évolution du réseau d'établissements d'enseignement moyen

Le réseau d'établissements d'enseignement moyen s'est progressivement densifié entre 2003 et 2007 avec une augmentation globale de 449 établissements abritant un premier cycle du secondaire soit 81,5%. Cette évolution positive a surtout été caractérisée en zone rurale et plus particulièrement dans les établissements publics qui ont connu une augmentation de 256 unités dont la plupart sont des collèges de proximité créés dans le cadre du PDEF. Cette dynamique est moins poussée en zone urbaine, qui a

enregistré globalement une augmentation de 175 établissements dont 88 appartiennent au secteur public contre respectivement 106 et 61 en 2006.

On note une forte concentration de ces établissements en zone urbaine qui en abrite 58,4% en 2007. Cette part prépondérante est due à la prolifération des établissements privés, particulièrement à Dakar. Cette dernière région concentre avec Thiès et Ziguinchor 51,4% collèges.

Evolution du nombre d'établissements abritant le premier cycle du secondaire



Répartition régionale des établissements abritant un premier cycle du secondaire

IA	Zone rurale		Zone urbaine		Total	
	Privé	Public	Privé	Public	Privé	Public
Dakar	4	7	203	68	207	75
Diourbel	3	17	8	18	11	35
Fatick	6	51	8	10	14	61
Kaolack	3	38	16	25	19	63
Kolda	3	57	11	19	14	76
Louga	2	23	8	11	10	34
Matam	1	28	2	8	3	36
St Louis	2	28	12	22	14	50
Tamba	1	28	7	10	8	38
Thiès	2	42	39	36	41	78
Ziguinchor	9	61	26	17	35	78
Total	36	380	340	244	376	624

Evolution de l'accès à l'enseignement moyen

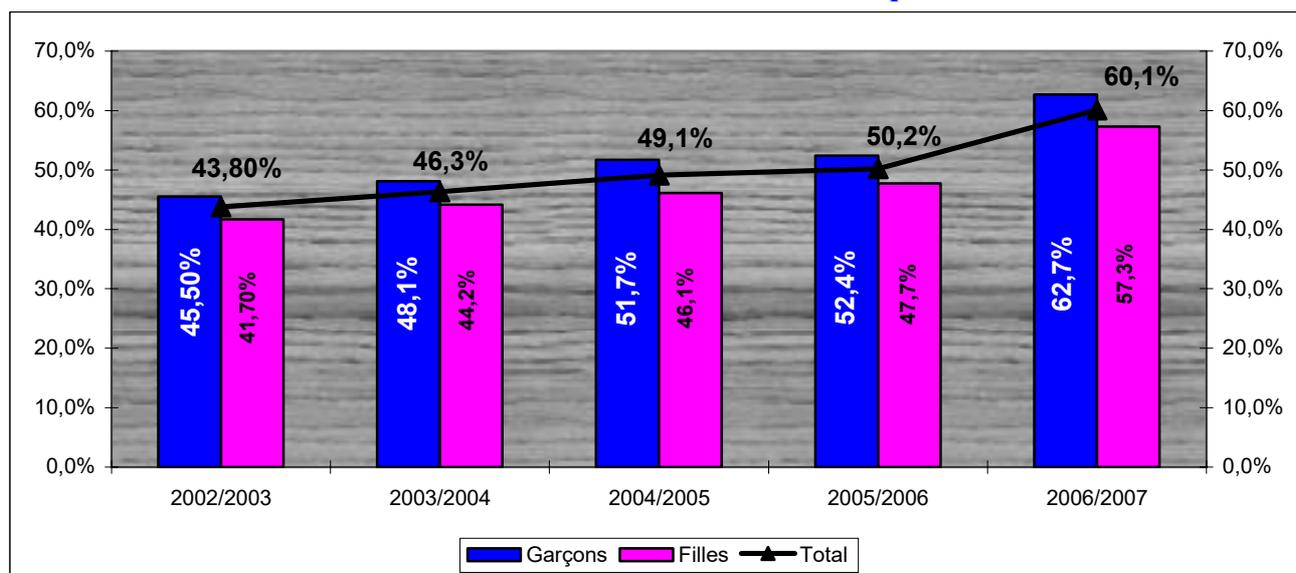
L'accès à l'enseignement moyen est analysé à partir du taux de transition qui détermine la proportion d'élèves de la classe de CM2 de l'année 2006 qui passe en classe de sixième des collèges l'année suivante. Cette proportion a connu un accroissement progressif depuis 2002/2003 en passant de 43,8% à 60,1% en 2006/2007 soit un accroissement de 16,3 points en pourcentage en quatre ans. Il est toujours noté, en 2007, un écart de 5,4 points de pourcentage en faveur des garçons contre 4,7 en 2006.

L'examen des situations régionales révèle des disparités marquées : si dans l'académie de Dakar sept enfants sur dix inscrits en classe de CM2 accèdent l'année suivante en classe de sixième, à Diourbel par contre ce sont seulement quatre enfants sur dix qui sont dans cette situation.

Cette tendance confirme le développement mal équilibré du réseau pour ce cycle ; la plupart des infrastructures étant concentrées à Dakar, Thiès et Ziguinchor. Les capacités limitées de l'enseignement moyen contraignent la moitié des élèves de CM2 à abandonner ou à redoubler, réduisant l'accès à ce niveau ou rendant plus difficiles les conditions d'apprentissage. Les autres se dirigent vers le non formel ou l'informel s'ils ne deviennent pas des enfants de la rue.

Avec le relèvement significatif du taux de transition qui n'est pas suivi par un rythme correspondant de développement du réseau, les problèmes d'accès se posent à tous les niveaux, surtout en zone rurale. Dans toutes les régions du pays, le taux de transition des garçons dépasse celui des filles.

Evolution du taux de transition 6^{ème} - CM2 au cours des quatre dernières années



Les disparités régionales et de genre dans l'accès à l'enseignement moyen en 2007

IA	Garçons	Filles	Total
Dakar	74,40%	72,60%	73,50%
Ziguinchor	74,20%	70,30%	72,40%
Tamba	62,30%	54,70%	59,30%
Kolda	61,20%	55,70%	59,10%
Louga	60,00%	47,90%	54,20%
St Louis	58,20%	52,30%	55,20%
Thiès	57,40%	51,70%	54,60%
Matam	56,70%	50,40%	53,40%
Kaolack	52,40%	46,20%	49,50%
Fatick	51,70%	43,70%	47,70%
Diourbel	49,60%	39,80%	44,70%
Total	62,70%	57,30%	60,10%

Evolution des effectifs et de la participation féminine

L'augmentation de la capacité d'accueil des collèges a permis l'inscription d'un nombre croissant d'élèves à ce niveau d'études. De 186 138 élèves en 2000, l'effectif est passé à 393 476 en 2007 ; soit un taux d'accroissement moyen annuel (TAMA) de 10,08%. Ce rythme d'accroissement est de loin supérieur à celui de la population cible, c'est-à-dire celle âgée de 13 à 16 ans, dont le taux d'accroissement moyen annuel observé entre les deux derniers recensements de population est de 4,2%. En conséquence, si le rythme d'accroissement des

effectifs conserve sa tendance actuelle, le niveau faible de scolarisation sera rapidement relevé. Il est à noter que l'évolution des effectifs montre que ce sont les filles qui ont été les principales bénéficiaires de l'effort de recrutement consenti par le système éducatif sénégalais durant ces six dernières années. Leur proportion dans les effectifs est passée de 39,7% en 2000 à 44,13% en 2007 ; soit une progression de 4,43 points de pourcentage. Cette situation est du reste révélée par le TAMA des filles plus élevé que celui des garçons

Evolution des effectifs de l'enseignement moyen entre 2000 et 2007

Sexe	1999/ 2000	2000/ 2001	2001/ 2002	2002/ 2003	2003/ 2004	2004/ 2005	2005/ 2006	2006/ 2007	TAMA
Garçons	112 230	116929	126141	140 028	159 343	176 920	199 620	219 846	10,08%
Filles	73 908	78083	87168	98 940	117 763	134 943	154 339	173 630	12,98%
Total	186 138	195012	213309	238 968	277 106	311 863	353 959	393 476	11,29%
% filles	39,70%	40,00%	40,90%	41,40%	42,50%	43,30%	43,60%	44,13%	1,52%

Les accroissements les plus importants ont été notés dans les régions de Matam, Tamba et Kolda où des investissements importants en génie civil sont réalisés. La région de Diourbel se signale également par un taux d'accroissement élevé des effectifs (15,2%). L'ouverture de plus en plus

importante de collèges franco arabes en est une des raisons explicatives.

Les taux d'accroissement les moins élevés s'observent à Dakar, Louga et Thiès où déjà, des efforts non négligeables ont été faits dans le passé pour scolariser les enfants de la tranche d'âge concernée.

Taux d'accroissement des effectifs entre 2000 et 2007

IA	TAMA
Matam	32,20%
Tamba	23,50%
Kolda	22,70%
St Louis	20,30%
Fatick	19,00%
Ziguinchor	16,40%
Diourbel	15,20%
Kaolack	14,80%
Thiès	13,20%
Louga	13,00%
Dakar	6,40%
Total	13,30%

Evolution de la part du public dans l'effort de scolarisation

La politique du gouvernement en matière de scolarisation dans l'enseignement moyen est d'amener le pourcentage d'élèves inscrits dans les établissements publics à 70% en 2010. Cet objectif semble hors de portée si l'on se réfère à l'augmentation de 7,7 points de pourcentage de la part du public dans les effectifs du moyen entre 2003 et 2007. En effet, La dynamique du secteur montre une évolution contraire à la politique désirée car huit élèves sur dix fréquentent les collèges publics. Le pourcentage d'élèves inscrits dans ces collèges publics dépasse 90% dans sept régions

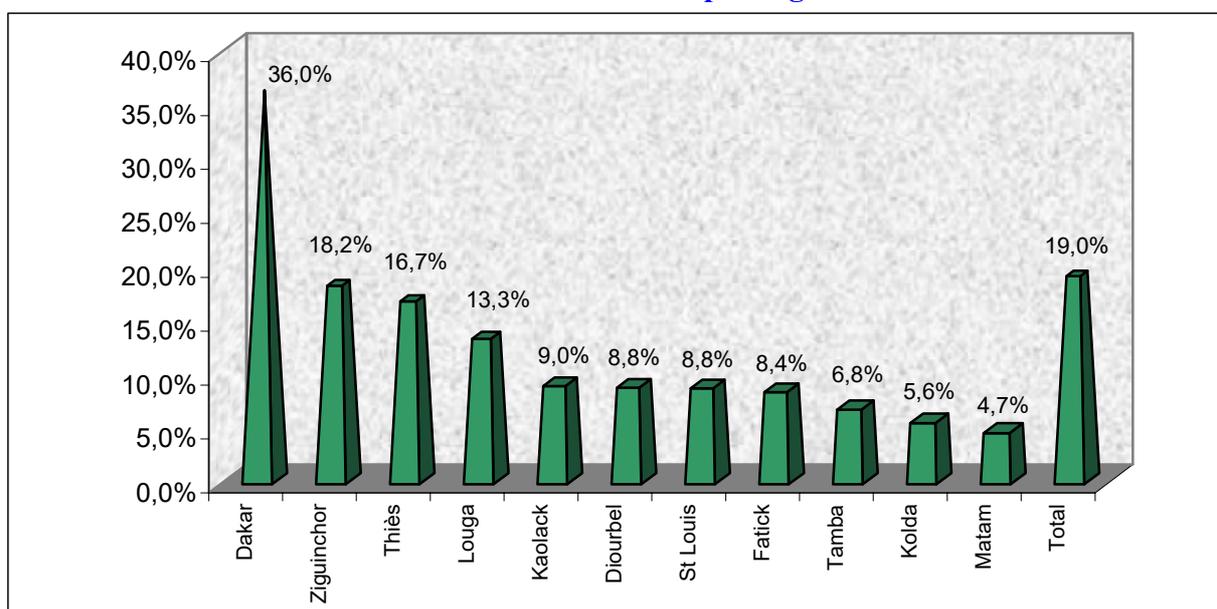
en 2007 contre quatre en 2006. Ce n'est que dans l'académie de Dakar où on observe un dynamisme du privé, que l'objectif national est atteint.

Cette part prépondérante du Public résulte du fait que les stratégies d'élargissement de l'accès mises en œuvre depuis le démarrage du PDEF consistent à créer des collèges de proximité aussi bien en zone rurale qu'en zone urbaine. La faiblesse de l'appui au secteur privé n'a pas permis à ce dernier de se développer comme souhaité.

Evolution de la part du public dans les effectifs inscrits du moyen

IA	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007
Dakar	55,8%	60,0%	61,1%	64,0%
Diourbel	84,3%	84,4%	90,0%	91,2%
Fatick	89,1%	89,7%	91,8%	91,6%
Kaolack	88,1%	88,4%	89,3%	91,0%
Kolda	96,1%	95,2%	95,6%	94,4%
Louga	86,6%	89,4%	89,5%	86,7%
Matam	100,0%	100,0%	93,4%	95,3%
St Louis	87,0%	90,6%	90,2%	91,2%
Tamba	84,5%	91,0%	90,6%	93,2%
Thiès	78,1%	79,6%	83,0%	83,3%
Ziguinchor	72,6%	75,4%	78,4%	81,8%
Total	73,3%	76,8%	78,9%	81,0%

Part du Privé dans les effectifs par région en 2007



Le niveau de scolarisation dans l'enseignement moyen

L'enseignement moyen, d'une durée de quatre ans, est destiné à la population âgée de 13 à 16 ans. Celle-ci est estimée à 1 095 215 individus en 2006. Les effectifs scolarisés en 2007 se chiffrent à 393 476, soit un taux brut de scolarisation (TBS) de 35,93%. Bien que le niveau de scolarisation soit encore faible, le tableau ci-dessous montre que l'objectif national en termes d'effectifs à enrôler et de taux de scolarisation est atteint. Toujours est-il que près de sept enfants sur dix de la

tranche d'âge considérée sont exclus de l'enseignement moyen.

On note également une disparité de la couverture selon le sexe : les garçons sont plus scolarisés que les filles comme en témoigne le TBS qui est de 38,75% chez les premiers contre 32,89% chez les seconds. L'indice de parité qui se situe à 0,849 a peu évolué entre 2006 et 2007, et est encore en défaveur des filles, montrant ainsi l'importance des efforts à fournir pour atteindre l'objectif d'équité en matière de scolarisation pour le moyen.

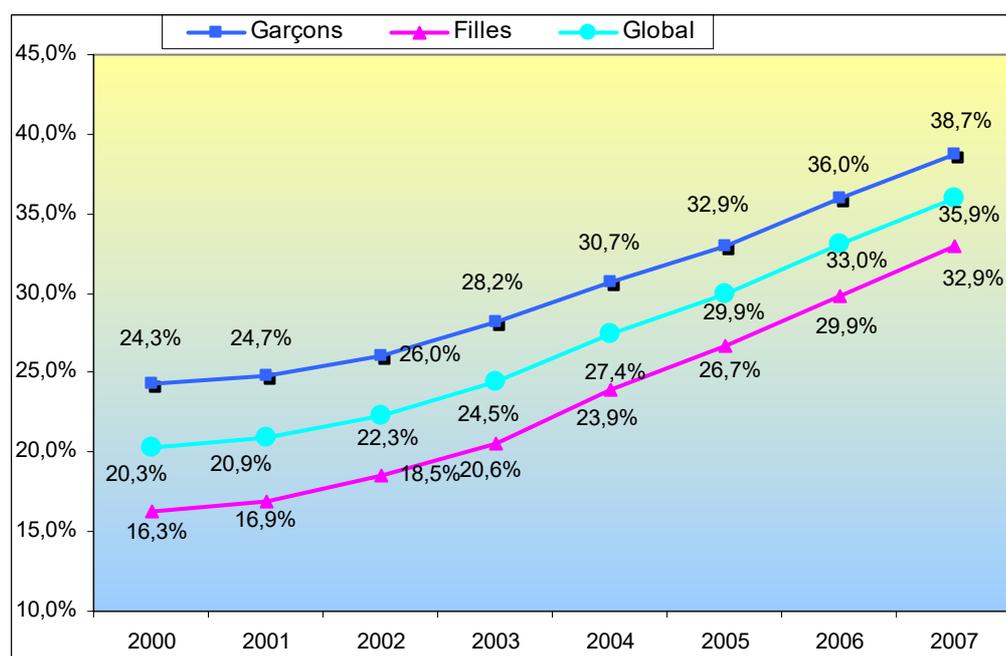
Le niveau de scolarisation dans l'enseignement moyen en 2007

	Population scolarisable en octobre 2006	Effectif scolarisé en 2006/2007	Taux Brut de scolarisation	Indice de parité fille/garçon
Garçons	567 378	219 846	38,75%	0,849
Filles	527 837	173 630	32,89%	
Total	1 095 215	393 476	35,93%	

Un examen rétrospectif de la situation montre une croissance régulière du taux de scolarisation avec un rythme plus soutenu à partir de 2003 qui correspond à l'ouverture de plus en plus importante de collèges de proximité notamment dans les zones rurales et urbaines. Cette intensification de la scolarisation s'est accompagnée d'une réduction des disparités de

genre. En effet, l'indice de parité calculé en rapportant le TBS fille sur le TBS garçon est passé de 0,62 en 2000 à 0,849 en 2007. Cette tendance dans la réduction des inégalités devra être accélérée pour assurer l'égalité des chances d'accès et de participation aux différentes catégories de population ciblée.

Evolution du TBS entre 2000 et 2007



Le taux brut de scolarisation quand bien même faible encore en 2007 (35,9%) a connu une hausse sensible par rapport à 2003(24,5 %) soit une augmentation de 11,4 points. Le tableau du taux brut de scolarisation en 2007 est caractéristique d'une situation de sous scolarisation notoire dans les régions que sont Diourbel et Matam avec respectivement (15,7%) et (16,2 %) même si ce taux a accusé une évolution minime dans ces deux localités

par rapport à 2003. La région de Ziguinchor se singularise par le taux brut de scolarisation le plus élevé avec 71,4 %. A l'exception de la région de Thiès, le taux brut de scolarisation des garçons dépasse celui des filles en 2007 alors qu'en 2003 le taux de scolarisation des filles était inférieur à celui des garçons dans toutes les régions. L'écart le plus significatif entre garçons et filles s'illustre à Ziguinchor où il atteint 21 points en 2003 et 16,6 points en 2007.

Taux brut de scolarisation par région en 2003 et 2007

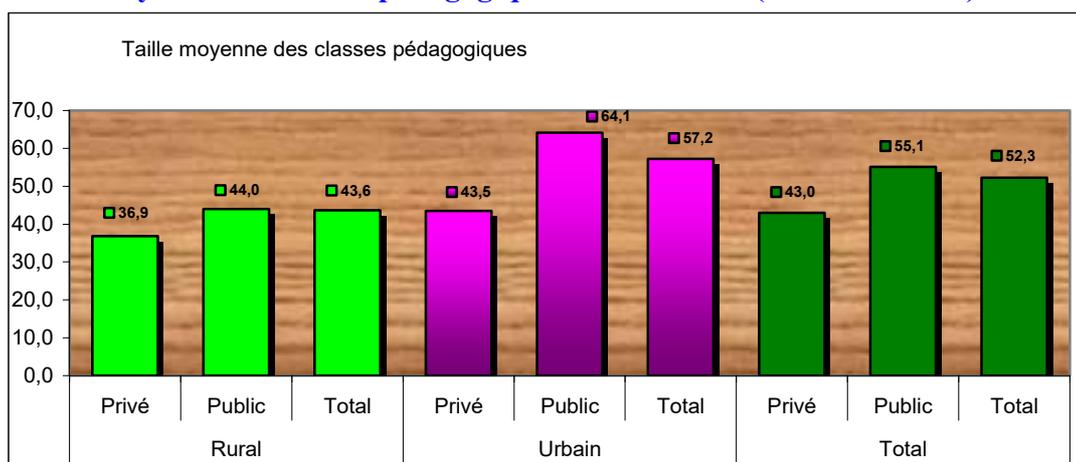
IA	2003			2007		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
DAKAR	49,7%	41,9%	45,7%	64,1%	55,9%	59,8%
DIOURBEL	12,9%	7,5%	10,1%	17,1%	14,2%	15,7%
FATICK	22,6%	17,8%	20,4%	36,4%	32,1%	34,4%
KAOLACK	21,0%	12,2%	16,6%	27,8%	21,7%	24,9%
KOLDA	24,4%	10,3%	18,0%	43,7%	22,1%	33,4%
LOUGA	16,9%	11,0%	13,9%	20,8%	16,7%	18,8%
MATAM	7,9%	4,4%	6,1%	17,3%	14,9%	16,2%
SAINT LOUIS	22,1%	14,9%	18,6%	34,7%	33,2%	34,0%
TAMBACOUNDA	17,3%	8,6%	12,9%	31,2%	18,5%	25,1%
THIES	26,7%	23,8%	25,4%	37,3%	39,7%	38,3%
ZIGUINCHOR	56,5%	35,5%	46,8%	79,3%	62,7%	71,4%
SENEGAL	28,2%	20,6%	24,5%	38,7%	32,9%	35,9%

La taille des classes pédagogiques

Il est généralement admis que les classes de grande taille ont un effet négatif sur la performance des élèves. C'est pour cette raison que le Sénégal s'est donné comme norme la taille standard de 45 élèves par classe pédagogique. L'examen du graphique ci-dessous montre qu'au niveau national, la taille moyenne des classes qui se situe à 52,3 en 2007 contre 54,3 en 2006 dépassant ainsi la norme. Cette

situation reflète l'insuffisance de la capacité d'accueil, particulièrement dans les établissements d'enseignement moyen publics où la taille moyenne des classes pédagogiques atteint 55,1 élèves en 2007 contre 58,5 en 2006. C'est en zone rurale que la taille standard est respectée aussi bien pour le privé que pour le public

Taille moyenne des classes pédagogiques selon la zone (urbaine/rurale) en 2007



Des importantes disparités régionales se cachent derrière ces moyennes nationales. Les classes pléthoriques se rencontrent principalement dans les collèges publics de Thiès, Kolda, Tamba et singulièrement Dakar où l'indisponibilité de terrain pour la création de nouveaux collèges ne permet pas d'accueillir l'important flux d'élèves provenant des classes de CM2. De même, les collèges franco-arabes

de la région de Diourbel sont également surchargés compte tenu de la forte demande qui n'est pas toujours suivie par une offre conséquente en infrastructures. Ce sont les zones rurales des régions de Kaolack, Matam, et Kolda, qui accusent les faibles effectifs moyens. Cette situation cache également des disparités intra-régionales.

Taille moyenne des classes pédagogiques par région

IA	RURAL			URBAIN		
	Privé	Public	Total	Privé	Public	Total
Dakar	40	60	55	43	73	58
Diourbel	26	48	46	40	59	56
Fatick	34	43	42	37	57	53
Kaolack	30	41	40	34	57	53
Kolda	57	41	41	43	62	59
Louga	124	41	43	46	54	52
Matam	36	35	35	14	51	45
St Louis	12	48	47	48	57	55
Tamba	51	43	43	32	64	59
Thiès	53	48	48	44	67	60
Ziguinchor	26	45	44	50	55	54
SENEGAL	37	44	44	43	64	57

La disponibilité des manuels scolaires dans l'enseignement Moyen

L'objectif du PDEF est de doter chaque élève de l'enseignement moyen de cinq manuels.

Le ratio élèves/manuel au niveau national est en moyenne de 2 livres par élève en sixième, cinquième et quatrième et de 2,5 pour la classe de troisième. Ce qui montre qu'il n'existe pas encore suffisamment de manuels dans le cartable de l'élève. Toutefois, on observe une légère amélioration par rapport à la situation de l'année précédente où le ratio était de 1,7.

A la lecture de la situation générale sur la disponibilité des manuels selon le niveau d'études à travers le pays en 2007, nous remarquons que les classes de troisième sont les mieux dotées en manuels avec seulement 2,5 livres par élève pour le public et 2,3 si on intègre dans l'analyse la situation du privé.

L'analyse par niveau et par circonscription nous permet de dire que les classes de sixième, dans la région de Kolda, sont les moins dotées en manuels, avec seulement 0,9 manuel sur un total désiré de 5. En revanche, les classes de sixième des régions de Diourbel et de Louga sont assez bien dotées avec des ratios de 5,2 et 4 livres par élève. Ainsi Diourbel s'avère être la seule région où l'objectif prévu est même légèrement dépassé.

L'examen du ratio manuels/élève selon le niveau révèle que Kaolack et Kolda sont les régions où

ce ratio est le plus faible ne dépassant pas 1,5 suivies en cela par la région de Tamba avec un ratio inférieur ou égal à 1,8. Six académies ont des ratios au moins supérieurs à 2. C'est le cas de Dakar, Diourbel, Louga, Fatick, Saint-Louis et Thiès.

A la lecture de ces données, nous pouvons dire que beaucoup d'efforts restent à faire quant à la réalisation intégrale du ratio de 5 manuels par élève dans l'enseignement moyen. En effet, même si les ratios obtenus au niveau de la classe de troisième sont encourageants, il ne fait pas de doute que ceux-ci sont encore assez lointains de cet objectif de 5 manuels par élève. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle une réflexion devrait être entamée pour permettre de trouver une solution à ce manque, facilement générateur de contre performance.

Sachant le rôle que joue la lecture et par conséquent la disponibilité de livres sur l'amélioration de la qualité des apprentissages, il ressort de ce constat qu'un important effort en termes d'acquisition et d'acheminement de manuels scolaires jusqu'au niveau de l'école devra être fourni durant cette deuxième phase du PDEF qui met l'accent sur le relèvement du niveau des acquis scolaires.

Disponibilité des manuels selon le niveau d'études dans les établissements publics en 2007

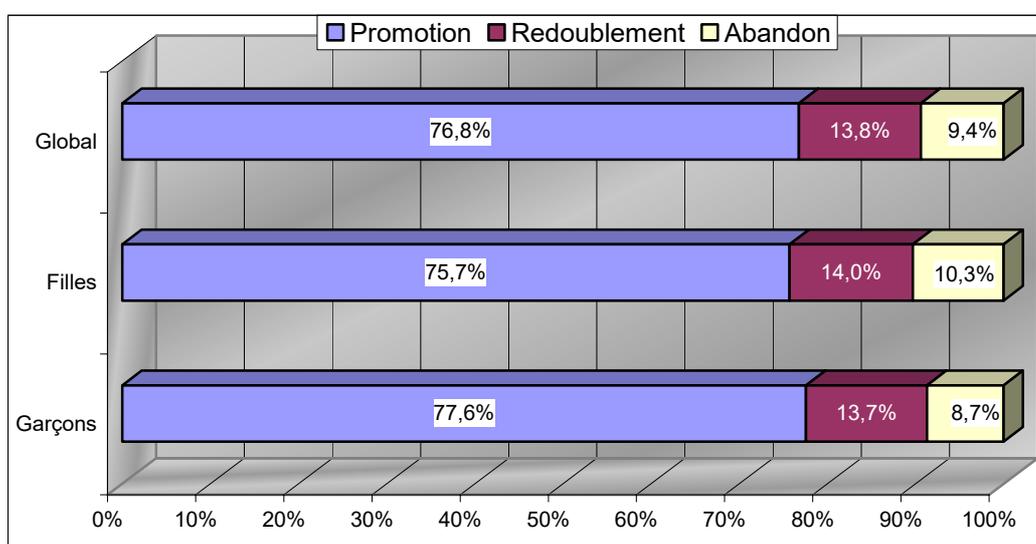
IA	Sixième	Cinquième	Quatrième	Troisième
Dakar	2,3	2,3	2,6	2,6
Diourbel	5,2	4,1	4,5	4,6
Fatick	2,1	1,9	1,9	2,5
Kaolack	1,4	1,3	1,5	1,5
Kolda	1,0	0,9	1,0	1,1
Louga	4,0	4,1	3,9	3,8
Matam	1,5	1,6	1,2	1,8
St Louis	2,2	2,0	2,4	3,5
Tamba	0,9	1,7	1,1	1,5
Thiès	2,1	1,9	2,1	2,7
Ziguinchor	1,7	1,4	1,8	2,0
Total	2,1	2,0	2,2	2,5

L'efficacité interne du système éducatif au niveau de l'Enseignement Moyen

L'efficacité interne du système est analysée à partir des taux de flux (taux de promotion, de redoublement et d'abandon). Le taux de promotion qui indique la proportion d'une cohorte d'élèves qui passe en classe supérieure se situe à 76,8%. En d'autres termes, huit élèves sur dix sont passés en classe supérieure. La différence selon le sexe est peu significative. Le taux de redoublement bien qu'ayant légèrement baissé (13,8% contre 14% en 2007) reste encore élevé. On constate une augmentation de ce taux

au fur et à mesure que l'on monte en grade et atteint un pic en classe de troisième (23% en 2007 contre 25,2% en 2006). C'est à ce niveau que l'on observe également le « taux d'abandon » le plus élevé (27,7%). La combinaison de ces deux variables explique les fortes déperditions observées après la classe de cinquième. Toutefois cette analyse ne prend pas en compte les élèves de troisième qui sont orientés dans les lycées techniques ou les structures de formation professionnelle.

Taux de flux



Répartition des taux de flux par année d'études en 2007

	Sixième	Cinquième	Quatrième	Troisième	Seconde
Taux de promotion		86,0%	83,8%	83,1%	49,3%
Taux de redoublement	9,5%	10,6%	14,3%	23,0%	
Taux d'abandon	4,5%	5,6%	2,6%	27,7%	

Répartition des taux de flux par région

Académie	Redoublement	Promotion	Abandon	Total
Dakar	10,2%	73,4%	16,4%	100%
Diourbel	13,6%	76,3%	10,1%	100%
Fatick	16,2%	74,8%	9,0%	100%
Kaolack	14,6%	75,9%	9,5%	100%
Kolda	19,6%	70,5%	9,9%	100%
Louga	10,0%	82,2%	7,8%	100%
Matam	15,0%	78,0%	7,0%	100%
Saint-Louis	10,2%	82,8%	7,0%	100%
Tambacounda	16,0%	74,5%	9,5%	100%
Thiès	18,4%	75,4%	6,2%	100%
Ziguinchor	14,8%	84,9%	0,3%	100%
SENEGAL	13,8%	76,8%	9,4%	100%

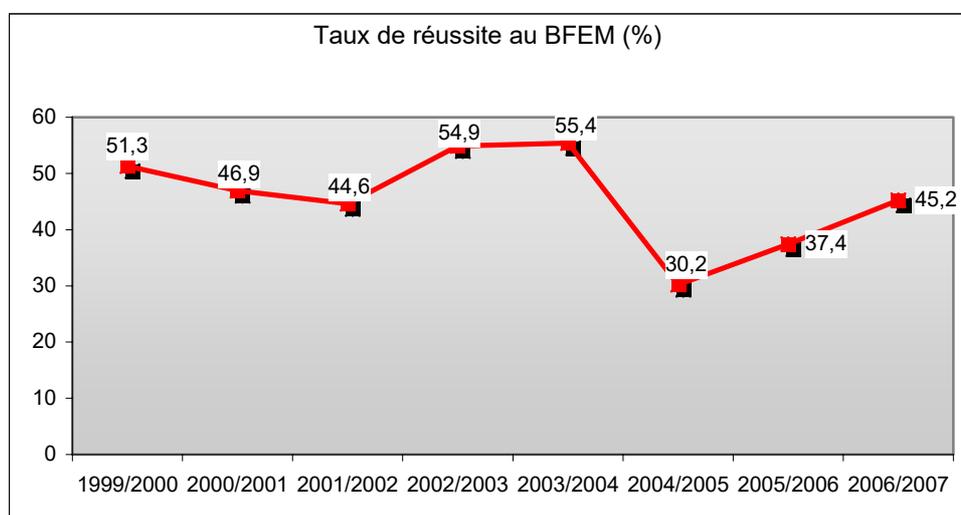
Les résultats du Brevet de Fin d'Etudes Moyennes (BFEM)

Les résultats du BFEM connaissent un accroissement régulier et significatif au cours des deux dernières années. En effet, après les fluctuations notoires enregistrées de 2000 à 2005, année de la réforme du BFEM où le taux de réussite a chuté jusqu'à 30,2%, un bond de 15 points est réalisé entre 2005 et 2007. L'accroissement annuel du taux de réussite est de 7,8 points de pourcentage en 2007 contre 7,2 l'année dernière.

Les meilleurs résultats ont été enregistrés dans les régions méridionales du pays,

notamment à Kolda et Ziguinchor et Saint-Louis où les taux de réussite sont partout supérieurs à la moyenne nationale. A l'opposé, le résultat le plus faible est enregistré à Matam où il se situe à 34,17%. Globalement, ces résultats confirment les résultats des différentes évaluations qui révèlent la faiblesse du rendement interne et la nécessité de développer au cours de la 2^{ème} phase des stratégies pertinentes mettant l'accent sur les processus en vue d'améliorer la qualité des apprentissages.

Evolution du taux de réussite au BFEM de 2000 à 2007



Répartition du taux de réussite au BFEM par région en 2007

IA	Inscrits	Présents	Admis	% admis
DAKAR	41395	40072	15775	39,37%
DIOURBEL	4954	4887	1908	39,04%
FATICK	4377	4344	1799	41,41%
KAOLACK	9208	8962	3510	39,17%
KOLDA	7024	6861	5068	73,87%
LOUGA	4253	4174	1845	44,20%
MATAM	1618	1589	543	34,17%
ST- LOUIS	6707	6575	3100	47,15%
TAMBA	4340	4226	1863	44,08%
THIES	15131	14683	6499	44,26%
ZIGUINCHOR	10920	10328	6328	61,27%
SENEGAL	109927	106701	48238	45,21%

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE



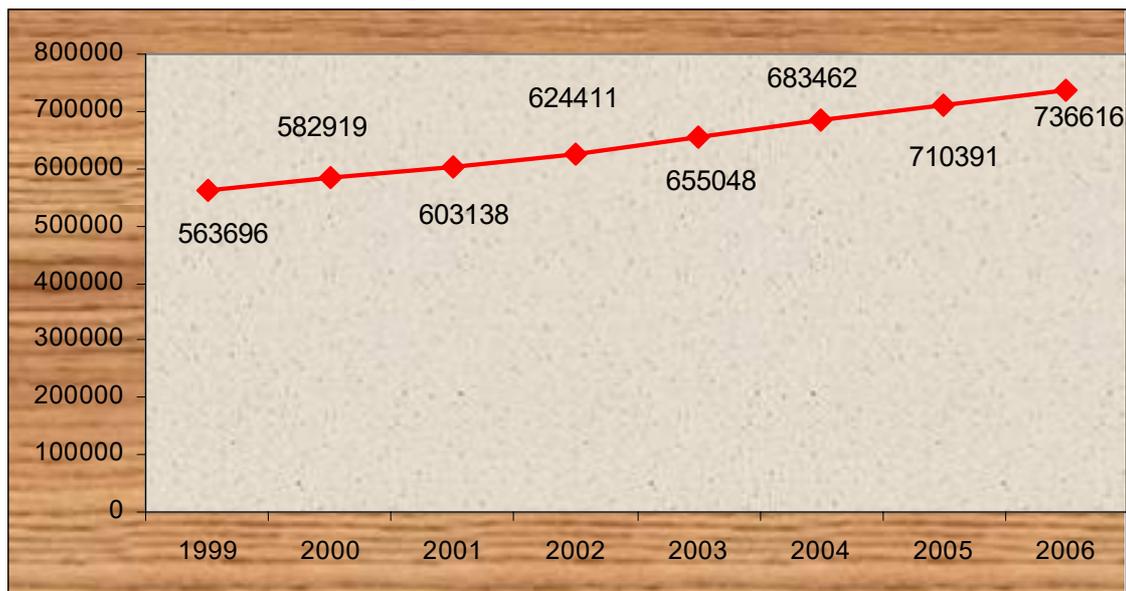
La demande potentielle d'éducation

La demande potentielle est définie comme étant le nombre d'enfants en âge de fréquenter un cycle donné. Pour le secondaire il s'agira des enfants âgés de 17 à 19ans. Au niveau national, l'effectif de cette tranche d'âge a connu un taux d'accroissement

moyen annuel de 3,90% entre 1999 et 2006 en passant de 563 696 à 736616.

La proportion de cette tranche d'âge dans la population totale est passée pour la même période de 6,27% à 6,89%.

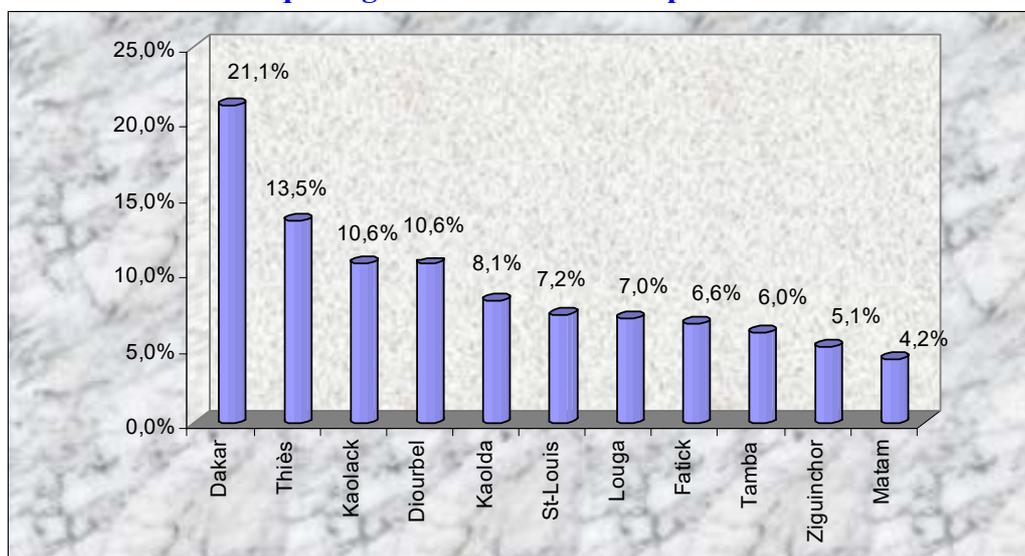
Evolution de la demande potentielle au niveau national entre 1999 et 2006



Du point de vue de la répartition de cette demande entre les différentes régions, Dakar se positionne en première place avec 21,1% suivi de Thiès 13,5%, Diourbel 10,6% et Kaolack 10,6%

Toutes les autres régions ont un pourcentage inférieur à 8,2%. La plus faible part revient aux régions de Matam et Ziguinchor avec respectivement 4,2% et 5,1%.

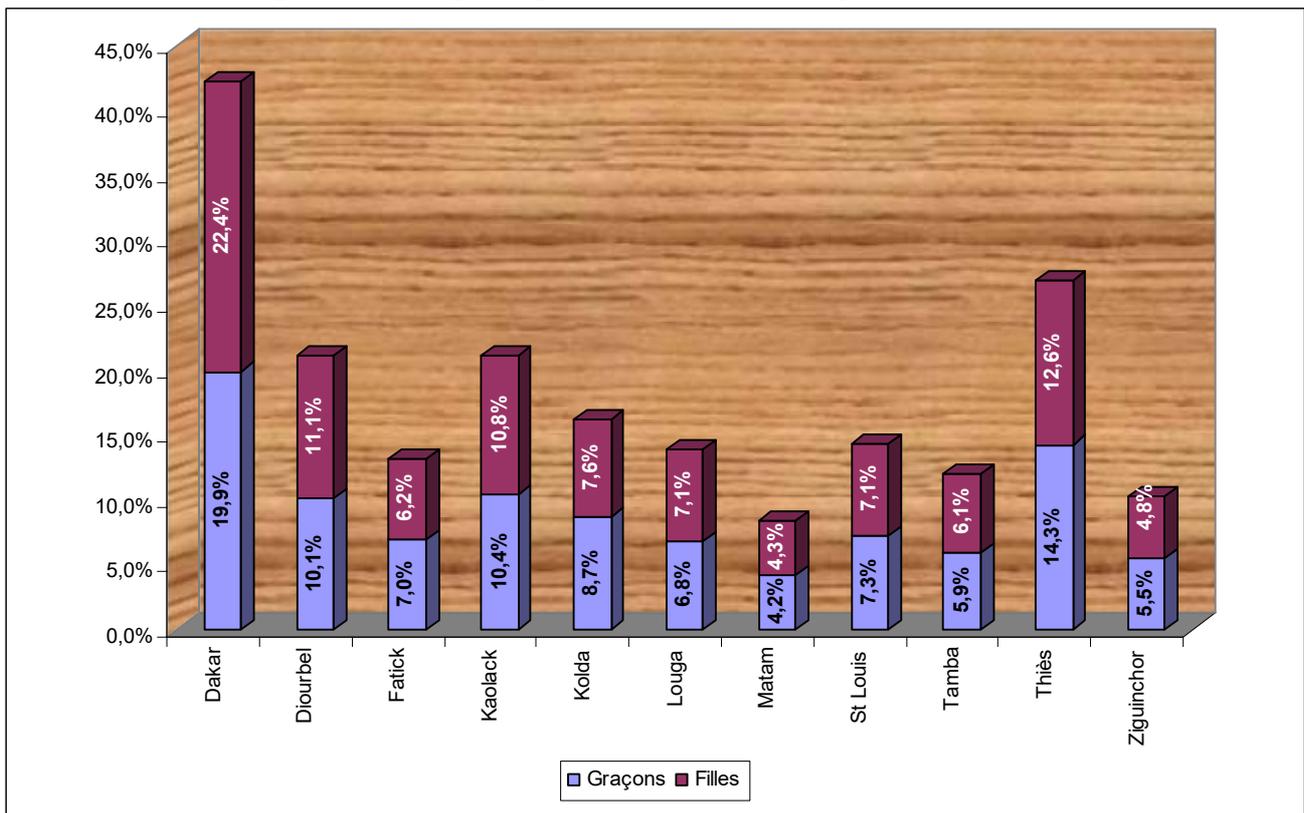
Part de chaque région dans la demande potentielle en 2006



Au niveau genre, c'est la région de Dakar suivie de celles de Thiès, Kaolack et Diourbel qui ont les plus grandes parts dans la population des garçons scolarisables. Dans la population féminine en âge de fréquenter le

secondaire c'est Dakar qui se positionne en tête. Elle est suivie par Thiès et Diourbel. Dans les régions de Fatick, Kolda, Louga et Ziguinchor la part des filles dans la population scolarisable, en 2006, est inférieure à celle des garçons.

Part selon le genre de chaque région dans la demande potentielle en 2006 (ANSD)



L'évolution du réseau d'établissements d'enseignement secondaire général

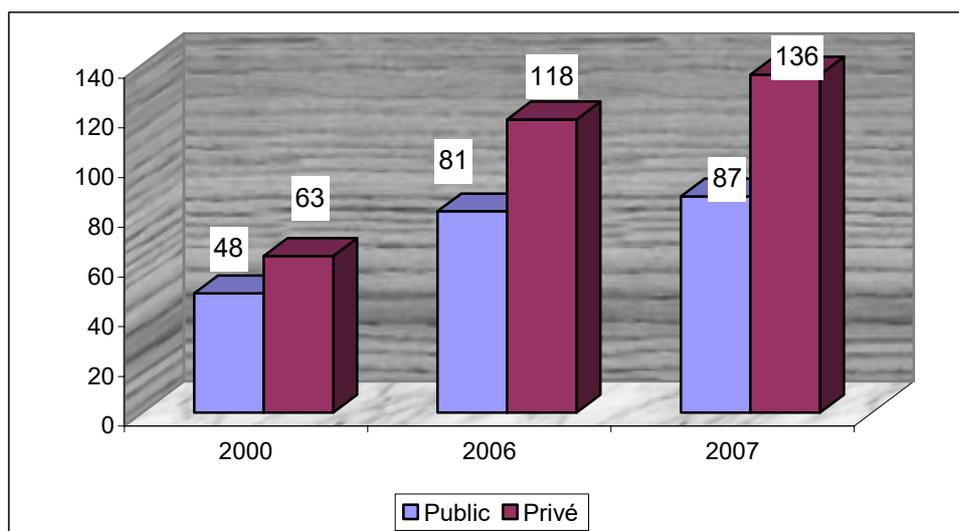
Le Réseau de l'enseignement secondaire couvre aujourd'hui 223 établissements contre 199 en 2006 soit un accroissement de 12%. Ces établissements sont soit des collèges dotés d'un second cycle, soit des lycées avec un premier cycle ou des lycées comprenant uniquement le second cycle. En 2000 il existait 111 établissements. Cette évolution du réseau est le résultat de la forte poussée du privé dont les établissements sont passés de 63 à 136 entre 2000 et 2007 soit une augmentation de 116%. Au même moment, les établissements publics ont vu leur nombre augmenter de 81,2%. Cependant, le nombre d'établissements publics a connu un accroissement de 7,4% entre 2006 et 2007 contre 68,75% entre 2005 et 2006. Ce ralentissement de la progression s'explique dans une certaine

mesure par la faiblesse des investissements consentis dans le moyen en termes d'infrastructures d'accueil.

Le nombre de classes pédagogiques entre 2000 et 2006 est passé de 1681 à 2373 classes soit un accroissement de 41,1% sur la période. La part du privé est de 25% en 2007 contre 62% en 2006.

Si on rapporte le nombre de classes pédagogiques à l'effectif des élèves on se retrouve avec un ratio de 44,5/groupe pédagogique s'approchant ainsi de la norme du PDEF qui est de 45 élèves par GP.

Evolution des établissements scolaires entre 2000 et 2007



Ecoles dispensant un enseignement secondaire en 2007

Statut	1er et 2ème cycle	2ème cycle	Total
Public	16	2	18
Privé	5	2	7
	21	4	25
Public	32	37	69
Privé	125	4	129
	157	41	198
Total	178	45	223

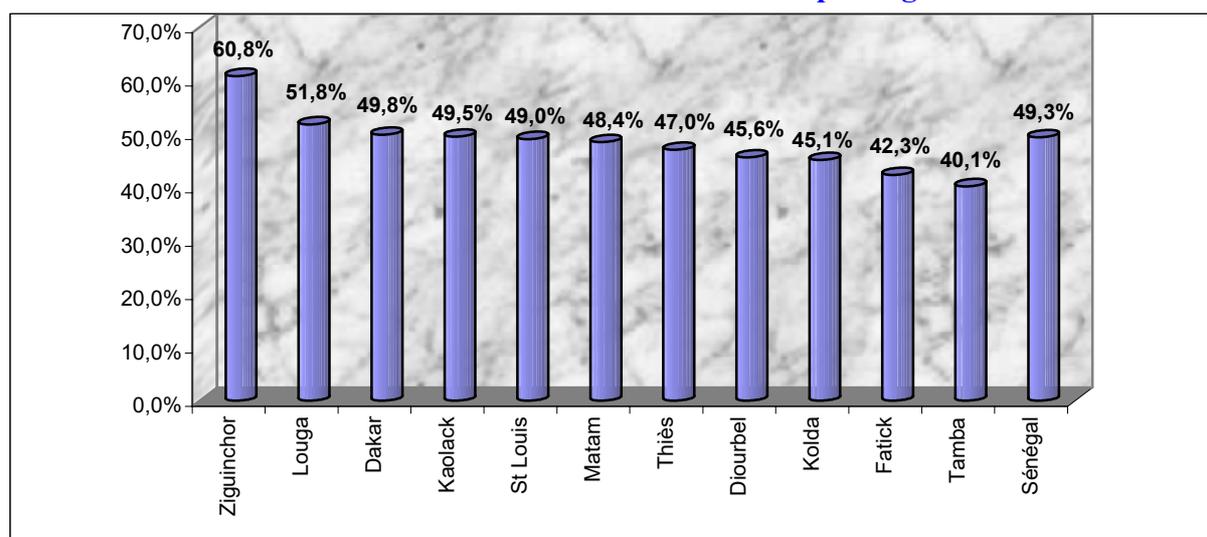
L'accès à l'enseignement secondaire général

Le passage du premier cycle du secondaire au second cycle est jusqu'ici conditionné, par l'obtention d'une moyenne annuelle de 10/20. Le passage en seconde n'étant pas lié à l'obtention du Brevet de Fin d'Etudes Moyennes (BFEM), fait que le taux de transition de la classe de troisième du collège à la classe de seconde est supérieur au taux de réussite au BFEM. Signalons toutefois qu'une portion des élèves de troisième s'oriente vers les établissements de formation professionnelle ou pédagogique. En 2007, le taux de transition de la troisième au secondaire général est de 49,3 contre 44,5% en 2006 soit un bond de 4,8 points de pourcentage. Globalement, le taux de transition a connu une hausse dans toutes les régions en 2007. Les régions de Ziguinchor, Louga, Dakar et Kaolack sont au dessus des performances nationales.

Comme le montre le graphique ci-dessous, en 2007, sept régions sur les onze ont enregistré un taux de transition inférieur à la moyenne nationale alors qu'elles n'étaient que quatre en 2006. Le taux le plus élevé est atteint à Ziguinchor avec 60,8% et le plus bas à Tamba avec 40,1%.

Par ailleurs, les élèves sont moins attirés par les séries scientifiques. Sur l'ensemble des nouveaux inscrits en seconde, seuls 37,5% fréquentent les séries scientifiques en 2007 contre 36,5% en 2006. Les garçons avec (42%) s'orientent plus que les filles (30,8%) vers ces séries. Dans les régions, la plus forte proportion d'élèves orientés dans les séries scientifiques est enregistrée à Dakar, Diourbel et Thiès et la plus faible à Kolda qui occupait également la dernière place en 2006.

. Taux de transition de la troisième à seconde la par région en 2007



Part des nouveaux en seconde, inscrits dans les séries scientifiques en 2007

IA	Garçons	Filles	Total
Dakar	52,7%	36,2%	45,2%
Diourbel	48,5%	37,8%	44,8%
Fatick	38,3%	28,1%	34,7%
Kaolack	37,0%	28,9%	34,5%
Kolda	24,3%	15,9%	21,9%
Louga	36,0%	31,7%	34,4%
Matam	29,2%	33,7%	30,9%
St Louis	40,1%	22,2%	32,5%
Tamba	40,1%	35,0%	38,6%
Thiès	48,6%	34,0%	42,4%
Ziguinchor	26,4%	16,4%	22,8%
Sénégal	42,0%	30,8%	37,5%

L'évolution des effectifs de l'enseignement secondaire général

L'évolution des effectifs a enregistré une hausse de 10,4% en moyenne par an entre 2000 et 2007. Ce qui s'est traduit par un surplus de 17 281 élèves contre 29 654 en 2006. L'augmentation des effectifs est plus importante dans les régions de Matam, Kolda, Louga et Tambacounda avec respectivement un taux d'accroissement moyen annuel (TAMA) de 38,5%, 27,2%, 21,1% et 20,4% entre 2004 et 2007. La région de Dakar, avec 4,7%, a le TAMA le plus faible.

La participation féminine quant à elle reste encore très faible et n'a connu qu'une légère augmentation en passant de 38% en 2000 à 39,1% en 2007. Les régions de Dakar (45,8%),

Saint-Louis (40,2%) et Thiès (40%) sont les seules où la part des filles dans les effectifs est supérieure à la moyenne nationale en 2006.

La part du public dans les effectifs a diminué de 2,3% entre 2000 (80,8%) et 2007 (78,5%). Elle reste cependant encore élevée par rapport à l'objectif de 65% qui était prévu pour 2007. La plus forte baisse est enregistrée à Thiès avec -14,6% et la plus faible à Kolda avec -1,3%. Les régions de Kaolack et Ziguinchor avec respectivement 1,3% et 0,5% sont les seules où l'évolution de la part du public est positive. La région de Matam est la seule qui n'abrite pas le privé.

Evolution des effectifs et de la participation féminine

IA	2000		2004		2006		2007		TAMA Effectifs 2004/07	Ecart %Filles 2004/07
	Total	%Filles	Total	%Filles	Total	%Filles	Total	%Filles		
Dakar	27651	45,3%	35735	45,3%	38085	47,3%	41060	45,8%	4,7%	0,5%
Diourbel	1803	30,2%	2776	31,9%	3878	34,1%	4223	34,2%	15,0%	2,3%
Fatick	1725	31,8%	2947	34,5%	3206	37,0%	4869	36,6%	18,2%	2,1%
Kaolack	4336	29,6%	5192	30,4%	5290	31,2%	7505	31,7%	13,1%	1,3%
Kolda	1977	20,0%	2429	22,5%	3330	22,6%	4994	26,4%	27,2%	3,8%
Louga	1533	34,1%	2387	30,9%	2894	33,5%	4237	38,7%	21,1%	7,8%
Matam	3349	35,1%	374	23,3%	640	29,7%	993	31,4%	38,5%	8,2%
St Louis			4222	38,9%	5059	39,5%	5673	40,2%	10,3%	1,3%
Tamba	1069	26,6%	1687	31,8%	2432	28,6%	2948	29,7%	20,4%	-2,1%
Thiès	9050	37,4%	11494	38,1%	12798	38,7%	15141	40,0%	9,6%	1,9%
Ziguinchor	6490	26,6%	9383	29,4%	11025	32,4%	14275	31,8%	15,0%	2,4%
Sénégal	58983	38,0%	78626	38,6%	88637	39,8%	105918	39,1%	10,4%	0,5%

Evolution de la part du public dans les effectifs

Académie	Effectif 2000		Effectif 2006		Effectif 2007		Evolution 2000-2007
	Total	%Public	Total	%Public	Total	%Public	
Dakar	27 651	71,2%	38 085	67,6%	41 060	69,6%	-1,6%
Diourbel	1 803	100,0%	3 878	95,0%	4 223	94,1%	-5,9%
Fatick	1 725	100,0%	3 206	94,4%	4 869	97,9%	-2,1%
Kaolack	4 336	87,1%	5 290	89,1%	7 505	88,4%	1,3%
Kolda	1 977	90,8%	3 330	89,9%	4 994	89,5%	-1,3%
Louga	1 533	96,0%	2 894	81,5%	4 237	84,5%	-11,5%
Matam	215	100,0%	640	100,0%	993	100,0%	0,0%
St Louis	3 134	97,5%	5 059	93,7%	5 673	91,5%	-6,0%
Tamba	1 069	100,0%	2 432	91,0%	2 948	92,6%	-7,4%
Thiès	9 050	90,6%	12 798	81,1%	15 141	76,0%	-14,6%
Ziguinchor	6 490	74,7%	11 025	82,8%	14 275	75,2%	0,5%
SENEGAL	58 983	80,8%	88 637	78,6%	105 918	78,5%	-2,3%

La participation

Malgré l'existence du secondaire technique et des établissements de formation professionnelle, l'enseignement secondaire général constitue la destination privilégiée des élèves en provenance des collèges. Entre 2000 et 2007, la part du secondaire général dans la scolarisation des populations d'âge légal est passée de 9,9% à 14,3% pour le global. Pour la même période les TBS des garçons et des filles sont passés respectivement de 13,1% à 17,16% et 7,1% à 11,48%. En 2006, le TBS global a connu un

gain de 4,4 points de pourcentage par rapport à 2000.

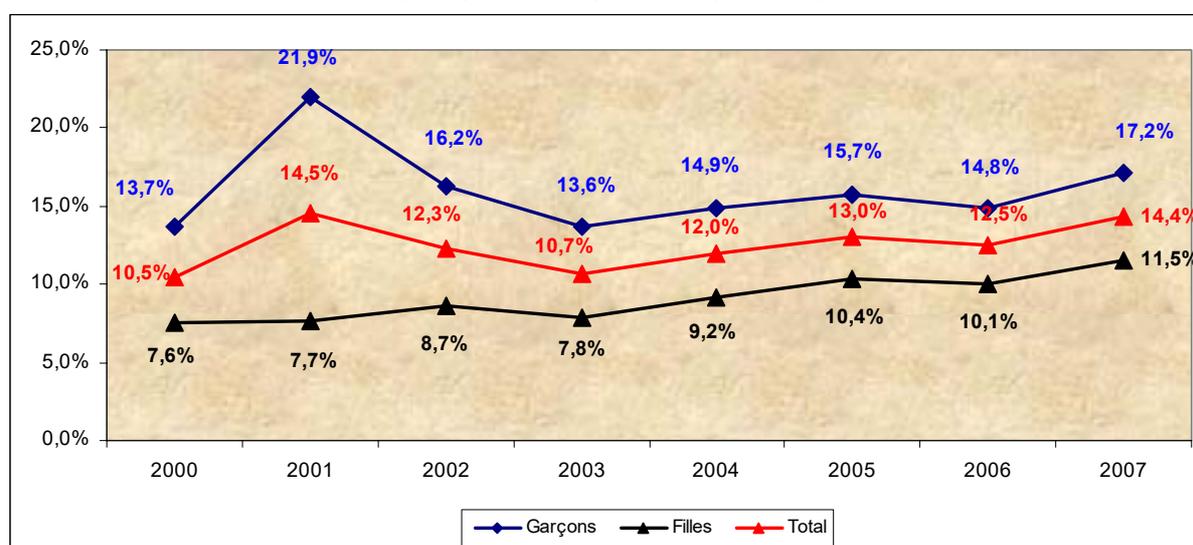
L'indice de parité, encore faible, a enregistré une légère augmentation en faveur des filles en passant de 0,55 en 2000 à 0,58 en 2007.

Au niveau des régions, en 2007, trois sur les onze ont enregistré un taux brut de scolarisation supérieur à la moyenne nationale. Il s'agit de Ziguinchor (37,82%), Dakar (26,39%), Thiès (15,26%). La région de Matam a le taux le plus faible avec seulement (3,18%).

Taux brut de scolarisation par région et sexe en 2007

IA	Garçons	Filles	Total
DAKAR	29,76%	23,28%	26,39%
DIOURBEL	7,33%	3,62%	5,43%
FATICK	11,69%	7,97%	9,98%
KAOLACK	13,15%	6,11%	9,63%
KOLDA	11,31%	4,82%	8,35%
LOUGA	10,16%	6,35%	8,25%
MATAM	4,34%	2,02%	3,18%
SAINT LOUIS	12,37%	8,95%	10,72%
TAMBACOUNDA	9,30%	3,99%	6,66%
THIES	16,95%	13,28%	15,26%
ZIGUINCHOR	47,46%	26,36%	37,82%
SENEGAL	17,16%	11,48%	14,38%

Evolution du TBS entre 2000 et 2007



La taille des classes pédagogiques

Au niveau national, l'objectif de 45 élèves par groupe est atteint en cette année même si ce chiffre cache des disparités. En effet, le ratio en seconde (49) dépasse l'objectif. Au niveau des classes de première (40) et terminale (44) le ratio est encore légèrement en deçà de la norme. Hormis Ziguinchor (53), Kaolack (48), Diourbel (48) et Dakar (46), le ratio est partout ailleurs inférieur à l'objectif. Dans le public, cette moyenne est supérieure à l'objectif de deux unités. Elle atteint 53 en

classe de seconde, 42 en première et 44 en classe de terminale. Cinq régions sur les onze ont un ratio élève/groupe pédagogique supérieur à la norme posant ainsi le problème de la qualité de l'encadrement pédagogique dans les établissements publics.

En comparant les moyennes au niveau national et celles du public on constate que l'expansion du privé liée à la diversification de l'offre éducative contribue à réduire la taille moyenne des classes pédagogiques.

Ratio élèves/groupe pédagogique dans le public et le privé

IA	Seconde	Première	Terminal	Total
Dakar	49	40	47	46
Diourbel	57	45	41	48
Fatick	51	36	34	41
Kaolack	58	44	41	48
Kolda	45	35	40	41
Louga	44	41	37	41
Matam	42	35	35	38
St Louis	38	32	30	33
Tamba	52	37	34	42
Thiès	45	40	46	44
Ziguinchor	59	45	55	53
Sénégal	49	40	44	45

Ratio élèves/groupe pédagogique dans le public

IA	Seconde	Première	Terminal	Total
Dakar	54	44	48	49
Diourbel	59	45	41	48
Fatick	51	36	34	41
Kaolack	68	48	47	55
Kolda	45	36	39	41
Louga	46	41	37	42
Matam	42	35	35	38
St Louis	40	31	30	34
Tamba	55	36	34	43
Thiès	51	46	51	49
Ziguinchor	58	45	52	52
Sénégal	53	42	44	47

La disponibilité des manuels scolaires

Soucieux du relèvement du niveau des acquis scolaires des élèves, et conscient de la place du livre dans la formation de ces derniers, l'Etat s'est inscrit dans la perspective de doter chaque lycéen de cinq manuels d'ici 2010.

Mais malgré les efforts consentis dans ce domaine, le ratio manuels/élève reste encore faible même s'il a plus que doublé entre 2005 (1,4) et 2007 (2,9). Seules les régions de Louga avec un ratio de 5,2 livres/élève et Diourbel avec 5,1 ont atteint l'objectif. Cinq régions sur les onze ont réalisé des performances inférieures à la moyenne nationale.

Selon le niveau d'étude, le nombre moyen de manuels par élève est partout supérieur à 2,5 et atteint 3 en classes de première et terminale. La moyenne la plus élevée est celle en classe de première avec 3,2 livres/élève et la plus faible est celle de la seconde (2,6). Au niveau des régions de Matam (7,8), Louga (6,1), Diourbel (5,4), l'objectif de 5 manuels élèves est largement dépassé en classe de terminale. En dehors des dotations habituelles, des efforts importants devront par conséquent être faits prioritairement pour les classes de seconde de manière générale et spécifiquement pour les régions du Sud comme Kolda et Ziguinchor.

Ratio manuels/élève par région

IA	2005	2006	2007
Dakar	1,3	2,0	3,0
Diourbel	1,4	3,0	5,1
Fatick	2,1	4,0	2,9
Kaolack	0,4	2,5	2,4
Kolda	1,5	3,4	2,0
Louga	1,4	4,0	5,2
			3,7
St Louis	1,4	2,3	2,7
Tamba	2,7	2,2	2,7
Thiès	2,2	2,8	2,9
Ziguinchor	1,1	2,7	2,0
Sénégal	1,4	2,5	2,9

Répartition des manuels par niveau d'étude

IA	Seconde	Première	Terminale	Total
Dakar	2,8	3,5	2,8	3,0
Diourbel	4,7	5,2	5,4	5,1
Fatick	2,4	2,8	3,8	2,9
Kaolack	2,4	2,5	2,3	2,4
Kolda	1,8	2,2	2,3	2,0
Louga	4,5	5,4	6,1	5,2
Matam	2,5	3,4	7,8	3,7
St Louis	2,1	3,1	3,0	2,7
Tamba	1,8	3,5	3,4	2,7
Thiès	2,9	2,8	3,1	2,9
Ziguinchor	1,9	2,3	2,0	2,0
Total	2,6	3,2	3,0	2,9

La qualification du personnel enseignant des lycées et collèges

Pour être recruté comme professeur au niveau de l'enseignement moyen et secondaire général le postulant doit avoir comme diplôme académique au minimum le baccalauréat (BAC).

Les enseignants recrutés avec le niveau du BAC ou de la licence sont destinés à enseigner dans les collèges même si on retrouve quelques uns parmi eux au niveau du secondaire. Ceux qui sont recrutés avec la maîtrise ou un diplôme supérieur enseignant au niveau du secondaire.

En 2007, le diplôme académique représentant 86,6% soit 13938 enseignants du secondaire, a pu être déterminé suite à l'exploitation des résultats de la campagne

statistique. Tambacounda reste la première académie où presque tous les enseignants recensés ont précisé leur diplôme académique le plus élevé.

Pour déterminer la proportion d'enseignants ayant le diplôme académique requis, on a rapporté le nombre d'enseignants dont le diplôme académique est connu au total des enseignants. On constate qu'au niveau national, le pourcentage a peu régressé entre 2006 et 2007 en passant de 94,6% à 86,6%. Ceci est dû à l'importance du nombre des indéterminés. Cette évolution négative, entre 2006 et 2007, est observée dans presque toutes les régions

Part des enseignants ayant un diplôme académique

IA	Diplôme académique identifié	Diplôme académique non identifié
Dakar	80,2%	19,8%
Diourbel	87,7%	12,3%
Fatick	93,8%	6,2%
Kaolack	95,4%	4,6%
Kolda	86,2%	13,8%
Louga	94,4%	5,6%
Matam	89,5%	10,5%
St Louis	89,3%	10,7%
Tamba	98,3%	1,7%
Thiès	84,5%	15,5%
Ziguinchor	93,5%	6,5%
Sénégal	86,6%	13,4%

S'agissant du diplôme professionnel, seuls 37,3% des enseignants recensés ont mentionné leur diplôme professionnel. Thiès, Louga et Saint-Louis avec respectivement 50%, 48,3% et 47,1% sont les régions où les enseignants ont le plus déclaré avoir obtenu le diplôme pédagogique requis pour enseigner au cycle secondaire. On devrait plus ou moins avoir la même situation dans les autres régions si les documents de collecte et/ou la base de données étaient bien renseignés. C'est pourquoi des efforts restent à faire dans la collecte des

données notamment dans le remplissage du questionnaire et la saisie des données.

Les régions de Matam (22,8%) et Tamba (25,6%) constituent les IA où le personnel est le moins qualifié car ayant les parts les plus faibles en termes d'enseignants ayant le diplôme professionnel requis. Cette situation pourrait s'expliquer par l'affectation de vacataires nouvellement recrutés dans ces zones mais également par le départ à la retraite ou la mutation d'enseignants fonctionnaires chevronnés.

Part des enseignants ayant un diplôme professionnel

IA	Diplôme prof non déterminé	Diplôme prof déterminé
Dakar	63,5%	36,5%
Diourbel	66,9%	33,1%
Fatick	69,2%	30,8%
Kaolack	69,3%	30,7%
Kolda	65,3%	34,7%
Louga	51,7%	48,3%
Matam	77,2%	22,8%
St Louis	52,9%	47,1%
Tamba	74,4%	25,6%
Thiès	50,0%	50,0%
Ziguinchor	71,6%	28,4%
Sénégal	62,7%	37,3%

Les résultats de l'examen du baccalauréat session 2007

Il ressort du tableau ci-dessous que le taux de réussite au BAC reste encore faible avec une moyenne nationale n'atteignant même pas 50 %. Le taux de réussite par région est relativement proche de la moyenne nationale en dehors des régions de Fatick, Louga, Matam et Banjul. Le taux de présence est assez satisfaisant avec un pourcentage dépassant 96 % dans toutes les localités. La région de Dakar ainsi que Banjul se caractérisent par le nombre d'admis au premier

tour excédant celui au deuxième tour. Le nombre d'admis au second tour triple celui au premier tour dans la région de Ziguinchor où l'on enregistre le plus grand nombre d'admis au second tour. Le nombre de mentions (TB et AB) reste encore très faible comme en atteste le pourcentage élevé de la mention passable (91,30 %).

IA	INSCRITS	%Présents	ADMIS				MENTIONS			
			1groupe	2groupe	Total	%admis	TB	B	AB	PAS
BANJUL	31	96,7	12	8	20	66,7			4	16
DAKAR	22711	97,5	5371	5249	10620	48,0	5	149	1007	9459
DIOURBEL	1711	98,8	466	500	966	57,1		7	60	899
FATICK	1413	98,5	380	483	863	61,9		5	42	816
KAOLACK	3009	98,3	637	665	1302	44,0		8	107	1187
KOLDA	1797	98,4	242	490	732	41,4		1	16	715
LOUGA	1137	98,3	398	298	696	62,3		14	60	622
MATAM	215	93,5	74	58	132	65,7		2	7	123
ST- LOUIS	2497	98,2	598	717	1315	53,7	3	16	103	1193
TAMBA	888	98,1	214	278	492	56,5		5	27	460
THIES	6147	98,4	1411	1626	3037	50,2		17	198	2822
ZIGUINCHOR	5580	98,4	743	1520	2263	41,2		5	82	2176
SENEGAL	47136	97,9	10546	11892	22438	48,6	8	229	1713	20488

FINANCEMENT DE L'EDUCATION

Cette partie traite des indicateurs financiers du Programme Décennal de l' Education et de la Formation (PDEF). L'analyse porte sur les projections du modèle de simulation du PDEF (SIMULPDEF) qui a été actualisé en 2005 avec comme année de référence 2004 et les budgets votés et d'autre part sur l'exécution des budgets votés.

Dépenses publiques de l'Etat

Les dépenses publiques totales de l'Etat sur financement intérieur ont connu une nette progression au cours de la période 2000-2007 (une augmentation de 218,26 % entre 2000 et 2007). Elles dépassent largement les prévisions du SIMUL.

De 2006 à 2007, le budget général a enregistré une augmentation de 222,522 milliards soit 20,10% en valeur relative. L'année 2001 pourrait être considérée comme une année exceptionnelle du fait d'une subvention de l'ordre de 105 milliards à la SENELEC et à la

SONACOS. Ceci expliquerait la relative baisse du budget de 2002 par rapport à celui de 2001.

Au niveau de toute la période, le budget exécuté dépasse les prévisions du SIMUL.

Il dépasse également le budget voté sauf en 2005 où il a connu un taux d'exécution de 98,31%, soit un écart négatif de 15,588 milliards.

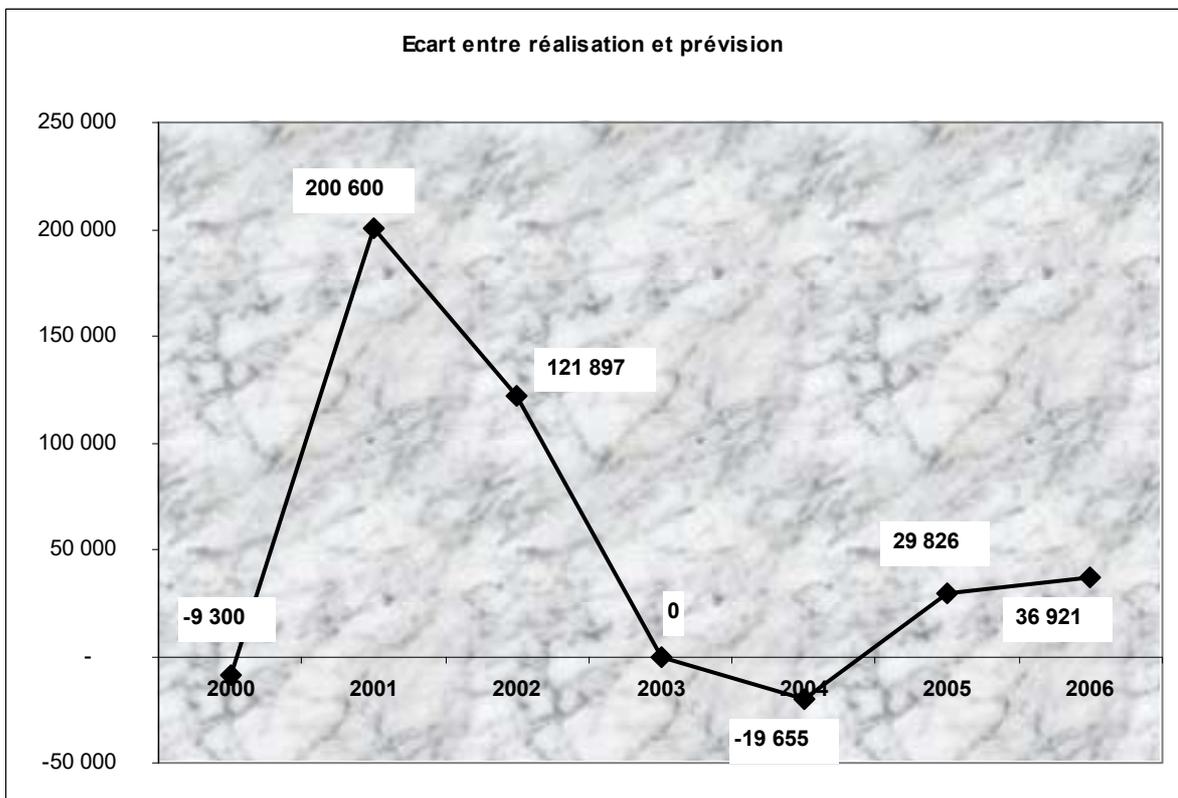
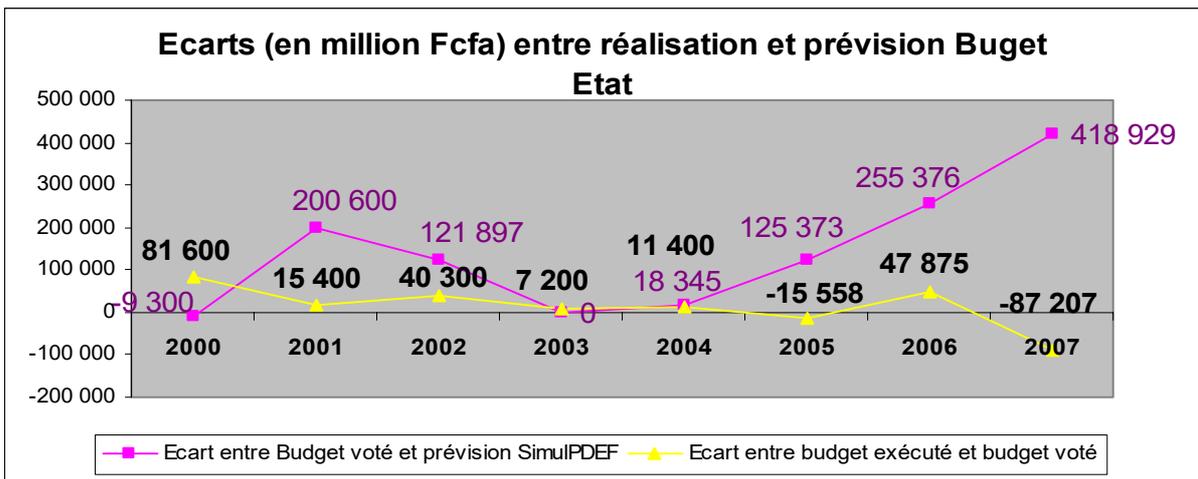
Les données relatives à l'exécution budgétaire de 2007 ne couvrent que les onze premiers mois de l'année.

Evolution entre 2000 et 2006 des dépenses publiques de l'Etat (en millions)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Dépenses publiques totales de l'Etat sur financement intérieur (prévision)	427 000	418 300	440 103	694 800	743 855	796 017	851 479
Dépenses publiques totales de l'Etat sur financement intérieur (réalisation)	417 700	618 900	562 000	694 800	724 200	825 843	888 400
Ecart entre réalisation et prévision	- 9 300	200 600	121 897	0	- 19 655	29 826	36 921

Evolution entre 2000 et 2007 des dépenses publiques de l'Etat (en millions)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Dépenses publiques totales de l'Etat sur financement intérieur (prévision SimulPDEF)	427 000	418 300	440 103	694 800	743 855	796 017	851 479	910 448
Dépenses publiques totales de l'Etat sur financement intérieur (Budget voté)	417 700	618 900	562 000	694 800	762 200	921 390	1 106 855	1 329 377
Ecart entre Budget voté et prévision SimulPDEF	-9 300	200 600	121 897	0	18 345	125 373	255 376	418 929
Dépenses publiques totales de l'Etat sur financement intérieur (réalisation: exécution budget)	499 300	634 300	602 300	702 000	773 600	905 832	1 154 730	1 242 170
Ecart entre budget exécuté et budget voté	81 600	15 400	40 300	7 200	11 400	-15 558	47 875	-87 207



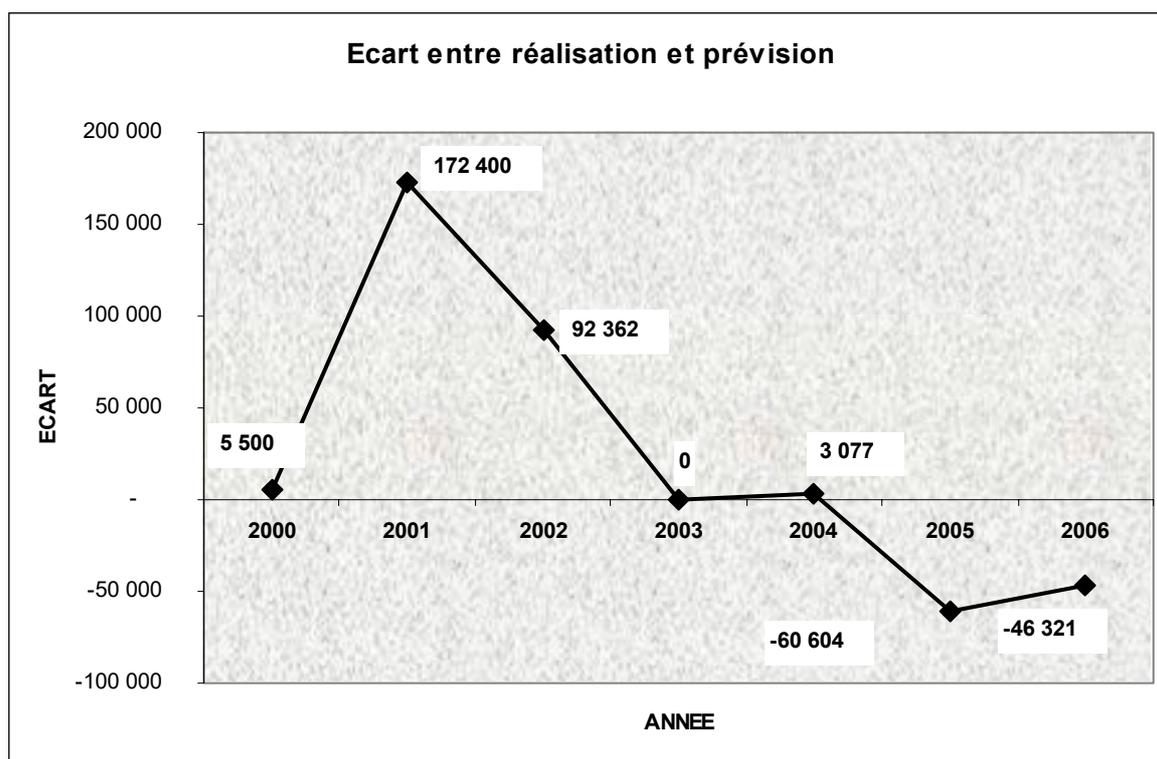
Dépenses de fonctionnement de l'Etat

Les dépenses de fonctionnement de l'Etat en termes de budget voté dépassent les prévisions de 2000 à 2007 sauf en 2003 qui a connu un écart nul du fait que le SIMUL a été réactualisé en prenant comme référence cette année.

Durant cette période, le budget exécuté a toujours dépassé celui voté. Même en 2007, la tendance peut être la même du fait que seul les onze premiers mois ont été considérés. Des actes modificatifs ont d'ailleurs été pris en ce sens pour une régularisation.

Evolution des dépenses de fonctionnement de l'Etat de 2000 à 2006

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Dépenses de fonctionnement de l'Etat (prévision)	316 300	310 700	327 338	483 000	518 923	557 139	597 791
Dépenses de fonctionnement de l'Etat (réalisation)	321 800	483 100	419 700	483 000	522 000	496 535	551 470
Ecart entre réalisation et prévision	5 500	172 400	92 362	0	3 077	- 60 604	- 46 321



Dépenses publiques de fonctionnement de l'Éducation

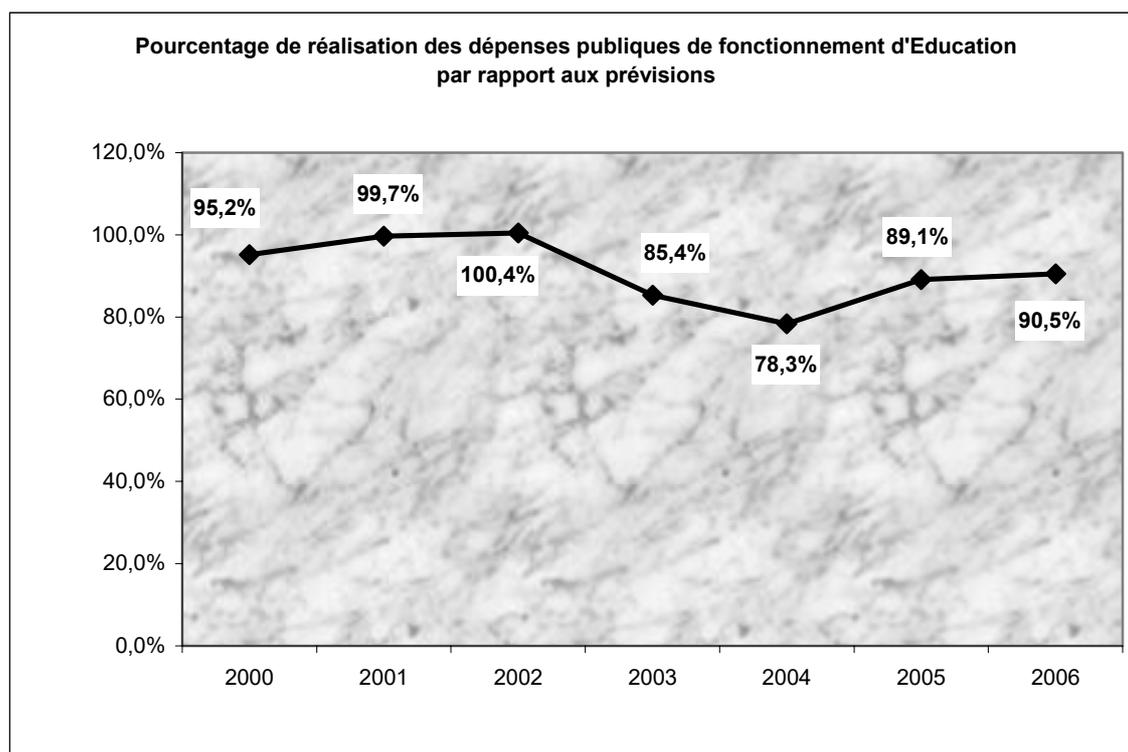
Les dépenses publiques de fonctionnement allouées à l'éducation ont connu une augmentation régulière avec un taux de croissance moyen de 12,69% passant ainsi de 99,376 milliards en 2000 à 225 milliards en 2007, soit 125,624 en valeur absolue et 126,41% en valeur relative. De 2006 à 2007, cette augmentation est de 11, 291 milliards en valeur absolue et 5,28% en valeur relative.

Par rapport au SIMUL, les réajustements opérés ont entraîné un fléchissement des taux de réalisation des dépenses publiques par rapport aux prévisions sur la période 2003-2007.

De la même manière que le budget global, l'exécution du budget de fonctionnement a connu durant la période des taux dépassant régulièrement les 100% excepté les années 2005 et 2006 où les performances étaient de l'ordre de 97,23% et 98,52% respectivement.

Evolution des dépenses publiques de fonctionnement de l'Éducation de 2000 à 2006

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Dépenses publiques de fonctionnement allouées à l'éducation (prévision)	104 379	102 531	108 021	149 100	204 975	220 070	236 128
Dépenses publiques de fonctionnement allouées à l'éducation (réalisation)	99 376	102 235	108 507	127 267	160 566	196 084	213 709
Pourcentage de réalisation des dépenses publiques de fonctionnement d'Éducation par rapport aux prévisions	95,2%	99,7%	100,4%	85,4%	78,3%	89,1%	90,5%



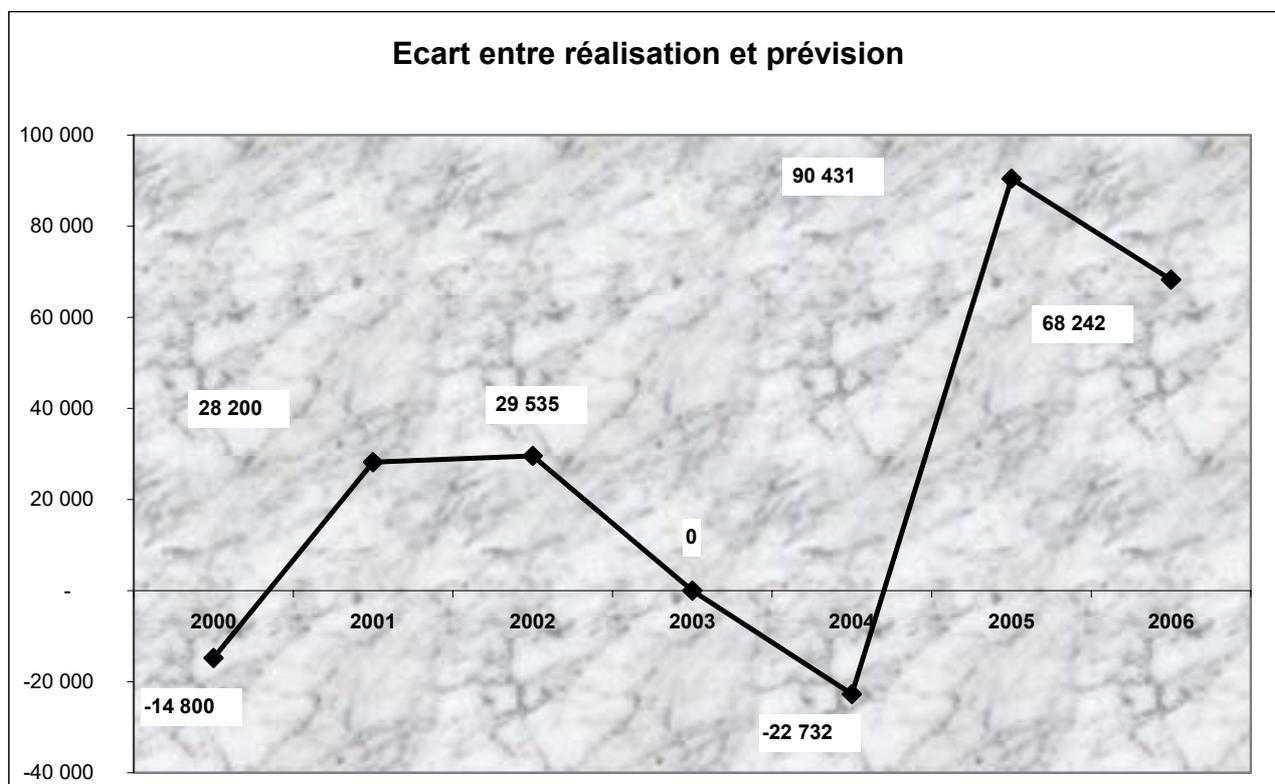
Dépenses en capital de l'Etat sur financement intérieur

Les dépenses en capital de l'Etat sur financement intérieur ont connu un croît significatif sur la période (460,71%, 441 823 milliards) dépensant ainsi le quintuple. En termes d'écart, seule l'année 2000 n'a pas atteint les prévisions ; ce qui pourrait s'expliquer par des chocs exogènes pour ces années.

L'exécution a connu des écarts en dents de scie. Elle n'a pas tenu compte de la partie complémentaire. Cependant, ceci n'est pas une entrave du fait des reports à nouveau.

Evolution des dépenses en capital de l'Etat de 2000 à 2006

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Dépenses en capital de l'Etat sur financement intérieur (prévision)	110 700	107 600	112 765	211 800	224 932	238 877	253 688
Dépenses en capital de l'Etat sur financement intérieur (réalisation)	95 900	135 800	142 300	211 800	202 200	329 308	321 930
Ecart entre réalisation et prévision	- 14 800	28 200	29 535	0	- 22 732	90 431	68 242



Dépenses publiques d'investissement allouées à l'Education

Malgré le dynamisme des investissements de l'Etat sur ressources intérieures, les dépenses d'investissement réalisées n'ont pas atteint les prévisions sur la période 2004-2006. Cependant, en valeur absolue, elles ont connu un croît significatif de 2000 à 2006 atteignant presque le triple. Cette croissance a cependant connu un tassement entre 2004 et 2006.

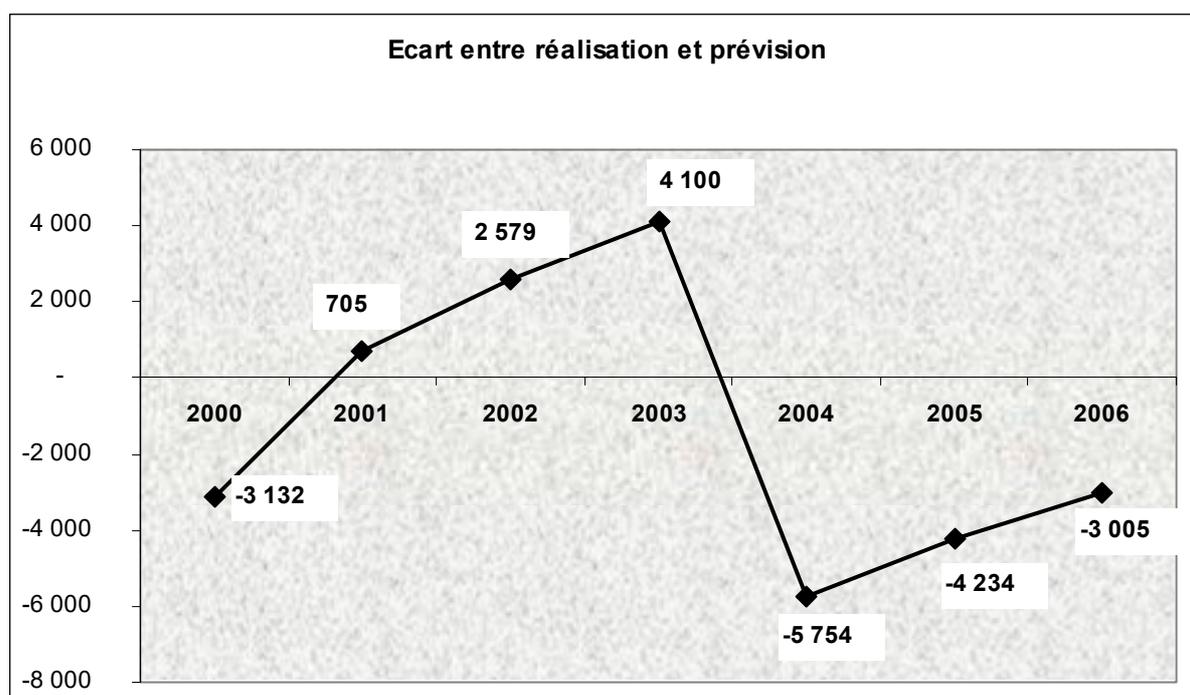
Excepté l'année 2004 où elles ont subi un léger fléchissement de l'ordre de -3,40%, les

dépenses d'investissement ont régulièrement augmenté sur la période avec un taux de croissance moyen de 29,98% passant de 5,724 milliards en 2000 à 32,100 milliards en 2007, soit 26,376 milliards en valeur absolue et 4,61% en valeur relative. De 2006 à 2007, cette augmentation est de 12,6 milliards en valeur absolue et 64,62% en valeur relative.

L'investissement ne subissant pas le principe de l'annualité, le taux d'exécution n'a pas été analysé.

Evolution des dépenses publiques d'investissement allouées à l'éducation de 2000 à 2006

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Dépenses publiques d'investissement allouées à l'éducation (prévision)	8 856	8 608	9 021	10 900	20 244	21 499	22 832
Dépenses publiques d'investissement allouées à l'éducation (réalisation)	5 724	9 313	11 600	15 000	14 490	17 265	19 827
Ecart entre réalisation et prévision	- 3 132	705	2 579	4 100	- 5 754	- 4 234	- 3 005



Dépenses publiques totales allouées à l'Éducation

Globalement sur l'ensemble de la période étudiée, le budget voté a régulièrement augmenté avec une croissance moyenne de 14% passant ainsi de 105,1 milliards en 2000 à 257,1 en 2007 ; soit une évolution de 152 milliards en valeur absolue et 144,62% en valeur relative. De 2006 à 2007, on note une augmentation de 23,891 milliards en valeur absolue soit 10,24% en valeur relative.

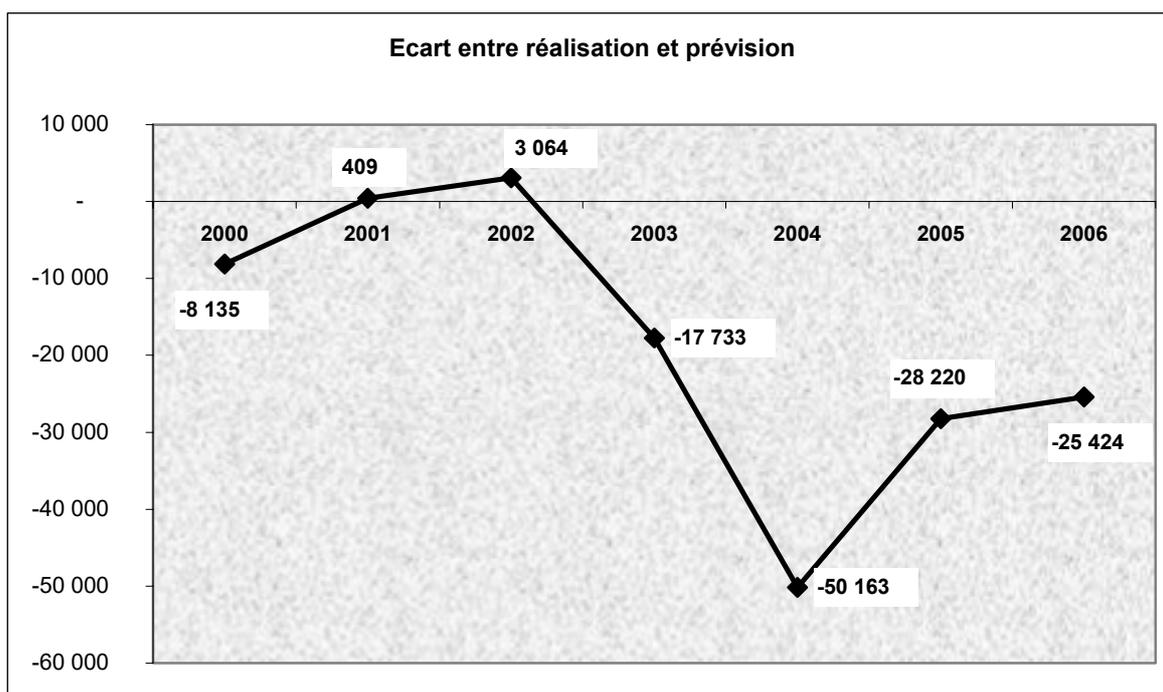
Par rapport au SIMUL, excepté les années 2001 et 2002 où on enregistre un léger dépassement, les dépenses publiques totales d'éducation n'ont pas atteint les prévisions. Cette situation

s'explique par le fait que bon nombre de partenaires ne s'étant pas prononcés durant la période transitoire 2003-2005, le SIMUL a été réajusté en 2003 en faisant supporter à l'Etat les gaps (les engagements traditionnellement attendus des partenaires extérieurs.)

L'exécution budgétaire a connu durant la période des taux dépassant régulièrement les 100% excepté les années 2005 et 2006 où les performances étaient de l'ordre de 97,45% et 98,65% respectivement.

Evolution des dépenses publiques totales allouées à l'Éducation de 2000 à 2006

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Dépenses publiques totales allouées à l'éducation (prévision)	113 235	111 139	117 043	160 000	225 219	241 569	258 960
Dépenses publiques totales allouées à l'éducation (réalisation)	105 100	111 548	120 107	142 267	175 056	213 349	233 536
Ecart entre réalisation et prévision	- 8 135	409	3 064	-17 733	- 50 163	- 28 220	- 25 424



Part des dépenses allouées à l'Education dans les dépenses de l'Etat

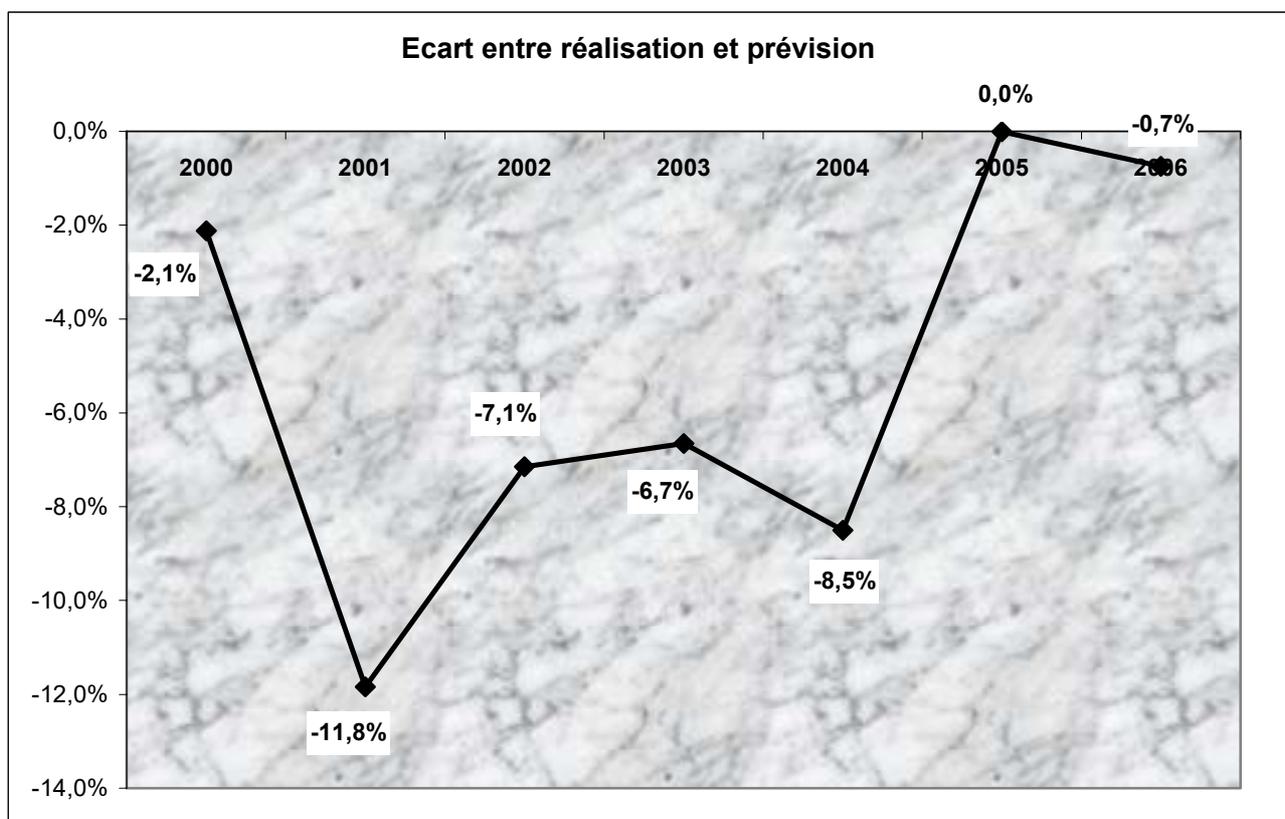
A- Part de l'Education dans les dépenses de fonctionnement de l'Etat

La part de l'éducation dans les dépenses de fonctionnement de l'Etat a régulièrement augmenté de 2000 à 2007. Cette augmentation est plus marquée à partir de

2003 avec l'option volontariste du Chef de l'Etat de porter cet indicateur à 40%. Ainsi, en 2004 il a été porté à 39,40% pour atteindre 40,25% en 2007.

Evolution de la part de l'Education dans les dépenses de fonctionnement de l'Etat de 2000 à 2006

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Part de l'éducation dans les dépenses de fonctionnement de l'Etat (prévision)	33,0%	33,0%	33,0%	33,0%	39,5%	39,5%	39,50%
Part de l'éducation dans les dépenses de fonctionnement de l'Etat (réalisation)	30,9%	21,2%	25,9%	26,3%	31,0%	39,5%	38,75%
Ecart entre réalisation et prévision	-2,1%	-11,8%	-7,1%	-6,7%	-8,5%	0,0%	-0,7%

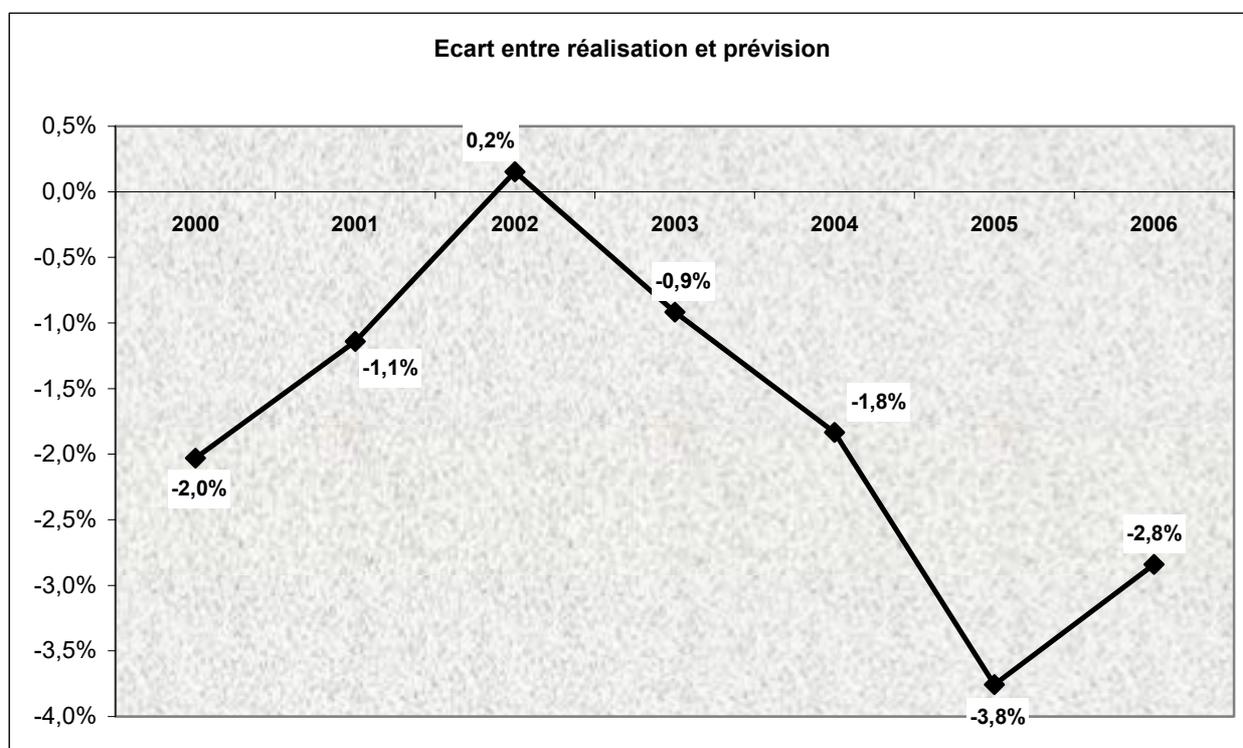


B- Part de l'Education dans les dépenses d'investissement de l'Etat

La part de l'Education dans les dépenses d'investissement de l'Etat a évolué en dents de scie sur la période 2000-2007 avec une moyenne de 6,71%. Cette part est portée à 8,23% dépassant du coup l'objectif assigné par le DSRP.

Evolution de la part de l'Education dans les dépenses d'investissement de l'Etat de 2000 à 2006

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Part de l'éducation dans les dépenses d'investissement de l'Etat (prévision)	8%	8%	8%	8%	9%	9%	9%
Part de l'éducation dans les dépenses d'investissement de l'Etat (réalisation)	6,0%	6,9%	8,2%	7,1%	7,2%	5,2%	6,2%
Ecart entre réalisation et prévision	-2,0%	-1,1%	0,2%	-0,9%	-1,8%	-3,8%	-2,8%



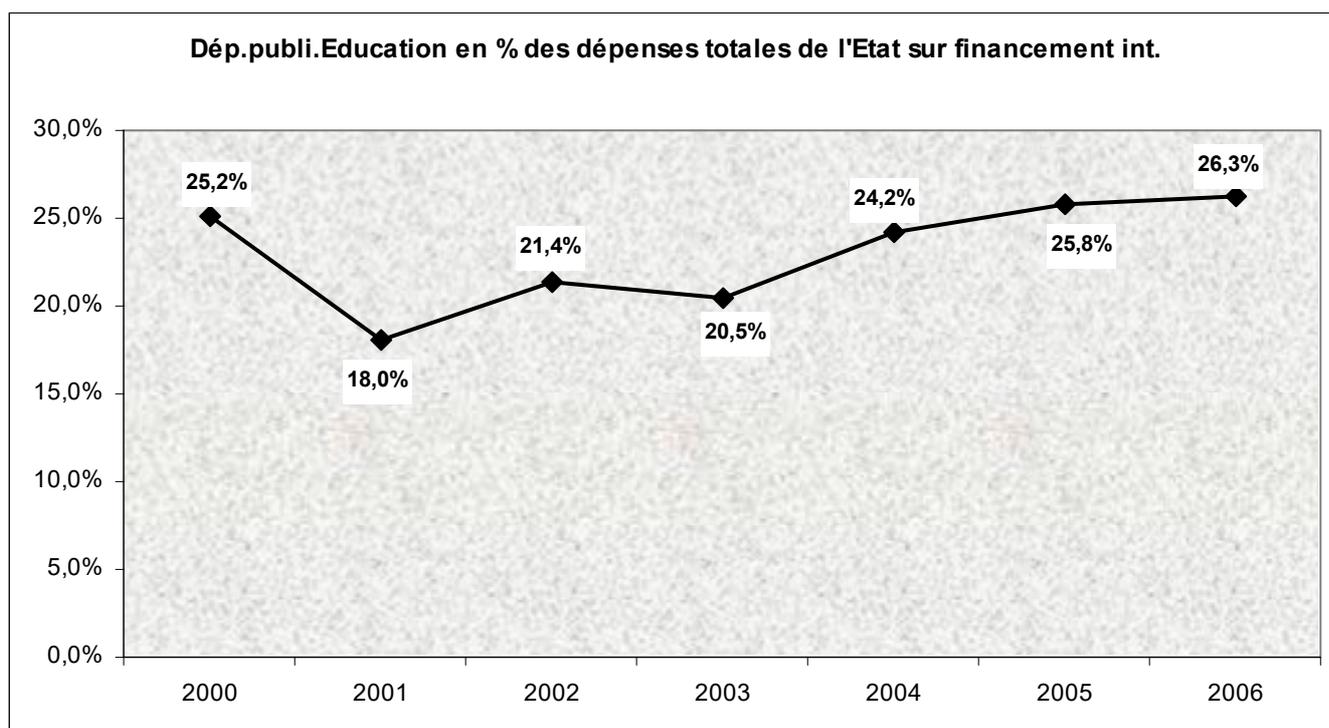
C- Part de l'Education dans le budget de l'Etat

En moyenne, si on considère la période 2000-2007, la part du budget de l'éducation dans le budget global (hors dette et charges non réparties) se situe à 29,43%. La prévision sur la

même période étant de 30, 35%, l'écart a été ramené à seulement -0,92%. Ce qui confirme les efforts du gouvernement dans le financement de l'éducation sur ressources intérieures.

Evolution de la part du budget de l'Education dans le budget de l'Etat sur financement intérieur entre 2000 et 2006

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Dépenses publiques totales de l'Etat sur financement intérieur (réalisation)	417 700	618 900	562 000	694 800	724 200	825 843	888 400
Total dépenses publiques d'éducation (réalisation)	105 100	111 548	120 107	142 267	175 056	213 349	233 536
Dép. publi. Education en % des dépenses totales de l'Etat sur financement int.	25,2%	18,0%	21,4%	20,5%	24,2%	25,8%	26,3%



Répartition fonctionnelle du budget de l'Education

La répartition des dépenses récurrentes, entre les différents niveaux d'enseignement public, est un paramètre clef du développement du système éducatif, dans une économie en développement. L'enseignement primaire continue d'absorber la plus grande partie de ces dépenses même si à l'exception de l'année 2003 où il a atteint les prévisions avec un écart de 4,1%, ce sous secteur qui reste la première priorité du gouvernement en matière d'éducation n'a pas atteint ses objectifs en matière d'allocation des ressources. Cependant, si en 2004, elle atteignait 42 %, elle a augmenté

en 2005 pour atteindre 45,04 et se stabiliser en 2006 à 45,3% à 0,76% de l'objectif (46,06).

La part de l'enseignement supérieur continue de baisser comme la politique l'a fixé sans atteindre l'objectif annuel. Cependant, aujourd'hui devrions-nous nous interroger sur la pertinence de cette politique avec la création de nouvelles universités (trois ont démarré en 2006).

L'enseignement technique et la formation professionnelle bien qu'étant la deuxième priorité de l'état en matière d'éducation et de formation n'a obtenu que 3,20% des dépenses de fonctionnement pour un objectif de 7,13%.

Evolution de la part de chaque sous-secteur dans le budget alloué à l'Education de 2000 à 2006

Part projetée de chaque sous-secteur - Etat	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Administration générale							
- % prévu		5,19%	5,07%	10,30%	8,64%	7,24%	6,07%
- % réalisé	10,50%	10,50%	10,50%	10,10%	10,50%	9,54%	5,20%
Ecart entre réalisé et prévu	10,50%	5,31%	5,43%	-0,20%	1,86%	2,30%	-0,87%
Préscolaire							
- % prévu		1,93%	1,65%	0,43%	0,46%	0,49%	0,53%
- % réalisé	0,70%	0,70%	0,80%	0,40%	1,00%	0,69%	0,70%
Ecart entre réalisé et prévu	0,70%	-1,23%	-0,85%	-0,03%	0,54%	0,20%	0,17%
Elémentaire							
- % prévu		38,42%	40,42%	44,00%	44,68%	45,37%	46,06%
- % réalisé	38,10%	38,40%	42,00%	48,10%	42,00%	45,04%	45,30%
Ecart entre réalisé et prévu	38,10%	-0,02%	1,58%	4,10%	-2,68%	-0,33%	-0,76%
Moyen							
- % prévu		13,45%	13,47%	7,50%	7,81%	8,14%	8,48%
- % réalisé	13,10%	12,50%	10,60%	7,50%	9,60%	8,44%	9,40%
Ecart entre réalisé et prévu	13,10%	-0,95%	-2,87%	0,00%	1,79%	0,30%	0,92%
Secondaire général							
- % prévu		9,13%	8,78%	7,50%	7,76%	8,02%	8,30%
- % réalisé	10,40%	8,50%	7,50%	7,10%	7,50%	9,39%	12,70%
Ecart entre réalisé et prévu	10,40%	-0,63%	-1,28%	-0,40%	-0,26%	1,37%	4,40%
Formation Professionnelle et Technique (FPT)							
- % prévu		5,12%	5,05%	3,70%	5,18%	6,31%	7,13%
- % réalisé	1,60%	3,30%	3,30%	3,00%	3,30%	3,10%	3,20%
Ecart entre réalisé et prévu	1,60%	-1,82%	-1,75%	-0,70%	-1,88%	-3,21%	-3,93%
Supérieur							
- % prévu		19,90%	19,25%	25,47%	24,41%	23,39%	22,41%
- % réalisé	25,60%	26,10%	25,30%	23,80%	26,10%	23,80%	23,50%
Ecart entre réalisé et prévu	25,60%	6,20%	6,05%	-1,67%	1,69%	0,41%	1,09%
Total	100%						

Le coût unitaire d'un élève par sous-secteur (public)

On enregistre des taux d'accroissement moyen annuel plus élevés pour le secondaire technique (20,20%), le moyen (12,35%), et l'élémentaire (8,74%). Cette situation pourrait s'expliquer :

- pour le secondaire technique par le coût élevé de la matière d'œuvre et la réduction des effectifs ;

- pour le moyen par l'élargissement de l'accès avec l'ouverture des collèges de proximité nécessitant le recrutement de nouveaux enseignants pour des effectifs relativement réduits au démarrage ;

- pour l'élémentaire par l'objectif de scolarisation universelle.

En pourcentage du PIB/tête sur la période 2004-2006, on note une légère augmentation (10% à 12%) au préscolaire, une stagnation (14%) à l'élémentaire, une forte augmentation (21% à 42%) au moyen, une baisse appréciable

(85% à 61%) au secondaire général, une légère augmentation (222% à 231%) au secondaire technique et une baisse (239% à 217%) au supérieur.

Malgré tout, le coût unitaire par élève reste élevé au Sénégal quel que soit le niveau d'enseignement. Ceci est illustré avec la comparaison avec quelques pays de l'UEMOA en 2000 où le coût unitaire par élève en pourcentage du PIB/tête pour le secondaire et le supérieur est beaucoup plus élevé au Sénégal.

Le niveau comparable de l'élémentaire (12%) avec le Togo et le Bénin peut s'expliquer par la politique de recrutement des volontaires et un réseau moyen d'écoles élémentaires. Mais cette situation pourrait changer en 2006 après six années de mise en œuvre du programme décennal et la politique d'intégration et de revalorisation du salaire des volontaires et des maîtres contractuels (14% en 2006).

Evolution du coût par élève et par sous-secteur de 2000 à 2006 en volume

Coûts unitaires par sous secteur dans le public	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	TAMA 2000-2006
	Education préscolaire	49 526	49 526	49 526	59 322	41 553	47 703	54 764
Primaire	38 425	40 434	45 686	41 593	57 268	59 557	61 938	8,74%
Moyen	99 891	92 274	78 714	57 711	84 206	103 673	186 241	12,35%
Secondaire Général	217 727	187 452	167 471	233 673	336 898	302 802	272 157	3,57%
Secondaire Technique	428 952	658 467	1 216 498	767 972	880 979	955 150	1 035 565	20,20%
Enseignement supérieur	946 852	917 825	980 848	948 508	949 060	959 472	969 998	0,35%
PIB/tête	329 583	344 103	362 515	384 142	397 423	421 638	447 328	

Evolution du coût par élève et par sous-secteur de 2000 à 2006 en pourcentage du PIB/tête

Coûts unitaires par sous secteur dans le public	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Education préscolaire	15%	14%	14%	15%	10%	11%	12%
Primaire	12%	12%	13%	11%	14%	14%	14%
Moyen	30%	27%	22%	15%	21%	25%	42%
Secondaire Général	66%	54%	46%	61%	85%	72%	61%
Secondaire Technique	130%	191%	336%	200%	222%	227%	231%
Enseignement supérieur	287%	267%	271%	247%	239%	228%	217%

Comparaison avec quelques pays africains en 2000

Pays	Primaire	Secondaire	Supérieur
Sénégal	12%	66%	287%
Cote d'Ivoire	16%	45%	126%
Bénin	12%	18%	154%
Togo	11%	24%	215%

Dépenses publiques d'éducation en pourcentage du PIB

Au cours de la période 2003-2006, en termes de réalisation, les dépenses publiques d'éducation en pourcentage du PIB n'ont pas toujours atteint les prévisions même si elles enregistrent une légère augmentation.

Les dépenses publiques totales d'éducation représentent 4,8 % du PIB en 2006 et, en projection 5,57%.

Ce ratio place le Sénégal au-dessus de la moyenne des pays africains qui se situe à 2,8 %. Cependant, il est encore en deçà du niveau requis pour atteindre la scolarisation universelle (6 %). Le tableau sur les coûts unitaires montre que le Sénégal fait partie des pays qui dépensent relativement le plus pour l'éducation en Afrique.

Evolution des dépenses d'éducation en pourcentage du PIB de 2003 à 2006

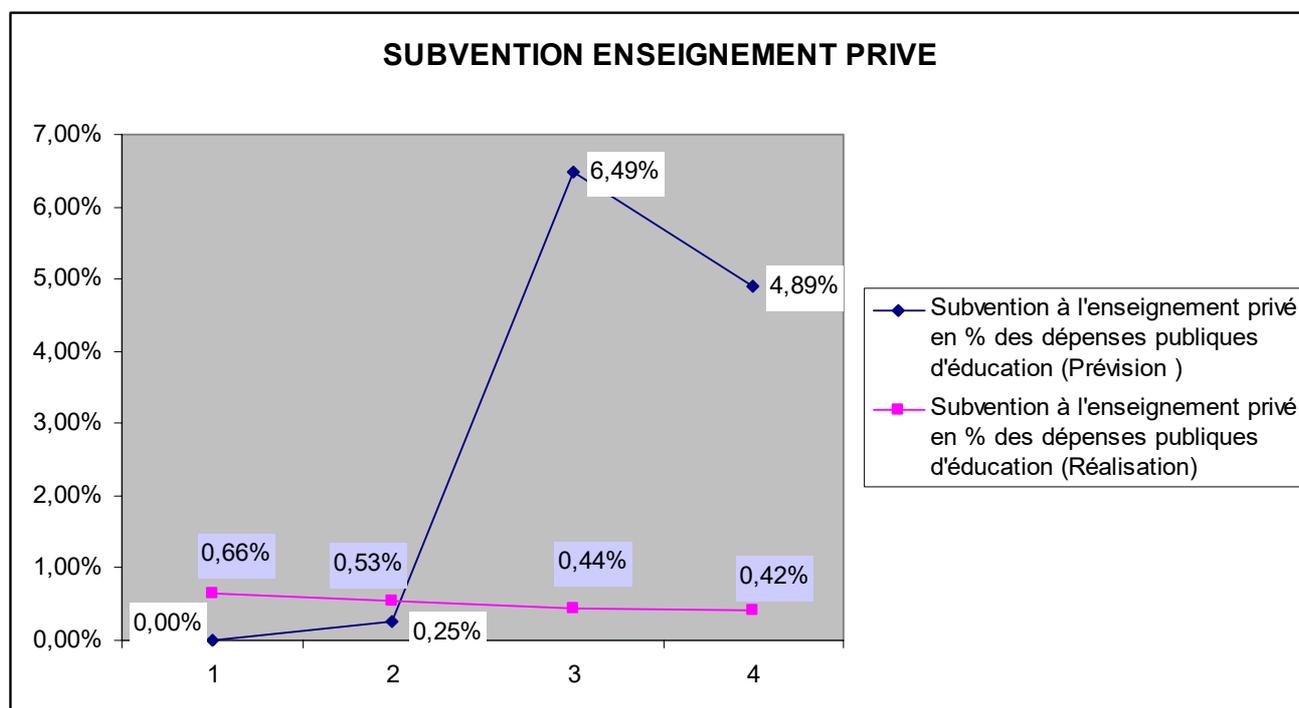
	2003	2004	2005	2006
Dépenses publiques d'éducation en pourcentage du PIB (prévision)	4,1%	5,5%	5,5%	5,57%
Dépenses publiques d'éducation en pourcentage du PIB (réalisation)	3,4%	4,1%	4,6%	4,8%
Ecart entre réalisation et prévision	-0,7%	-1,4%	-0,9%	-0,8%

Subvention à l'Enseignement Privé

Cette subvention est très loin des prévisions sur la période 2003-2006. Elle se situe à 0,44% en 2005 et 0,42% en 2006. Cette situation pourrait s'expliquer par une stagnation en termes de réalisation de cette subvention alors qu'elle a connu une croissance

exponentielle entre 2004 et 2005-2006 en termes de prévision. Ce niveau n'est pas en adéquation avec la politique du programme dans le soutien du privé pour qu'il puisse accueillir beaucoup plus d'enfants et d'assurer un enseignement de qualité.

	2003	2004	2005	2006
Subvention à l'enseignement privé (Prévision)	0	573	15 686	12 675
Enseignement privé préscolaire	50	50	50	50
Enseignement privé technique	58,05	58,05	58,05	58,05
Enseignement privé	827,16	827,16	827,16	877,16
Total subvention (réalisation)	935,21	935,21	935,21	985,21
Subvention à l'enseignement privé en % des dépenses publiques d'éducation (Prévision)	0,00%	0,25%	6,49%	4,89%
Subvention à l'enseignement privé en % des dépenses publiques d'éducation (Réalisation)	0,66%	0,53%	0,44%	0,42%



Contribution par bailleurs au financement de l'Education

Les dépenses totales d'éducation en pourcentage du PIB se situent à 6,30% en 2006, niveau appréciable permettant la scolarisation universelle ; ces dépenses se situent à 5,45% hors ménages.

Le secteur de l'éducation continue de bénéficier ainsi d'une attention particulière de la part des différents bailleurs dans un contexte de croissance de l'économie nationale relativement élevée.

L'évolution en pourcentage montre la prééminence de l'Etat comme source de financement, puisqu'il fournit plus des trois quarts des ressources. On note une légère diminution de cette part qui est tombée de 77 % en 2004 à 76 % en 2006. Les ménages

constituent la deuxième source de financement. Leurs dépenses représentent, en effet, 14 % du volume total de ressources mobilisées en 2005. Ce pourcentage de 2005 a légèrement baissé en 2006 (13%). Cependant, on note un effritement de cette part qui équivalait à 19 % en 2003. Les partenaires financiers et techniques viennent en troisième position, leur contribution correspondant à 8 % des ressources en 2005 et 9% en 2006, soit une progression de 2 points par rapport à 2004. Les collectivités locales stagnent à 1% alors qu'un taux de croissance annuel de 2% était souhaité pour que la contribution puisse atteindre 10% en 2010.

Evolution de la contribution par bailleur dans le financement de l'Education (2003-2006)

En millions FCFA	2003	2004	2005	2006
Etat	142 267	175 056	213 349	233 536
Collectivités locales	nd	3 899	4 094	4 300
Ménages	34 838	37 630	39 512	41 500
PTF	8 300	15 438	22 575	29 082
Total	185 405	232 023	279 530	308 418
PIB nominal	3 960 800	4 198 500	4 561 200	4 899 100
Dépenses totales d'éducation en % du PIB	4,68%	5,53%	6,13%	6,30%
Dépenses totales d'éducation hors ménages en % du PIB	3,80%	4,63%	5,26%	5,45%

Remarque : Les dépenses des ménages sont extrapolées à partir des données de l'enquête ESAM II de la DPS menée en 2003 en retenant un taux de croissance annuelle de 5 %. Les dépenses des collectivités locales sont extrapolées à partir des données de 2000 et 2003.

Evolution en pourcentage de la contribution par bailleur

	2003	2004	2005	2006
Etat	77%	75%	76%	76%
Collectivités locales	0%	2%	1%	1%
Ménages	19%	16%	14%	13%
PTF	4%	7%	8%	9%
Total	100%	100%	100%	100%

